correspondance de presse internationale

inprecor

Septembre-Octobre 1999 - n° 439/440

INPRECOR

Euskadi, un an de trève de l'ETA

Brésil Colombie Ukraine CEI

Portugal
Le Bloc de gauche

Turquie & Grèce
La société et l'État bouleversés par le séisme

Sommaire

septembre-octobre 1999, n° 439/440

Portugal

Manifeste du Bloc de gauche (extraits) — Document — 3

Pays Basque

Le nationalisme basque dans son labyrinthe — José Ramon Castaños "Troglo" — 7
Déclaration de Lizarra — Document — 8
Manifeste du 1er anniversaire de l'Accord de Lizarra/Garazi — Document — 10

Note de lecture

MICHEL HUSSON - Les ajustements de l'emploi — Henri Wilno — 14

Séismes en Turquie et en Grèce

Le séisme qui a bouleversé la Turquie — Erdal Tan — 15
L'ÖDP, le maire islamiste... et le général — Document — 18
Deux séismes, deux peuples, un chant unanime de paix — Georges Mitralias — 20
L'armée turque et la question kurde — Document — 23

Communauté des États Indépendants (CEI)

Gangstérisme et restauration capitaliste — [J. M.] — 25
Une crise sociale provoquée par l'élite — Roman Kondakov — 25
Adresse aux gauches révolutionnaires socialistes — Roman Kondakov — 26
Tâches des gauches révolutionnaires pour l'Ukraine, la Russie, la CEI — Roman Kondakov — 28

Ukraine

Un pouvoir des riches — Roman Kondakov — 29
Le PC d'Ukraine en campagne — Roman Kondakov — 30

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

IVe Internationale : 16e camp internationalde jeunesse — [P. D.] — 32

Brésil

Ve Conférence nationale de Démocratie socialiste — *Em Tempo* — 33
DS a vingt ans — *Em Tempo* — 34
Le Budget participatif et les mouvements sociaux — Chico Vicente — 35

Social-démocratie

L'Internationale socialiste débarque en Amérique latine — Emilio Cafassi — 37

Colombie

Réflexion sur le caractère de l'État (en pleine guerre) — Ernesto Herrera — 40
Non à l'intervention nord-américaine — PST d'Uruguay — 42

Un débat nord-américain : faut-il censurer la pornographie ?

La pornographie où l'industrie du fantasme de la domination sexuelle — Richard Poulin — 43
Le droit de décider — Nancy Herzig et Rafael Bernabe — 42

Timor-Oriental

Une tragédie que les États-Unis pouvaient empêcher — Noam Chomsky (extraits) — 49
Déclaration au nom du CNRT — José Ramos Horta — 49
Déclarations du PRD d'Indonésie et du PS de Timor — Documents — 50
Déclaration du Front national indonésien pour le combat des travailleurs — Document — 51
Pour l'indépendance du Timor-Oriental — Jan Malewski — 52

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : 33/0 1 42 38 61 10
Fax : 33/0 1 42 38 21 39
e-mail : 100641.2324@compuserve.com
Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski
Commission Paritaire n° 59117.
ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie 2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France.
Diffusé dans les librairies par DIF' POP' SARL, 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS, France.
Tél. : 01 40 24 21 31,
Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Pour réaliser la couverture de ce numéro nous avons utilisé un fragment de l'affiche du *Grito latino-americano dos excluidos/as*, qui reproduit l'œuvre de Pavel Egüez, photographiée par Ronald Jones.

Abonnement

(11 numéros par an)

• **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord**	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	❑
• **Autres destinations**	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	❑
• **PLI FERMÉ (toutes destinations)**	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	❑
• **Moins de 25 ans et chômeurs**	(120 FF, 6 mois)		❑
• **Institutions** (lecteurs multiples)	(600 FF, 1 an)		❑
• **Abonnement de soutien**	(à partir de 400 FF, 1 an)		❑
• **Découvrir *Inprecor*** (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)			❑
• ***Lecteurs solidaires*** (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			❑

Nom - Prénom : .....
Rue : .....
Commune / Code postal : .....
Ville : .....
Pays : .....
Tél./Fax/E-mail : .....

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

« Il est temps d'être exigeants »

Manifeste du Bloc de gauche (extraits)

Constitué au début de l'année 1999 par trois organisations de la gauche alternative — le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IVe Internationale), l'Union démocratique populaire (UDP, ex-maoiste et un temps pro-albanaise) et Politica XXI (une organisation qui regroupe nombre d'intellectuels ayant rompu avec le PC portugais) — le Bloc de gauche a obtenu un score prometteur lors des élections européennes, dépassant les 3 % des voix dans les grandes villes (Lisbonne, Porto, Setubal, Coimbra, Faro...). Pour les élections législatives qui auront lieu le 10 octobre, les instituts de sondage laissent espérer l'élection d'un, voire de plusieurs, députés du Bloc. Nous publions ci-dessous des extraits de son manifeste électoral (1).

DOCUMENT

Le Bloc de gauche participe aux élections législatives du mois d'octobre prochain dans la clarté. Nous présentons un manifeste électoral qui ne prétend pas être un programme de gouvernement. Le Bloc estime que dans les quatre prochaines années il ne participera à aucun gouvernement ni ne pourra représenter une alternative au niveau gouvernemental. C'est pourquoi il présente un programme d'opposition.

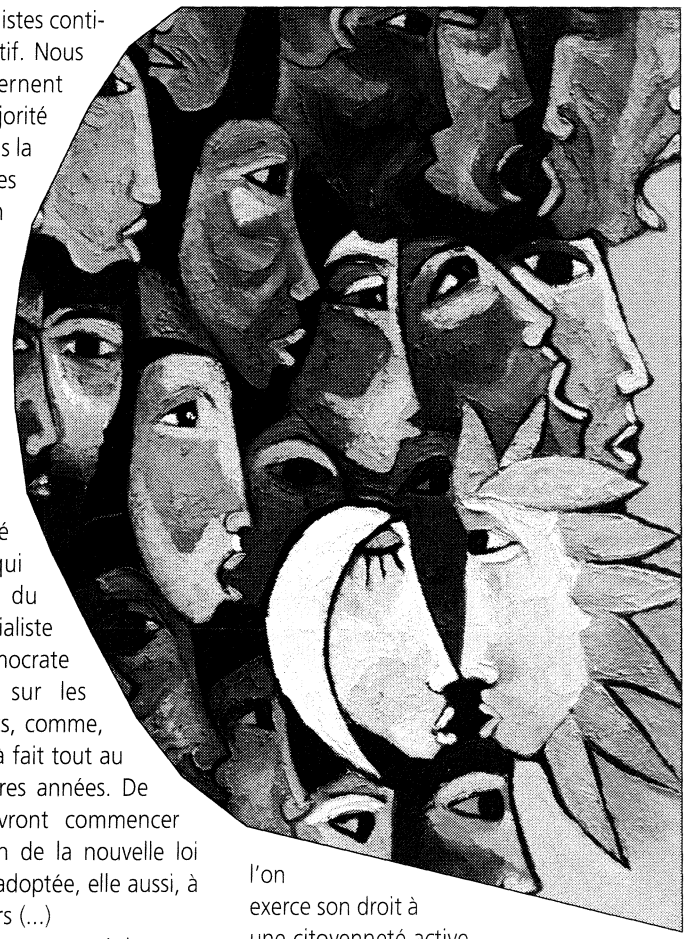
Comment la nouvelle gauche se positionne-t-elle ?

Nous ne sommes pas candidats au gouvernement mais au renouveau de l'opposition. Trois raisons expliquent une telle prise de position.

La première est que dans les quatre prochaines années les socialistes continueront à gérer l'exécutif. Nous préférons qu'ils gouvernent sur la base d'une majorité relative, mais ce n'est pas la question principale de ces élections. La question fondamentale réside dans le fait que le Portugal sera gouverné par une "Grande Majorité". En 2003 s'ouvrira une période normale de révision constitutionnelle où les décisions doivent être adoptées à une majorité des deux tiers, ce qui signifie qu'au nom du "régime" le Parti socialiste (PS) et le Parti social-démocrate (PSD) marchanderont sur les choix politiques concrets, comme, par ailleurs, ils l'ont déjà fait tout au long des quatre dernières années. De telles négociations devront commencer bien avant, à l'occasion de la nouvelle loi électorale qui doit être adoptée, elle aussi, à la majorité des deux tiers (...)

La deuxième raison est stratégique et concerne l'alternative. Si le Bloc fait un bilan très critique du gouvernement de ces dernières années, il n'en tire pas la conclusion que notre pays n'avait que le problème du gouvernement. D'un point de vue de gauche, le pays a surtout eu un sérieux problème concernant la qualité et la force de l'opposition. A cause de la faiblesse de l'opposition, la gauche ne serait pas en condition de se présenter comme une alternative de pouvoir.

La troisième raison est méthodologique et concerne la pratique politique. Un renouveau de la gauche politique — qui est le but du Bloc — comporte un engagement auprès des électrices et des électeurs sur le point de départ pour faire face à la "crise de la politique" en tant qu'exercice du pouvoir. Ce point de départ est celui de la société, des activités civiques, sociales et culturelles où



l'on exerce son droit à une citoyenneté active.

Le renouveau de la gauche est un long processus. Les courants de gauche ont accumulé des déficits de pensée critique; ils ont dû faire face à des développements historiques que beaucoup de gens n'ont pas encore digérés, en reculant devant l'offensive néolibérale à l'échelle planétaire. Dans le cas du Portugal il faut ajouter un facteur supplémentaire : le décalage qui s'est produit entre une présence dans les mouvements sociaux et la capacité d'atteindre efficacement sur le terrain politique et institutionnel les objectifs de changement corres-

(1) La place nous manque pour reproduire ce texte en sa totalité, comme il le mériterait. Les extraits présentés ici ne constituent que la moitié de ce document ; ils permettent néanmoins, nous l'espérons, de saisir la démarche de la nouvelle gauche portugaise.

pondant aux exigences des secteurs les plus progressistes de la société portugaise. Voilà le principal défi auquel le Bloc devra faire face lors des élections et, par la suite, dans l'action parlementaire dans laquelle il s'engagera.

L'horizon de la nouvelle gauche

La formule « *il est temps d'être exigeants* » exprime rigoureusement l'enjeu qualitatif de ces élections. Cela est d'autant plus évident que les socialistes visent à conquérir la majorité en mettant en exergue sur l'image du Premier ministre la phrase : « *Le Portugal est entre de bonnes mains* ».

Il y a quatre ans Antonio Guterres disait aux électeurs : « *une majorité nouvelle, cela dépend de toi* ». Quatre ans plus tard la promesse selon laquelle les citoyens devraient s'approprier la politique est oubliée et on nous dit que le pays est entre de bonnes mains. (...)

A la stratégie de conquête de l'électorat le plus conservateur le Bloc ne peut qu'opposer une idée refondatrice des meilleures traditions démocratiques et socialistes : l'idée forte que les citoyens, notamment les plus faibles, doivent prendre en main leur destin. Voilà ce qui s'est passé lors de la révolution qui a transformé le pays depuis 1974. C'est à une telle riposte que nous appelons aujourd'hui tous ceux qui sont conscients qu'avec des gens anesthésiés on ne construit pas un futur meilleur.

Notre manifeste part d'un bilan qualitatif des années de croissance économique et de ses effets sur le niveau de vie, le système de valeurs sociales et culturelles qu'elle a nourries et le mode par lequel elle a contribué au blocage du système politique lui-même. C'est une critique très dure d'où découlent les propositions que nous avançons et qui s'articulent dans trois grands combats, pour la justice, pour la qualité et pour la démocratie.

Dans l'ensemble, ces propositions donnent une expression politique à l'indignation et tracent un horizon de rupture de civilisation face à l'ordre néolibéral existant. Voilà le problème que le manifeste aborde : des propositions qui nous approchent d'un autre ordre, qui affirment l'urgence d'une société régie par des valeurs de solidarité, de respect des différences et de l'universalisme.

La gauche est le lieu d'où nous venons et où nous allons. Un lieu où l'égalité soit la condition de la liberté pour chacun. Un lieu où le pouvoir n'ait une valeur que pour le distribuer à ceux qui en sont exclus. Un lieu où il soit possible d'apprécier l'humanité sur la base de ce que chacun est et non de ce qu'il possède. La démocratie, l'écologie et le socialisme sont notre horizon. Dans nos mots et dans nos actions.

Une autre Europe

« *Il est temps d'être exigeants* » s'applique aussi au Bloc de gauche et à sa façon de construire ses propositions et sa présence dans la société. Nous assumons une première limitation : le nouveau mouvement existe depuis moins d'un an et ne dispose donc pas d'un patrimoine de propositions politiques qui lui permette d'être à l'aise sur les terrains de la vie sociale. Cela se reflète dans notre manifeste.

Cela ne nous empêche pas de revendiquer un mérite : en l'espace de moins de six mois le Bloc a réussi à imposer à l'ordre du jour deux thèmes politiques d'importance majeure : la dépénalisation des drogues et la nécessité d'une révolution fiscale. Sur ces deux terrains nous avons été capables de formuler des objectifs clairs et de les concrétiser techniquement. Nous pouvons garantir que nous ferons la même chose sur d'autres problèmes puisque le Bloc élabore ses propositions en partant de discussions publiques et en ayant recours à des idées, des opinions et des suggestions de spécialistes qui souvent n'appartiennent pas à notre mouvement, mais qui reconnaissent notre bonne volonté d'être ouverts et d'apprendre. Dans ce sens le manifeste que nous présentons est un document dynamique.

Nous ne renonçons pas à la mémoire et nous apprécions la cohérence. En matière de politique étrangère et d'Union européenne nous reprenons les propositions avancées lors des élections européennes dans notre "Contrat pour l'Europe", qui restent fondamentales pour la lutte politique européenne de la gauche rénovée.

Le Bloc de Gauche se relie à la tradition européenne de contestation des pouvoirs lorsque ceux-ci abusent de leur force, favorisent l'exploitation des faibles ou excluent certains des bénéfices accordés à la majorité Cette tradition, qui est aussi vieille que l'histoire de l'humanité, subsiste dans toute la gauche qui, à l'époque moderne, a combattu et combat non seulement les dictatures, mais aussi les perversions du libéralisme, les inégalités dans les démocraties et l'aliénation découlant de la massification de l'économie.

Le Bloc de gauche s'inscrit également dans la tradition de la civilisation méditerranéenne qui survit péniblement en Europe du sud et qui reconnaît la valeur des petites communautés, leur autonomie et leur autogouvernement.

Il est évident à nos yeux que l'opulence, l'iniquité, le gaspillage des ressources naturelles et énergétiques et l'aggravation des inégalités constituent un problème mondial et non seulement national. C'est pourquoi nous voulons que le Portugal se place du côté des faibles et de ceux qui doivent s'agenouiller devant les plus forts. Nous voulons un pays qui considère prioritaires ceux qui sont faibles et soit solidaire de ceux qui souffrent sur toute la planète. Nous voulons un Portugal dans une Union européenne refondée sur la Charte des droits de la citoyenneté et des peuples. Une Union qui soit un espace de démocratie participative, de justice sociale, d'emploi et de combat contre la dégradation de l'environnement. Une Union élargie qui s'inspire d'une vision humaniste et solidaire des rapports mutuels où les politiques communes respectent les droits vitaux des nations.

Un bilan critique

Ceux qui pensent que le pays est sur le bon chemin, n'ont qu'à voter pour le PS. Mais ceux qui pensent que le pays est anesthésié par l'illusion de la société de consommation et de la croissance économique doivent voter à gauche.

Contrairement à ce que beaucoup de gens peuvent penser, être propriétaire de son appartement, avoir une voiture et disposer d'appareils électroménagers n'est guère suffisant pour définir une vie de qualité. Et la croissance économique des dernières années, loin d'être le chemin du succès, a été injuste, déséquilibrée et très fragile.

C'est une croissance injuste parce que le décalage entre le groupe des plus riches et le groupe des plus pauvres n'a cessé d'augmenter. Voilà le fait marquant qui remet en question les options sociales des derniers gouvernements et la portée politique de certaines mesures. Par exemple, le revenu minimum garanti a permis d'améliorer les conditions de vie des personnes qui se trouvaient dans une misère extrême, mais n'a pas pu éviter, au cours des quatre dernières années, l'aggravation des injustices sociales. Pour l'essentiel, la réalité n'a pas changé : bas salaires assurant des avantages concurrentiels à l'économie portugaise et retraites sociales au dessous des limites de survie. (...)

La croissance qui intéresse le Bloc est celle qui comporte un développement et contribue à réduire les injustices sociales. C'est par là qu'il faut commencer si on veut que l'être humain soit au centre de l'économie.

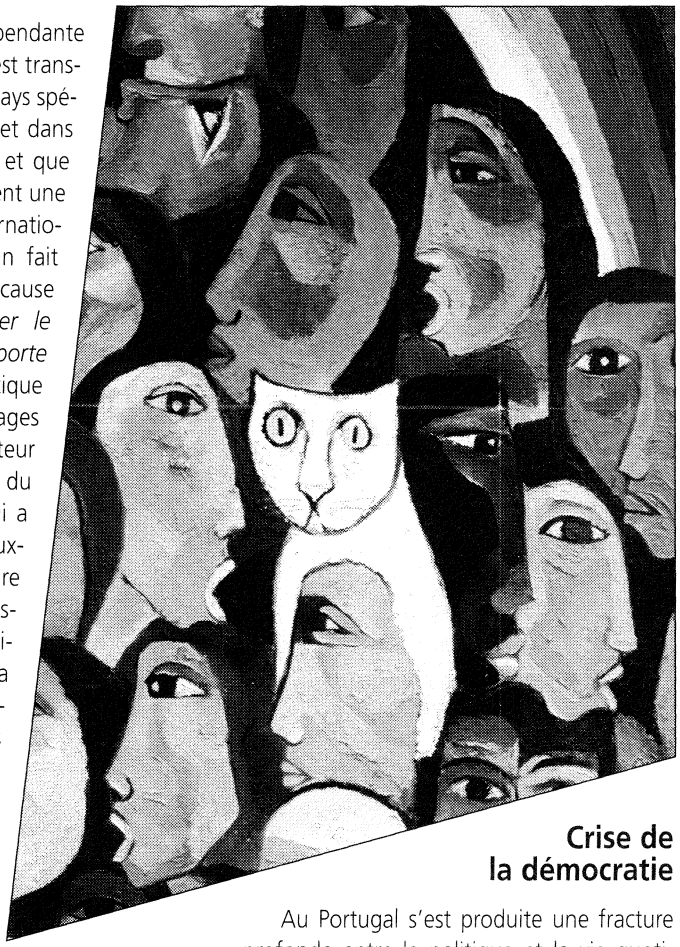
La croissance est déséquilibrée parce que le monde rural ne cesse de se désertifier et

de vieillir et que la précarité généralisée des conditions de travail représente la face cachée de la modernisation du littoral. (...) Le Bloc de gauche défend l'idée d'une planification démocratique qui implique des objectifs sociaux et d'équilibre du territoire. Il estime qu'il appartient à l'État de définir les droits de ceux qui travaillent et les compatibilités de l'économie avec la nature. Et il pense que ce sont l'État et l'économie sociale qui doivent avoir un rôle de direction dans les domaines de la vie économique et sociale qui doivent rester en dehors du marché.

La croissance est dépendante parce que le Portugal s'est transformé peu à peu en un pays spécialisé dans le tourisme et dans des services subsidiaires et que l'on a accepté passivement une logique de division internationale du travail. C'est un fait important qui remet en cause la stratégie « *d'intégrer le peloton de tête à n'importe quel prix* ».(...) La politique d'exemptions et d'avantages fiscaux favorise le secteur financier au détriment du secteur industriel, ce qui a aggravé les difficultés auxquelles le pays devait faire face à cause de son industrialisation faible et tardive. Et dans l'agriculture la politique agricole commune (PAC) favorise les grands propriétaires contre les petits et les monopoles de la distribution contre les producteurs. Le Bloc de la gauche lutte contre la dictature imposée à l'économie par le secteur financier et les formes sous lesquelles celui-ci s'approprie les produits de la création des richesses matérielles.

Le développement économique du pays doit se baser sur les seuls facteurs qui pèseront dans le futur : des niveaux élevés de formation et des salaires correspondants, une bonne recherche scientifique, une production de qualité et des investissements visant à satisfaire des exigences collectives, anciennes et nouvelles.

La croissance est perverse parce que l'accès de nombreuses familles à un ensemble de biens de consommation individuels, en proportion directe avec les possibilités d'endettement bancaire, n'a pas de correspondance avec la qualité de la vie collective. (...) Le Bloc de gauche lutte pour que soient établies de nouvelles normes de civilisation. Nous voulons revoir les lois sur l'aménagement du territoire, séparer le droit de propriété du sol du droit d'édification. Nous sommes favorables à la création d'autorités de planification métropolitaine et régionale incluant l'État central, les communes et des processus de consultation des populations. (...) Le Bloc de gauche se prononce clairement pour que l'initiative privée n'ait qu'un rôle d'appoint. (...)



Crise de la démocratie

Au Portugal s'est produite une fracture profonde entre la politique et la vie quotidienne des populations. Notre démocratie s'est transformée en un exercice de confirmation des premiers ministres ou des présidents des Chambres alors que par le vote on devrait choisir entre des idées et des programmes. C'est une démocratie de l'insulte qui cache l'absence de différences substantielles. C'est une démocratie du spectacle où toutes les complexités sont annulées au nom de l'efficacité de la communication et où les pires émotions sont exploitées. (...)

La démocratie pour laquelle nous luttons consiste à lier les mécanismes de démocratie représentative à la participation citoyenne. Le Bloc est favorable sans condition à des formes d'organisation à l'échelle humaine, qui puissent contrecarrer la dilution de l'individu dans l'économie, la politique et la communication de masse. Il défend la transparence, la présentation des comptes, une claire séparation des pouvoirs et la fin du monopole partidaire de représentation politique.

Révolution fiscale

(...) La révolution fiscale commence par le combat contre la fraude et l'évasion fiscale. Trois mesures seraient exemplaires en la matière : il faut mettre fin à la protection assurée par le secret bancaire (...), il faut fixer une contribution minimale pour les entrepreneurs et pour les professions libérales(...). Il faut introduire un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes pour le financement d'initiatives de solidarité (...) et un impôt de 0,1 % sur toutes les opérations internationales en devises. Cet impôt devrait être appliqué à l'échelle mondiale et notamment dans le cadre de l'Union européenne dans le but d'aborder et de résoudre les principaux problèmes de la faim sur la planète.

(...) Une première revendication de société concerne le nivellement des dépenses découlant de la réforme du salaire minimum national. De cette mesure bénéficient aujourd'hui plus d'un million de Portugais et elle comporte un coût additionnel important chaque année. Notre programme d'urgence pour la réforme fiscale est de créer les conditions pour faire face à cette obligation sociale et en même temps de garantir pour l'avenir le système de sécurité sociale (...) qui est l'un des principaux acquis du siècle.

Nous estimons qu'il est possible d'envisager une réforme fiscale qui comporte, entre autres, des mesures comme une contribution sociale générale du type de celle introduite en France, avec la contrepartie d'une amélioration de la situation fiscale des plus pauvres. L'État et les entreprises devront aussi amortir dans les dix prochaines années leur immense dette envers la sécurité sociale (...)

Droit à un travail avec des droits

Dans notre combat pour la centralité du travail (...) nous défendons trois mesures décisives.

Tout d'abord, la durée des contrats à temps déterminé doit être réduite à un an et on doit éviter en même temps que les entrepreneurs aient recours à la rotation des travailleurs pour contourner cette nouvelle législation. Les entreprises de sous-traitance ne pourront pas échapper aux contributions patronales à la sécurité sociales. La politique

salariale devra viser à récupérer le pouvoir d'achat, avec des augmentations supérieures au taux de l'inflation et une redistribution aux travailleurs des gains de productivité (...).

Deuxièmement, nous sommes pour une nouvelle distribution de l'emploi. Devront bénéficier de réductions de l'impôt sur le revenu les entreprises qui acceptent d'introduire dès maintenant les 35 heures sans réduction d'effectifs ou de salaires. La même mesure doit être appliquée aux dépenses pour la recherche et les innovations technologiques qui ne comportent pas de licenciements. La réduction du temps de travail à 35 heures devra être fixée sous forme de contrat et imposée par la loi en l'espace de quatre ans. (...)

La richesse de la diversité

La défense de la pluralité raciale et culturelle est un critère fondamental pour définir la qualité de la vie collective du pays. Le maintien des conditions dégradantes pour les immigrés clandestins a été l'un des instruments d'exclusion sociale et de diminution du prix du travail, aggravées par l'exclusion culturelle de communautés condamnées au silence. Le Bloc se prononce pour la légalisation de tous les immigrés sans papiers, la libération des personnes emprisonnées n'ayant pas de papiers et par conséquent la fin des expulsions et la clôture des centres de détention pour immigrés. Une telle politique d'ouverture comportera la suppression du « *délit de solidarité* » et le droit de regroupement familial sans restriction. Le Bloc se prononce aussi pour l'octroi du droit d'asile aux personnes qui doivent quitter leur pays à cause de guerres, de persécutions politiques, religieuses ou ethniques ou de calamités naturelles.

Valoriser le troisième âge

La population portugaise est en train de vieillir. (...) C'est pourquoi la qualité de la vie au troisième âge est une question du futur à laquelle il faut donner une réponse dès aujourd'hui. L'argent n'est pas tout ; par lui-même il ne résout pas le problème de la solidarité, de l'isolement, de l'abandon des personnes âgées par les familles. Il ne résout pas non plus la dépendance totale d'un système de santé qui reste l'un des moins efficaces en Europe.

Nous soutenons toutes les associations et coopératives qui valorisent les connaissances des personnes âgées sous forme d'une économie sociale, le développement de services publics d'assistance aux handicapés et une collaboration avec des organisations non gouvernementales qui se chargent d'une formation et animation permanentes concernant les différentes générations des familles. L'éducation des personnes adultes, en plus d'accomplir des tâches d'alphabétisation, doit viser à une exploitation communautaire du temps libre. Les services d'aide à domicile créent de l'emploi pour des jeunes et indiquent dans quel sens on pourrait améliorer le système national de santé. De même que les personnes actives et les jeunes, les personnes âgées ont le droit de partager leur temps entre occupation et oisiveté.

Place aux jeunes !

Une société où les jeunes restent à la maison jusqu'à 30 ans est une société malade. La pleine autonomie des jeunes est un choix de civilisation. (...) Le Bloc estime que l'autonomie doit être l'objectif des politiques les concernant. Nous sommes pour l'enseignement gratuit et pour un grand débat public sur la réforme de l'éducation. Nous sommes pour des contrats durables après un an d'expérience. Nous sommes pour des contrats d'apprentissage obligatoires et payés, en cas de chômage jusqu'à 21 ans. Nous sommes pour l'éducation sexuelle, la légalisation de toutes les formes d'union, indépendamment des orientations sexuelles. Et nous sommes pour une politique de logement pour les jeunes qui favorise l'indépendance par rapport aux familles.

Dépénaliser les drogues

Récemment le gouvernement a décriminalisé la consommation de drogues. Ce n'est qu'une demi-mesure. Les héroïnomanes doivent toujours avoir recours au marché clandestin et continuent d'être emprisonnés pour des crimes liés à cette dépendance.

Selon le Bloc le problème doit être abordé sous une forme nouvelle. Il faut autoriser la vente de cannabis dans des établissements particuliers en séparant cette vente du marché des drogues dures.

Il faut dépénaliser l'ensemble de la consommation. L'État doit trouver les moyens pour éviter que les toxicomanes soient obligés de s'adresser aux trafiquants. Mais il ne faut pas confondre la distribution de méthadone, qui est un médicament opiacé, avec une politique de traitement . Il faut investir dans le traitement et la libre récupération par le truchement de services ambulatoires et de communautés thérapeutiques. Finalement, il faut concentrer les efforts de la police contre le trafic, mettre fin au secret bancaire et aux localités off shore de Madère, où est blanchi l'argent provenant de la drogue.

Une économie pour la vie et l'environnement

Le Bloc propose une utilisation de la politique fiscale pour réorienter la croissance économique et pour défendre la qualité de la vie et l'environnement.

En ce qui concerne le monde rural nous estimons nécessaire d'administrer selon des critères nationaux les subsides provenant de la politique agricole commune. Nous soutenons le recours à des stimulants et des crédits qui puissent créer des emplois (...),nous sommes pour la réduction des nitrates dans les cours d'eau à l'exemple de ce qui a été fait en Suède. Nous sommes pour l'introduction d'un impôt sur les pesticides. (...) Nous sommes favorables à des réductions d'impôts aux contribuables se déplaçant des zones urbaines à des zones rurales (...).

Télévision et Internet

Nous soutenons les revendications des usagers d'Internet, notamment le paiement du service par abonnement et non en fonction du temps d'utilisation, et un programme de vente massive d'ordinateurs à 100 000 escudos (2) et sans profit pour tous les adolescents du pays .(...)

Le Bloc défend le concept de service public en matière de télévision. Nous sommes favorables à un canal de service public sans publicité. (...) L'idée de service public doit valoir aussi pour les réseaux généralistes privés dans le domaine de l'information. (...) Il faut en même temps diminuer le volume global de publicité autorisée par heure de programme.

Droits civiques et droits politiques

La démocratie représentative en vigueur jusqu'ici n'est pas universelle. C'est pourquoi nous sommes pour l'extension du droit de vote aux jeunes dès 16 ans, âge où on peut travailler et être condamné comme les adultes. Nous estimons que le droit de vote doit être accordé pour toutes les élections à tous les étrangers qui le demandent et qui résident au Portugal depuis au moins 5 ans. Finalement, il faut que tout électeur et toute électrice puisse exercer son droit de vote dans n'importe quel zone du pays, indépendamment du lieu où il (elle) est inscrit(e). ■

(2) 100 000 escudos = 3 271,90 francs français = 498,80 euros.

Le nationalisme basque dans son labyrinthe

Par
José Ramón Castaños "Troglo"*

Ce 12 septembre la commémoration du 1er anniversaire de la Déclaration de Lizarra a été l'occasion de la publication d'une nouvelle déclaration des organisations partie prenantes. Quelques jours plus tard, à l'occasion de l'anniversaire de la trêve militaire décrétée par l'ETA le 18 septembre 1998, a lieu l'Assemblée des municipalités de l'ensemble des territoires basques, l'Euskadi, la Navarre et les provinces basques françaises. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner l'importance de ces événements (1). Mais leur poids à un an de distance et la transcendance des changements qui se sont produits depuis obligent toutes les forces en présence, au-delà de ces commémorations symboliques, à évaluer les résultats, analyser les nouveaux problèmes et procéder au réajustement des stratégies politiques à l'œuvre. C'est l'objet du présent article.

1 TOUTE LA POLITIQUE BASQUE — ET JUSQU'À UN CERTAIN POINT, ESPAGNOLE — EST CONDITIONNÉE PAR L'EXTRAORDINAIRE VITALITÉ DU MOUVEMENT NATIONALISTE. Sa décision résolue d'en finir avec la violence politique de l'ETA en prenant la responsabilité collective de relancer le processus interrompu de construction de la nation basque, a donné naissance à une mobilisation citoyenne intense, particulièrement remarquable — au-delà de ses caractères généraux — par sa permanence et la fréquence de ses manifestations. On assiste à une radicalisation des élites politiques et culturelles qui, pour autant qu'elles réussissent à entraîner une majorité de la société, donnent non seulement corps à la crainte de la droite espagnole que « *la fin de l'ETA coïncide avec un essor du nationalisme* » mais aussi à l'idée d'une « *nation en marche* » qui contribue à nourrir l'espoir de mettre fin à cent cinquante ans de frustration de la nation basque. L'évocation des événements qui ont jalonné ce processus donne une idée de son importance. Il faut cependant souligner que le nouveau cycle ouvert par les accords de Lizarra a débuté, comme presque toujours dans l'histoire récente de notre peuple, par une réaction d'autodéfense face à la menace extérieure du gouvernement espagnol. Toutes les forces partie prenante de ce front démocratique, on le sait, partagent, hier comme aujourd'hui, la conviction d'un déficit démocratique quant à l'autonomie basque et à l'impasse de la lutte armée de l'ETA. Ces deux idées jouent certes un rôle important aujourd'hui dans la cohésion de cette alliance. Mais elle est d'abord née de la nécessité de faire obstacle aux « *solutions policières* » mises en œuvre par le gouvernement de la droite espagnole du Parti populaire (PP) avec l'aval des socialistes du PSOE. La fermeture du quotidien *Egin*, l'emprisonnement des mandataires de l'ETA dans les discussions politiques avec le gouvernement espagnol, et la menace d'interdiction de Herri Batasuna (HB) en juillet-août 1998 ont accéléré les pourparlers de Lizarra. Cela a débouché sur la trêve décrétée par l'ETA et le pacte des forces politiques et sociales pour une solution démocratique au problème basque, qui passe par la reconnaissance de l'autorité politique de l'entité basque. La mobilisation basque a alors pris son essor sans discontinuer, comme en témoignent les événements que nous rappelons ici.

— **OCTOBRE 1998** : création de la coalition Euskal Herritarok, qui se substitue à HB, et regroupe dans l'unité et le pluralisme l'ensemble de la gauche basque, capable de réunir en quinze jours les 20 000 signatures nécessaires pour se présenter aux élections ; c'est en fait le double de signatures qu'a recueillies EH, ce que n'aurait pu faire aucun autre parti politique, ni en Euskadi, ni ailleurs dans l'État espagnol.

— **NOVEMBRE 1998** : victoire électorale des partis politiques signataires de la déclaration de Lizarra, sanctionnant la division de la société basque en deux nouveaux blocs politiques : le nationalisme basque d'un côté (Lizarra) et le nationalisme espagnol de l'autre (PP et PSOE).

— **DÉCEMBRE 1998** : lancement d'un nouveau quotidien de la gauche basque en remplacement de *Egin*, grâce à une souscription populaire qui rassemble 1 million de dollars en trois mois.

— **DÉCEMBRE 1998** : marche citoyenne en défense de la langue basque, l'euskera, qui réunit 250 000 personnes dans les stades des cinq capitales du Pays basque.

— **JANVIER 1999** : manifestation nationale pour l'élargissement des prisonniers politiques, avec 150 000 personnes à Bilbao.

— **MARS-AVRIL 1999** : constitution d'un gouvernement de coalition nationaliste sur la base du programme politique de l'alliance de Lizarra ; tenue de la première Assemblée des municipalités basques, boycottée par les partis nationalistes espagnols, le PP et le PSOE, soutenus alors par Izquierda Unida qui redoute la dialectique de rupture qu'elle pourrait enclencher. Deux événements sans précédents dans l'histoire politique d'Euskadi.

— **AVRIL 1999** : le nouveau gouvernement inaugure son action par l'affirmation symbolique du désir de faire sienne la cause de la souveraineté nationale. L'occasion s'en présente avec la demande de l'Assemblée nationale kurde de l'exil de se réunir au Parlement basque. La réponse favorable et solidaire du gouvernement basque heurte à ce point l'orgueil national espagnol qu'il en vient à se ranger aux côtés de la Turquie dans le conflit diplomatique qui en résulte. Le Parti socialiste saisit cette occasion pour dresser les entrepreneurs basques contre leur gouvernement en suggérant qu'ils vont perdre leurs marchés en Turquie. Mais le président de la banque Banco Bilbao Bizkaia met fin à ce chantage politique en appuyant ostensiblement le PNV et la recherche de

*José Ramón Castaños "Troglo" représente la Charte des droits sociaux (GOGOA)au sein du pacte de Lizarra.

1. Cf. *Inprecor* n° 426 de juillet-août 1998 et n° 429 de novembre 1998.

« solutions négociées au problème basque ».

— **Mai 1999** : la grève générale pour les 35 heures et un salaire citoyen pour tous les chômeurs, à l'appel des forces de gauche de la coalition de Lizarra (les syndicats et les mouvements sociaux avec le soutien de EH) qui s'opposent à leurs propres alliés politiques, le gouvernement basque à majorité PNV.

— **Juin 1999** : le PNV quitte le groupe PPE du parlement européen et rejoint le groupe des Verts, pour protester contre le soutien du PPE au gouvernement espagnol sur la question basque.

— **Juillet 1999** : le Tribunal constitutionnel oblige le gouvernement espagnol à libérer la direction de HB, désavouant la Cour suprême de justice dont la sentence ne reposait sur aucune juridiction. Pour prévenir une décision similaire sur l'interdiction du quotidien *Egin*, suite à ce précédent, le juge Garzón, responsable de cette mesure, revient sur sa sentence.

Deux éléments importants se dégagent de cette énumération : d'une part, l'adhésion des élites politiques, économiques et sociales basques au projet de Lizarra ; d'autre part, la mobilisation citoyenne qui le porte.

2. **Cette nouvelle période politique est définie par ses acteurs mêmes, les forces nationalistes qui l'ont initiée, comme un processus de construction nationale qui doit déboucher sur une phase constituante.** Il s'agit de résoudre des problèmes qui font déjà l'objet d'une politique active, comme la question de la normalisation linguistique, ou d'un très large consensus citoyen, comme la question des prisonniers et des exilés basques. Mais aussi, et particulièrement, d'autres problèmes qui relèvent du contentieux avec l'État espagnol. Trois questions s'en détachent :

a) la réforme du système juridique (la Constitution) pour y faire place aux droits nationaux basques (reconnaissance de la souveraineté politique) ;

b) l'organisation politique des territoires basques (unification politique de leurs institutions respectives) ;

c) la garantie de la pleine autorité gouvernementale basque dans le cadre juridique européen (souveraineté partagée Euskadi-

Déclaration de Lizarra

A. Facteurs favorisant l'accord de paix en Irlande

1. Toutes les parties en présence dans le conflit ont reconnu le caractère politique de ce dernier, en conséquence sa solution ne pourra être que politique.

2. Le gouvernement britannique et l'IRA ont été conscients que ni l'un ni l'autre ne pouvaient vaincre militairement, en conséquence ils constatent que le conflit — s'il reste dans l'état actuel — pourrait se prolonger pendant longtemps encore.

3. Grâce à la réflexion de tous les protagonistes, l'affrontement cède la place au travail en commun (d'abord entre proches même s'ils sont différents, plus tard entre adversaires et enfin entre ennemis), mais toujours avec la volonté de n'exclure personne.

4. Parmi les nombreuses réflexions on trouve intéressante la conception déjà ancienne du mouvement républicain, de construire et de parier sur un modèle de solution au conflit qui prendrait en compte et respecterait toutes les traditions existantes dans l'île. Cela a contribué à réduire les résistances des partisans exclusifs du dialogue ou des politiques isolationnistes.

5. Progressivement, le dialogue et la détente ont surgi de ce réseau de relations, cela a permis de mettre fin à l'antagonisme et à l'usage de la violence. De part et d'autre, des gestes de bonne volonté se sont produits sans exiger de préalables pour entamer le dialogue.

6. La reconnaissance du droit à l'Autodétermination à l'ensemble des citoyens d'Irlande a permis une amélioration de la démocratie aussi bien concernant le contenu (en créant de nouvelles formes de souveraineté) qu'en ce qui concerne la méthode (en donnant le dernier mot aux citoyens). Ces caractéristiques politiques, reprises dans l'accord de paix, démontrent une conception de la négociation réalisée, non pas avec l'idée de vaincre, mais bien de résoudre le conflit en respectant toutes les traditions existant dans l'île et en reconnaissant légitimes tous les projets politiques bénéficiant de la majorité démocratique.

7. Certains facteurs internationaux ont joué un rôle significatif. En premier lieu, la participation directe du gouvernement et du Président des États-Unis, en second lieu, le bon accueil fait par différentes institutions de l'Union européenne (ce que l'on peut vérifier avec les aides économiques promises) et enfin avec le soutien politique et l'aide proposés par le gouvernement et le Président d'Afrique du Sud tout au long du processus.

B. Possible application au Pays Basque

Au vu des caractéristiques qui ont permis le processus et l'accord de Paix en Irlande, nous considérons que le conflit qui affecte le Pays Basque peut trouver des voies de solution si l'on prend en compte les règles et les comportements suivants :

Identification : le contentieux basque est un conflit historique de nature politique, dans lequel sont impliqués les États espagnol et français.. La solution doit donc nécessairement être politique. Les conceptions sur les racines du conflit, sa permanence, étant différentes et concernant la territorialité, le niveau de décision et la souveraineté politique, ces conceptions forment le noyau des questions fondamentales à résoudre.

Méthode : la solution politique peut seulement être trouvée par le biais d'un processus de dialogue et de négociation ouvert, sans exclusive concernant les intervenants et avec l'intervention de la société basque dans son ensemble.

Processus :

— **Dans la phase préliminaire**, le processus de dialogue et de négociation peut démarrer par des conversations multilatérales qui n'exigent pas de conditions préalables insurmontables pour les parties en présence, afin que le dialogue puisse s'engager.

— **Dans sa phase résolutoire**, le processus de négociation et de résolution proprement dit supposera implicitement la volonté et l'engagement d'aborder les causes du conflit. Il se déroulera en l'absence permanente de toute expression violente.

Caractère de la négociation : la négociation doit être globale, c'est à dire qu'elle devra aborder et apporter les réponses à toutes les questions qui concernent le conflit, ainsi qu'à ses conséquences. Il n'y a pas de limitation. La négociation ne doit pas être conçue en termes de bénéfices particulier, mais bien pour résoudre le conflit.

Clefs de solution : cela suppose qu'une négociation résolutoire ne comporte pas d'impositions spécifiques, qu'elle respecte la pluralité de la société basque, considère toutes les options politiques comme valables, approfondisse leur avenir et que leur décision soit respectée par les États impliqués. Le Pays Basque doit pouvoir décider et donner son avis.

Scénario : l'accord résolutoire ne prévoira pas de scénarios fermés et de caractère définitif. Il encouragera des cadres ouverts où les nouvelles formules respectant la tradition et les aspirations à la souveraineté des citoyens et citoyennes du Pays Basque pourront s'exprimer.

Fait au Pays Basque,
le 12 septembre 1998

Signataires :

Partis politiques :

— premiers signataires : Partido Nacionalista Vasco (PNV), Herri Batasuna (HB), Izquierda Unida (IU, Comunidad Autonoma Vasca), Abertzaleen Batasuna (AB), Eusko Alkartasuna (EA), Batzarre, Zutik.

— nouveaux signataires : Partido Carlista, Iniciativa ciudadana vasca (ICV).

Syndicats :

— premiers signataires : ELA, LAB, EHNE (agricole), ESK, STEE-EILAS (enseignement), HIRU (transports), ELB (syndicat agricole au Pays Basque dans l'État français)

— observateurs : CFDT (majoritaire au Pays Basque dans l'État français)

Organismes sociaux :

— premiers signataires : GOGOA (Charte des droits sociaux), Amnistiaren aldeko batzordeak - Gestores pro-amnistia, Senideak, Bakea-Orain, Elkarri, Egizxan, Herria 2000 Eliza, Gernika Batzordea, Autodeterminazioaren Biltzarrak.

— nouveaux signataires : Jarrai, EPSK-Gureak, Ahaidreak-CAR, Sostengu komiteak, Gazteriak, Gurasoak, Herriarekin, Anaiartea, Hautetsi abertzaleak, CDDHPB, Asociacion uda elkartea. ■

Espagne au sein de l'Union européenne).

Du point de vue de la raison et du droit, on ne peut rien objecter à un tel projet, qui respecte absolument la volonté majoritaire des citoyens basques (droit à l'autodétermination). Le problème réside en fait dans sa viabilité à court terme : face au droit, en effet, les partis qui structurent le pouvoir politique de l'État espagnol (PP-PSOE) ont opposé l'argument de la force, de l'immobilisme et du refus, pour réussir à bloquer toute issue politique et à freiner l'essor du pacte démocratique de Lizarra. On se trouve confronté alors à un certain équilibre de forces qui dilate le temps de la mise en œuvre des solutions aux problèmes pendants.

3 Le pacte de Lizarra serait-il caduc ? . Incapable de résultats concrets ? Telle est la double accusation portée à l'unisson par les deux partis qui structurent l'appareil bureaucratique de l'État espagnol. Laissons la charge d'hypocrisie et de falsification de ces jugements pour nous intéresser plutôt à la part de vérité qu'ils peuvent contenir. On accuse ainsi les accords de Lizarra d'avoir été incapables d'associer le PP et le PSOE. A vrai dire, ce sont eux qui refusent le dialogue et la négociation ; au-delà de cette pure calomnie, le fait est que le dialogue n'existe pas. On nous reproche aussi de n'avoir pas su obtenir la libération des prisonniers politiques malgré l'ampleur des manifestations de soutien. L'accusateur n'est autre que le geôlier, qui a en mains les clés de la prison ; mais le fait est que les prisonniers sont toujours en prison. L'exercice de la force d'État face à la raison, qu'incarne ici le projet de Lizarra, nourrit l'accusation de son incapacité à résoudre les problèmes de l'heure. La perversion éthique est patente. Mais les effets politiques en sont ambivalents : perte de légitimité dans la société et radicalisation d'un côté ; neutralisation des indécis face à l'incertitude des avancées pratiques de l'autre. Malgré les progrès indéniables pour la société basque résultant des accords de Lizarra, malgré le fait qu'ils expriment le sentiment collectif d'une majorité sociale qui soutient la revendication de souveraineté politique, il faut admettre que n'existe pas encore le rapport de forces propre à contraindre l'État espagnol à reconnaître, de bon ou de mauvais gré, le droit du peuple basque à décider de sa propre organisation politique et de son avenir comme nation. Cela ne scelle nullement l'échec du pacte de Lizarra, pour qui connaît la nécessaire patience et le sens du moment historique. Les forces sociales et politiques qui l'ont souscrit — comme elles le réaffirment à l'occasion de ce 1er anniversaire — n'ont pas défini de délais ni de rythmes à la réalisation de leurs aspirations, et cela parce que nous avons la certitude d'être portés par la raison. Si nous confirmons cette alliance politique et relançons l'action collective, c'est que nous sommes aussi persuadés que les rapports de forces avec l'État espagnol ne sont pas figés, et qu'on peut les modifier à notre avantage si l'on a la volonté de recourir à la mobilisation citoyenne.

4 L'équilibre des forces électorales est . une donnée marquante de la réalité politique basque. Le gouvernement espagnol peut toujours présenter les résultats électoraux comme une défaite du nationalisme basque, une perte d'influence du PNV en faveur de la gauche abertzale et de l'ETA. Chacun sait faire la part du mensonge (la prétendue victoire du nationalisme espagnol) et de la vérité (le tassement relatif du PNV et l'essor incontestable de la gauche abertzale). Il faut se garder de lectures par trop tranchées du paysage électoral. Au-delà des oscillations propres à chaque conjoncture, c'est plutôt la stabilité qui attire l'attention, expression indéniable de l'existence permanente des blocs politiques qui fracturent la société basque. L'équilibre électoral relatif des forces souverainistes de Lizarra face aux forces du nationalisme espagnol est une constante tout au long des vingt années écoulées. Si on se penche sur les élections de ces années de retour à la démocratie, on constate que les forces du nationalisme basque ont toujours eu une légère majorité, autour de 52 % ou 54 %. Lors du dernier scrutin, leur avantage est de 100 000 voix pour une population de 3 millions de personnes. C'est donc une fracture de la société presque par moitié, mais avec de fortes disparités locales. Leur majorité est nette, par exemple, au sein de la Communauté autonome basque et comme il s'agit de la région la plus peuplée, cela leur assure la majorité dans l'ensemble du Pays basque. Mais si le nationalisme basque est clairement majoritaire en Biscaye et Guipuzcoa, il ne l'est pas en Alava (où les forces s'équilibrent) et sa croissance spectaculaire en Navarre, où il a obtenu 21,5 % des suffrages, et dans le territoire basque français, où parti de rien il a atteint 5 %, n'en font là qu'une minorité significative.

Les partis du pacte de Lizarra sont incontestablement majoritaires dans la société basque prise dans son ensemble, et les derniers résultats témoignent d'un progrès dans les régions hostiles, notamment à Pampelune où la gauche abertzale arrive en deuxième position. Mais personne ne peut prétendre que ce « *pacte pour la liberté* » ait infligé une défaite cuisante aux partis nationalistes espagnols qui le rejettent.

La seule force du pacte de Lizarra qui ait amélioré ses résultats électoraux est à l'évidence la gauche abertzale qui arrive maintenant en deuxième position derrière le PNV. Euskal Herritarok (EH) a franchi la barre des 12 % pour atteindre jusqu'à 20,5 %. Elle garde un représentant au Parlement européen, pratiquement élu avec les seules voix du Pays basque. EH se rapproche nettement du PNV qui garde un électorat fidèle, malgré un net tassement et de sérieuses difficultés pour capter les voix de la scission nationaliste EA (Eusko Alkartasuna).

Accords de Lizarra (D.R.)

On assiste tendanciellement à une certaine perte d'hégémonie politique du nationalisme modéré au bénéfice du nationalisme radical, de la gauche abertzale. Le contenu même des accords de Lizarra s'inspire davantage des thèses souverainistes du nationalisme radical que des positions autonomistes du nationalisme modéré. Mais cette évolution politique demande a être confirmée et on ne peut pas induire de la réalité politique présente du Pays basque que les voix gagnées par EH sont précisément celles perdues par le PNV. La poussée électorale de EH traduit un regroupement de la gauche socia-

le, la mobilisation des abstentionnistes de gauche et d'une partie de l'électorat d'Izquierda Unida et d'Eusko Alkartasuna.

5 **Le changement le plus significatif a eu lieu après le double scrutin, avec le tournant opéré par le PSOE dans sa politique d'alliances.** Il s'agissait pour lui d'une *« conséquence inévitable de l'accord de Lizarra »*, et d'une politique nécessaire pour *« rétablir les règles démocratiques face à la pression nationaliste »*, mais ce changement est en fait antérieur à la signature du pacte. Tout a commencé avec le retrait du Parti socialiste du gouvernement basque. Ce qui ne devait être au départ qu'une opération électorale pour s'affirmer face au PNV a débouché sur une rupture de l'alliance historique scellée dans la lutte contre le fascisme dans les années trente. Le PSOE a ainsi troqué un allié démocratique, partenaire d'une longue expérience de lutte pour la démocratie et la liberté, pour un nouvel allié aussi réactionnaire que la droite espagnole, qui s'abreuve toujours aux sources idéologiques du totalitarisme et du nationalisme franquiste.

Il est difficile de savoir si ce renversement d'alliances est un épisode conjoncturel, motivé par l'espoir d'acheter le silence du Parti populaire sur les responsabilités du PSOE dans l'organisation du terrorisme d'État, ou s'il s'agit au contraire d'une transformation plus profonde de la nature même de la social-démocratie espagnole. Effectivement, en remerciement de son soutien à la politique du gouvernement dans sa lutte contre le nationalisme basque, les ministres du PSOE condamnés lors du premier procès des GAL ont été remis en liberté, au mépris de toutes les règles du droit. Ce qui conduit à penser que l'engagement du PSOE dans ce pacte d'État avec la droite franquiste est beaucoup plus solide que ce que laissent entendre les dirigeants socialistes eux-mêmes. Comme en de multiples occasions dans le passé, le PSOE détenait la clé de la solution démocratique du problème basque ; s'il s'était montré fidèle à sa tradition historique et à ses engagements démocratiques aux côtés du nationalisme basque, le pacte de Lizarra aurait recueilli une écrasante majorité. Et la division historique entre la Navarre et Euskadi aurait cédé le pas depuis longtemps à l'unité institutionnelle de tout le peuple basque. Si cela ne s'est pas produit, ce n'est pas que le peuple basque soit divisé. C'est que les socialistes basques et espagnols souhaitent sa division. On ne peut pas exclure une évolution ultérieure vers la recherche de nouveaux consensus constitutionnalistes avec le nationalisme basque sous la pression des événements, mais c'est le contraire qui prévaut actuellement. Le problème n'est pas tant que cette politique ait écarté le PNV de certaines responsabilités institutionnelles d'importance comme le parlement d'Alava et les mairies de Vitoria et Saint Sébastien. Ce n'est pas si important dans la mesure où les forces de Lizarra restent les acteurs majoritaire du tissu institutionnel basque : gouvernement, parlements et mairies. Ce qui est préoccupant, c'est que cette alliance nouvelle au nom de la raison d'État entre le PSOE et la droite espagnole se fasse sur la base du projet et de l'idéologie nationaliste de la droite ; que le renversement d'alliances du PSOE s'ac-

Manifeste du 1er anniversaire de la signature de l'Accord de Lizarra/Garazi

Un an après la signature de la déclaration de Lizarra/Garazi les organisations politiques, syndicales, les associations et les mouvements sociaux qui avons souscrit à cet accord de grande importance pour l'histoire de notre peuple, rendons public le présent manifeste.

La déclaration de Lizarra/Garazi est une proposition qui offre une solution politique et démocratique à un conflit historique dont les origines et la nature sont incontestablement politiques. Durant les douze mois écoulés, certaines organisations politiques qui ont une grande responsabilité dans la résolution possible du conflit, n'ont proposé aucune alternative. Elles se sont installées dans un attentisme irresponsable, en niant même l'existence de ce conflit politique.

En revanche, pendant cette même période, nous, les membres du Forum de Lizarra/Garazi, avons persévéré dans la voie tracée, dans l'explication et la diffusion du contenu démocratique de la déclaration. Nous avons conscience que, dans l'avenir, nous pouvons améliorer et renforcer certains aspects de notre travail. En effet, l'objectif du Forum étant de rendre possible un processus de paix et un accord démocratique, le moment de nous engager dans une nouvelle étape est maintenant arrivé. Il ne fait aucun doute que la société basque demande, exige, des avancées significatives et des pas concrets.

Il est écrit dans la déclaration de Lizarra/Garazi que les racines du conflit et les raisons de sa persistance se situent autour de trois points essentiels : la reconnaissance territoriale, la communauté de décision et la souveraineté politique. Telles sont, entre autres, les questions fondamentales à aborder.

La résolution du conflit nécessite, à notre avis, la participation de toutes les parties impliquées à un dialogue et une négociation qui restent les seuls instruments adéquats.

Certains partis politiques et certaines organisations se sont malheureusement refusé au dialogue et s'emploient encore à tenter de saboter le processus avec la collaboration de certains médias.

Dans ces conditions et afin de continuer à avancer nous considérons pour notre part qu'il est indispensable :

— De persévérer dans le processus politique engagé, de renforcer nos engagements à travers des démarches de diffusion et de poursuivre notre travail de recherche de solutions démocratiques ;

— De défendre et de renforcer le dialogue et la négociation dans leur globalité, d'appuyer le contenu de la déclaration de Lizarra/Garazi dans tous les espaces de rencontre qui pourront se mettre en place ;

— D'œuvrer pour que disparaissent les manifestations de violence liées au conflit et toutes les conséquences qui en découlent, et d'apporter des réponses effectives, notamment, à la situation des prisonniers.

Au moment d'assumer cet engagement, il nous paraît nécessaire de souligner, une fois de plus, que le contenu principal qui nous rassemble autour de la déclaration de Lizarra/Garazi est la recherche de solutions dans le contentieux basque. Nous voulons que tous les citoyens basques aient la garantie de pouvoir décider de leur propre avenir et nous voulons que les États impliqués s'engagent à respecter ce choix.

Nous savons que nous représentons des projets politiques différents qui existent dans notre pays. Ce qui nous rassemble reste la recherche commune d'une solution qui repose sur le respect des choix du Pays Basque.

Le seul front dont Euskal Herri a besoin est celui de la paix et de la démocratie et le principal obstacle auquel se heurte la déclaration de Lizarra/Garazi est l'immobilisme qui lui est opposé. Nous pensons très modestement que l'affrontement doit céder la place au dialogue et au travail en commun et que nous devons tous prendre part à cet engagement. Au delà de toutes les différences, des divergences et de toutes les polémiques, dans le respect de la pluralité de la société basque, nous nous engageons à travailler avec la rigueur et le sens des responsabilités que requiert le moment crucial que nous vivons.

En conclusion, nous voulons exprimer et souligner la satisfaction que nous inspire la façon dont la société basque s'est réellement appropriée cette situation inimaginable il y a un an.

Nous sommes convaincus que dans l'avenir notre peuple poursuivra son avancée sur ce même chemin. Nous sommes également convaincus que l'espoir suscité et l'engagement de tous dans cette direction constituent et constitueront la meilleure garantie de succès pour ce processus.

Durango, le 12 septembre 1999

Partis politiques : PNV, HB, IU, AB, EA, Batzarre, Zutik, Partido Carlista

Syndicats : ELA, LAB, EHNE, ESK, STEE-EILAS, HIRU, ELB

Organisations sociales : GOGOA (Charte des droits sociaux), Gestores pro-amnistia, Senideak, Bakea-Orain, Elkarri, Egizxan, Herria 2000 Eliza, Gernika Batzordea, Autodeterminazioaren biltzarra. ■

compagne d'un discours anti-basque, à la recherche délibérée de l'affrontement ethnique entre citoyens basques immigrants et autochtones. Cela renvoie au précédent à ce

jour unique du mouvement fasciste de la Phalange espagnole, et sauf à se reprendre rapidement, cela pourrait augurer d'un changement de nature du Parti socialiste.

6. La dialectique des blocs et la crise de résultats du projet espagnoliste. A l'encontre des intentions et des efforts des partis du pacte de Lizarra, attachés à ouvrir un dialogue et à construire un consensus avec les forces adverses, le refus conjoint du PP et du PSOE de toute conversation exploratoire a conduit à la cristallisation de blocs politiques irréconciliables. Les forces de Lizarra sont ainsi accusées de vouloir détruire le pluralisme et le droit à la différence dans la société basque. On leur reproche de chercher à exclure ceux qui ne partagent pas leurs idées en matière de construction de la nation basque. Face à leur volonté de donner la parole au peuple basque (le droit d'autodétermination), on oppose l'idée totalitaire de l'unité de l'État espagnol, qui serait le paradigme de la démocratie défini en ces termes dans la constitution de 1978. Cette radicalisation du discours des élites politiques espagnoles ne correspond pas à la perception qu'a d'elle-même la société basque, de sa solidarité profonde ou des rapports conviviaux des groupes qui la composent. C'est pourquoi il est difficile d'imaginer qu'elle puisse faire obstacle à une solution consensuelle du problème basque. L'objectif des adversaires de Lizarra est de revoir à la baisse les revendications nationalistes et le contenu de la souveraineté institutionnelle du peuple basque. En tout état de cause, les résultats de cette politique sont négatifs.

— L'intense campagne de stimulation des haines nationales et de la peur des descendants des immigrants espagnols (environ 50 % de la société basque) face au supposé « *fondamentalisme ethnique* » des autochtones basques a permis d'enrayer le recul électoral des candidats du nationalisme espagnol. Mais elle a échoué dans son intention de diviser la société basque en deux communautés ethniques radicalisées et hostiles, parce que c'est contraire aussi bien au projet nationaliste basque qu'à la culture de la société basque et au désir de vivre ensemble, démocratiquement, de l'ensemble des citoyens basques, quelle que soit leur origine et leur idéologie.

— Cette campagne s'est conclue sur une victoire morale du nationalisme basque, de sa conception citoyenne de la nation, du respect scrupuleux de la diversité culturelle et des différentes entités nationales au sein de la société basque. La crédibilité démocratique de Lizarra (et finalement du nationalisme basque) en est sortie renforcée, et même élargie aux secteurs les plus défavorisés de l'immigration espagnole tels que la communauté gitane et les couches sociales qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Certains patriarches des communautés gitanes ont pris la défense des organisations nationalistes basques, parce qu'ils ont apprécié leur positions favorables à leur cause, que l'on ne trouve nulle part ailleurs dans l'État espagnol. De même, rien n'a jamais été fait au nom du nationalisme basque pour prévenir la venue en Euskadi d'immigrants attirés par une meilleure couverture sociale que celle offerte par l'administration espagnole. Le PNV ne se propose absolument pas de redistribuer équitablement la richesse sociale, et cela souligne les limites de sa conception de la souveraineté basque ; mais il ne fait pas pour autant de discrimination ethnique ou idéologique en matière d'exercice des droits universels de tous les citoyens.

— Le projet nationaliste espagnol a également échoué dans le bénéfice qu'il escomptait de la répression policière et du chantage administratif de l'État sur le PNV. L'emprisonnement des mandataires de l'ETA et l'assassinat de l'un de ses dirigeants n'a pas réussi à rompre la trêve ni à provoquer des dissensions dans la gauche abertzale, dans la mesure où la puissante pression exercée par l'État contre les intérêts économiques du capitalisme basque a eu un effet contraire à ce qui était souhaité. Voulant sanctionner le PNV pour avoir osé s'allier à l'ETA, le gouvernement espagnol a dénoncé à Bruxelles l'Accord économique basque, le régime de souveraineté fiscale et les aides publiques à l'investissement industriel. Il s'agissait de miner les rapports entre le capitalisme basque et le PNV, mais c'est tout le contraire qui s'est produit, avec une réaction fulminante du capital financier (le conseil d'administration de la banque Banco Bilbao Bizkaia) et de toutes les organisations patronales unanimes pour exiger que le gouvernement retire les recours présentés auprès de la Commission européenne. Quelque chose de similaire s'est produit avec la volonté d'étrangler le plan de travaux publics du gouvernement basque, en lui retirant les aides publiques prévues pour son financement. Loin de le couler, cela l'a conduit à chercher d'autres sources de financement en Europe. Cette « *politique d'asphyxie* » n'a pas produit de rupture entre les intérêts du capitalisme basque et la gestion qu'en assure le PNV.

Au contraire,

les liens mutuels et les intérêts réciproques se sont renforcés entre cette classe sociale et ses représentants politiques.

7. Les contradictions de l'alliance nationaliste ont affleuré un an après la

Euskadi (Pays Basque)

SIGNATURE DES ACCORDS DE LIZARRA. C'est l'ETA qui les a mentionnées dans ses communiqués de bilan. L'origine de ces contradictions ne réside pas dans un conflit supposé entre le nationalisme modéré du PNV et le nationalisme radical de l'ETA, mais dans les oppositions historiques entre "autonomistes" et "indépendantistes" qui se font jour au sein même du nationalisme modéré. Dans son premier communiqué de bilan, l'ETA fait état laconiquement de la rupture des négociations avec le gouvernement espagnol, accusé d'en faire « *un usage électoraliste* » et de refuser le « *dialogue avec Lizarra sur le contenu politique d'une solution négociée* ». Dans le deuxième communiqué, rendu public une semaine avant la nouvelle rencontre de Lizarra, l'ETA proclame à nouveau la trêve dans les mêmes termes que l'année précédente : c'est une invitation au peuple basque pour qu'il soit lui-même, et non les activistes armés, le protagoniste de son destin politique. Mais contrairement aux précédents, ce communiqué fait état des divergences au sein du PNV (que les dirigeants de ce parti reconnaissent publiquement). Critiquant la « *tiédeur de l'opposition modérée dans son soutien au pacte de Lizarra* », l'ETA affirme que « *le processus ouvert tournera court si le PNV n'assume pas la responsabilité d'avancer d'un pas décidé vers la construction de la nation basque* ». Par ailleurs, l'ETA précise ce qu'elle entend par construction de la nation basque : **1.** normalisation de la situation avec la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés. **2.** reconnaissance du droit du peuple basque à décider librement du domaine de sa souveraineté politique. **3.** organisation des territoires basques dans le cadre d'institutions communes. En conclusion, l'ETA conditionne explicitement l'abandon définitif de la lutte armée aux progrès que fera Lizarra dans ces trois domaines, ce qui constitue une mise en garde directe à l'intention du PNV pour qu'il reste fidèle à ses engagements politiques.

Comme il fallait s'y attendre, la réponse du PNV a été aussi sèche que prévisible : **1.** « *il n'admet pas la tutelle d'une organisation armée* ». **2.** « *si quelque chose tourne court en Euskadi, c'est le discours de l'ETA* ». **3.** « *si l'ETA dépose un jour les armes, ce n'est pas le PNV qui devra lui en être redevable* ». Manifestement, le PNV n'a pas apprécié le procédé peu élégant de cette mise en demeure publique entre partenaires d'une alliance, mais il ne dément pas les risques qu'encourt le pacte de Lizarra. Au contraire, le président du PNV, Xabier Arzallus, avait dit exactement la même chose quelques jours plus tôt en critiquant le conservatisme des cadres politiques en poste dans l'administration publique, et en les appelant à une « *gymnastique nécessaire* » pour perdre les « *kilos en trop* » accumulés dans le confort douillet des anciens pactes d'État aujourd'hui caducs.

Les dirigeants du PP et du PSOE ont saisi l'occasion pour appeler de nouveau le nationalisme modéré à revenir à ses alliances passées, celles des pactes antiterroristes et du consensus sur l'autonomie. Mais cette « *propagande de l'impossible* » est tellement hors de propos que même leurs partenaires de Convergencia y Unió en Catalogne ont dû les rappeler à un peu de modération et de réalisme : « *C'est vous,* ont-ils dit, *qui poussez le PNV à radicaliser son discours et sa pratique.* » Conseil tardif, semble-t-il, car les divergences historiques entre autonomistes et indépendantistes sont réapparues, avec un rapport de forces favorable à ces derniers, à tel point que la mise en garde d'Arzallus semble inaugurer un nouveau discours et une nouvelle stratégie politique du nationalisme modéré.

8 LE NATIONALISME BASQUE EST AUJOURD'HUI À LA CROISÉE DES CHEMINS FAUTE D'UN PROJET COMMUN DE CONSTRUCTION DE LA NATION BASQUE. La question a été posée sur la table du pacte de Lizarra et viendra à l'ordre du jour des congrès respectifs que tiendront au mois de novembre prochain les trois partis nationalistes de la coalition : PNV, EA et EH. Un accord est décisif pour avancer dans la voie ouverte par la trêve de l'ETA, mais les obstacles sont de taille. Il s'agit notamment de concevoir ensemble une constitution nationale basque, de définir le processus qui en permettra l'élaboration et de se mettre d'accord sur la façon de la soumettre à l'approbation populaire et de l'imposer aux pouvoirs d'État. On peut illustrer chaque facette de ce problème.

9 L'ÉLABORATION D'UNE CONSTITUTION BASQUE passe par un accord sur aux moins deux questions fondamentales : la définition de son territoire ou des liens institutionnels entre les différents territoires basques, et le degré de souveraineté ou le type de relations entre les institutions basques et l'État espagnol. L'approche de ces deux questions oscille entre le « *pragmatisme du possible* », que défendent les secteurs les plus modérés du PNV, et les « *solutions définitives* » de l'aile la plus radicale du nationalisme de gauche. Il faut donc trouver un point de rencontre entre ces deux pulsations, ce qui n'est pas facile dans une société marquée par autant de fractures. Du côté du PNV ont été élaborés des scénarios théoriques pour une construction nationale en trois temps, qui prendrait en considération les profondes inégalités de la conscience nationale en Euskadi, en Navarre et en *Iparralde* (les territoires basques français). Si on peut s'accorder sur un tel énoncé général, dans la mesure où il reflète une réalité incontestable, il reste à avancer sur la définition du contenu de chacune des trois phases et de leur articulation institutionnelle. Certains dirigeants de la gauche abertzale, tels Arnaldo Otegui dans les pages de *Hika*, mettent l'accent sur une articulation fédérale des divers territoires basques, avec une sorte de sénat territorial des six institutions provinciales (Alava, Biscaye, Guipuzkoa, Navarre, Lapurdi-Bayonne et Zuberoa). Ce n'est pas un mauvais schéma théorique, puisqu'en réalité il s'agit de structurer l'ensemble du peuple basque au sein d'institutions politiques communes dotées des compétences que chaque territoire est prêt à lui accorder. Mais ce schéma ne se distingue guère du scénario à trois temps, et ne résout pas non plus le problème de l'absence de majorités qualifiées pour soutenir cette proposition dans chacun des territoires basques.

Les enquêtes d'opinion publiées jusqu'ici témoignent d'un substrat sociologique majoritairement favorable à l'idée d'un certain type de relations entre les institutions des différents territoires basques. C'est clair

pour Euskadi et la Navarre, mais même dans les territoires basques français, l'idée d'un département basque reçoit un soutien majoritaire qui pourrait concerner aussi les rapports avec les institutions « *basques espagnoles* ». Mais cet accord vole en éclats si on prétend donner à ces relations institutionnelles la forme d'une institution nationale basque, car la majorité de la population d'Iparralde s'identifie à la nation française et la majorité de la population de Navarre s'identifie à la Navarre, sans souhaiter devoir choisir entre l'identité basque ou espagnole.

Le problème des compétences que chaque gouvernement peut s'octroyer (le degré de souveraineté) au détriment des compétences de l'État espagnol, voire français, se pose dans ce cadre. Au-delà des diverses formules envisagées, il est clair que la majorité citoyenne réclame un cadre basque de décision : selon les enquêtes, 89 % des habitants du Pays basque sont favorables à ce que ce soit les Basques eux mêmes qui décident de leur avenir. L'analyse de ces sondages permet de relativiser grandement les généralisations abusives auxquelles se livrent les commentateurs des résultats électoraux. Ainsi, la base du PP ou du PSOE n'adhère pas aux discours nationalistes rageurs de leurs directions. Il est vrai aussi qu'autour de 50 % de la population témoigne d'un sentiment national basque et espagnol, ce qui serait plutôt contraire à l'idée d'une séparation du Pays basque et favorable à une souveraineté partagée entre les institutions basques, navarraises et espagnoles.

Reste à savoir si la volonté existe de construire un entrelacs institutionnel basque qui emporte l'adhésion des acteurs sociaux et politiques de chacun des territoire. On peut donner à cet objectif consensuel un nom ou un autre : *Carta Magna* de la souveraineté politique, comme le propose le PNV ; Constitution nationale basque, selon les termes de HB ; Actualisation des droits historiques, pour d'autres ; ou encore Développement actualisé des autonomies, comme se risquent à l'avancer quelques dirigeants socialistes basques favorables à la recherche d'un consensus politique. Au-delà de la charge symbolique de chacune de ces formules, et sans en mésestimer l'importance, ce qui semble importer vraiment à la majorité des citoyens basques c'est ce que dit le proverbe populaire : « *Qu'il soit blanc ou noir, l'important c'est que le chat attrape la souris.* »

10. La méthode d'élaboration de la constitution est aussi importante que le contenu. Le problème se poserait autrement si le PSOE avait adhéré au pacte de Lizarra, car la garantie existerait alors d'une majorité sociale qualifiée dans chacun des territoires « basques espagnols ». On aurait pu alors élaborer une proposition consensuelle soumise à l'approbation simultanée du Parlement basque et du Parlement foral de Navarre, avant de la soumettre à un référendum citoyen pour lui conférer la légitimité sociale nécessaire. Mais le renversement d'alliances opéré par le PSOE prive Lizarra de cette majorité qualifiée, et implique de la rechercher par d'autres voies. Tout accord avec le PP ou le PSOE est impossible, dans la mesure où ces partis exigent des contraintes inacceptables en limitant la souveraineté basque à la légalité constitutionnelle actuelle. Le débat sur les moyens et la stratégie politique pour gagner une majorité sociale se trouve au centre des discussions de Lizarra et de la compétition pour l'hégémonie politique entre les ailes modérée et radicale du nationalisme basque.

Cela se concrétise aujourd'hui autour de la constitution et des attributions de l'Assemblée des municipalités basques qui se réunit le 18 septembre. Elle se compose des élus des différents partis nationalistes basques : PNV, EA et EH pour les territoires « *basques espagnols* » et AB pour les territoires « *basques français* ». Les partis espagnols et français présents au Pays basque, y compris Izquierda Unida, la boycottent parce qu'ils y voient la représentation symbolique d'une nation basque unifiée. Cette assemblée ne représente donc qu'un peu plus de la moitié des citoyens basques, ce qui a déclenché une polémique quant à sa représentativité et à son autorité. La gauche abertzale veut en faire l'acteur de l'unité territoriale et l'instrument autorisé à élaborer la Constitution nationale basque. Mais faute de représentativité, l'assemblée se contentera d'une formule décaféinée, telle que la conçoit le PNV, un simple instrument symbolique du projet d'unification nationale, intervenant de façon consensuelle dans les domaines de la culture, de la langue, de l'environnement, ou encore des infrastructures.

Les dirigeants du PNV ont raison quand ils affirment que le jeu des majorités et des minorités dans les démocraties occidentales ne fonctionne de façon satisfaisante que dans les sociétés nationales homogènes, ou ailleurs quand les majorités sont très largement majoritaires. La communauté nationale basque ne peut pas vivre coupée en deux fronts nationaux opposés, et sa construction comme nation passe par un consensus majoritaire sur la base d'un accord liant ses représentants politiques. Cela fait accord au sein du pacte de Lizarra. Par contre il y a divergence sur la stratégie permettant de réunir cette nécessaire majorité sociale. En cela, la gauche abertzale a raison d'affirmer catégoriquement que la seule façon de construire ce rapport de forces, et de contraindre un jour le PP et le PSOE à négocier, c'est de prendre deux initiatives conjointes dont le PNV ne veut pas entendre parler :

1. adopter une politique sociale de redistribution des richesses, ce qui convaincrait la population immigrante des avantages d'un Pays basque souverain.

2. adopter des mesures de désobéissance civile dans le cadre des institutions autonomes actuelles pour radicaliser la question basque jusqu'à un point de non retour, où la négociation et le dialogue s'imposeraient alors comme la solution la plus raisonnable et la moins coûteuse. C'est sur ces questions que se livre aujourd'hui la bataille entre la droite et la gauche pour prendre la direction de la nation basque.

Bilbao, le 13 septembre 1999

Les ajustements de l'emploi

Pour une critique de l'économétrie bourgeoise

par Michel Husson
Éditions Page 2, 1999

Le livre de Michel Husson a un double intérêt. Tout d'abord, il met en débat ce qu'il qualifie dans sa préface de *« nouvelle loi d'airain selon laquelle toute création d'emploi serait impossible sans une réduction du coût du travail préalable »*. C'est sans doute le point essentiel pour bon nombre de lecteurs, nous y reviendrons dans une deuxième partie de ce commentaire. Mais ce livre vaut aussi pour la méthode utilisée : il témoigne de la volonté de ne pas laisser les instruments de l'économie formalisée, et d'abord l'économétrie, aux techniciens (pas toujours scrupuleux) de l'économie dominante. Ce second point intéresse le public plus restreint des économistes mais il n'est pas sans enjeux et nous commencerons par lui.

Ne pas laisser l'économétrie aux fabricants d'idéologie

Depuis les années 70 les économistes marxistes ont, du moins en France, largement abandonné le travail sur les agrégats macro-économiques. Les calculs utilisant les matrices entrées-sorties et les techniques économétriques permettent cependant de mettre à l'épreuve les intuitions ou les postulats théoriques, d'essayer d'apprécier les impacts des politiques économiques. La désertion de ce champ par les marxistes en a facilité la confiscation par les néoclassiques qui l'ont instrumentalisé pour diffuser la vulgate libérale. Bien souvent, sans observer les règles de déontologie minimales que suppose l'utilisation de ces techniques. C'est particulièrement net, et ce n'est pas un hasard, pour les travaux sur les relations entre salaires et emploi. Pour comprendre le climat actuel parmi les praticiens de l'économie, il faut également tenir compte des conséquences de la prééminence grandissante dans les filières de formation (pour ce qui est des grandes écoles et des universités "bien cotées") des techniques mathématiques tandis que la théorie économique y est trop souvent réduite aux productions des vingt-cinq dernières années des revues anglo-saxonnes. Tout cela a comme conséquence une certaine impuissance de beaucoup des économistes critiques vis-à-vis de la pensée dominante : par désintérêt ou par incompétence, ils sont mal à l'aise face aux productions mathématisées des néolibéraux ou des "pseudo-keynésiens" (pour qui l'univers est classique sur le moyen-long terme car ils acceptent des prémisses essentielles des démarches combattues en son temps par Keynes). Cette impuissance se traduit parfois par une critique globale de toute démarche modélisatrice ou même quantitativiste.

L'ouvrage de M. Husson donne sur ce terrain le signal d'une souhaitable contre-offensive. On ne développera pas ici tous les aspects méthodologiques de l'ouvrage. L'auteur montre notamment que le bon fonctionnement des modèles suppose une invariance des comportement d'où la difficulté à rendre compte des périodes marquées par des transformations profondes des régulations économiques, comme cela a été le cas en France durant les vingt-cinq dernières années. Nous insisterons sur un autre point développé (dans le chapitre 3 sur l'emploi) à propos de la réduction de la durée du travail : les modèles peuvent être utilisés pour repérer et hiérarchiser les contraintes. Les résultats qui compliquent la mise en œuvre d'une politique ne doivent pas être niés par ceux qui la soutiennent. Mieux vaut essayer de comprendre les relations qui sont à l'œuvre, les biais éventuels du modèle et envisager les mesures à prendre pour surmonter les contraintes.

Ces aspects méthodologiques sont mis au service d'une réflexion dont l'emploi constitue le fil directeur. On trouvera dans l'ouvrage, sous une forme parfois trop elliptique, beaucoup de choses. Les premiers chapitres sont consacrés aux débats sur l'impact de la baisse du coût du travail sur l'emploi. On sait que la baisse du coût du travail est depuis des années le fil à plomb des politiques de lutte contre le chômage prônées par l'OCDE et par la Commission européenne. L'OCDE a mis en 1998 de l'eau dans son vin reconnaissant la fragilité des raisonnements sur lesquels se fondaient ses conclusions sur la responsabilité du salaire minimum dans le niveau du chômage. Il n'en est que plus frappant de voir que l'Union européenne continue sans état d'âme dans la même direction. Cette politique prend en France la forme d'exonération des cotisations patronales pour les emplois dont la rémunération va jusqu'à 1,3 SMIC mensuel (1,8 avec la deuxième loi Aubry sur la RTT). Michel Husson montre la fragilité des résultats obtenus par ceux qui s'évertuent à démontrer la liaison entre salaire et emploi dans le cas de la France et les limites de leurs travaux au regard des critères que devrait respecter toute démarche économétrique.

Vient ensuite un chapitre qui traite d'un autre pilier de la vulgate néolibérale : l'endettement public serait le résultat de politiques économiques relâchées. Michel Husson met en lumière les véritables racines de la montée de l'endettement public : non pas un dérapage des dépenses, mais le choix social de limiter les impôts payés par les revenus élevés. Les ménages les plus riches gagnent ainsi sur les deux tableaux : au nom du souci de ne pas décourager l'esprit d'initiative, l'État réduit les taux appliqués aux tranches supérieures dans le calcul de l'impôt sur le revenu ce qui permet à ces ménages d'augmenter leur épargne, d'acheter des bons du Trésor et d'encaisser les intérêts qui y correspondent.

Deux chapitres sont consacrés à étudier l'évolution de la productivité et à décortiquer les mécanismes qui font que les gains de productivité faramineux réalisés au niveau des ateliers ne se retrouvent pas dans les agrégats macro-économiques. Un dernier chapitre étudie les liens entre la mondialisation et l'emploi. L'auteur s'attaque en particulier au mythe de la responsabilité du commerce avec les pays à bas salaires dans le développement du chômage. Il rappelle que 78 % du commerce extérieur français se fait avec les pays de l'OCDE et montre le caractère discutable de la campagne en faveur de " clauses sociales " dans le commerce international. Si l'on veut vraiment transférer des ressources au Sud, que l'on commence par annuler la dette du tiers-monde. Quant aux causes du chômage européen, elles se trouvent en Europe et dans la logique qui sous-tend les traités de Maastricht et d'Amsterdam. En conclusion, Michel Husson souligne que tous les éléments de son diagnostic convergent sur un point : le chômage est une caractéristique intrinsèque de la cohérence instable et régressive du capitalisme contemporain. Si l'on accepte ce constat, il est vain d'imaginer des alternatives éludant un degré minimal de rupture avec les principes essentiels du capitalisme.

Au total, un ouvrage utile. Sa complexité rend certes difficile sa lecture mais il ne s'agit pas de la part de son auteur d'une volonté d'ésotérisme. Michel Husson a donné suffisamment de gages dans d'autres publications de son souci pédagogique. Sur le terrain de l'économie, comme sur les autres, les armes de la critique doivent, pour être efficaces, tenir compte aussi des avancées techniques et des instruments utilisés par l'adversaire. Comme le soulignent les dernières lignes de la conclusion, pour sortir de l'impasse capitaliste, il faudra naturellement d'autres entreprises que la critique théorique, mais celle-ci est loin d'être inutile.

Henri Wilno

Librairie La Brèche

8, Rue de Romainville, 75019 Paris
métro Télégraphe
tél : 01 42 38 04 14
fax : 01 42 38 27 51

ouverture : lundi 14h-20h
mardi à samedi : 12h-20h

vente par correspondance
Paris, province, étranger :

ENVOI GRATUIT

Le séisme qui a bouleversé la Turquie

● Istanbul,
de notre correspondant
Erdal Tan

D'une magnitude 7.4 sur l'échelle de Richter, le séisme de Gölcük a fait des dégâts importants sur une zone s'étalant sur plus de 300 Km d'est en ouest, au nord-ouest de la Turquie : sa zone la plus peuplée et la plus industrialisée. Ce qui a secoué la Turquie, le 17 août à 3 heures du matin, n'a donc pas été un tremblement de terre ordinaire, tant par sa dimension naturelle et l'ampleur des pertes humaines, que par ses conséquences sur le plan social, économique, politique et diplomatique. Le séisme a en effet secoué en profondeur l'ensemble de la société et de l'État turcs.

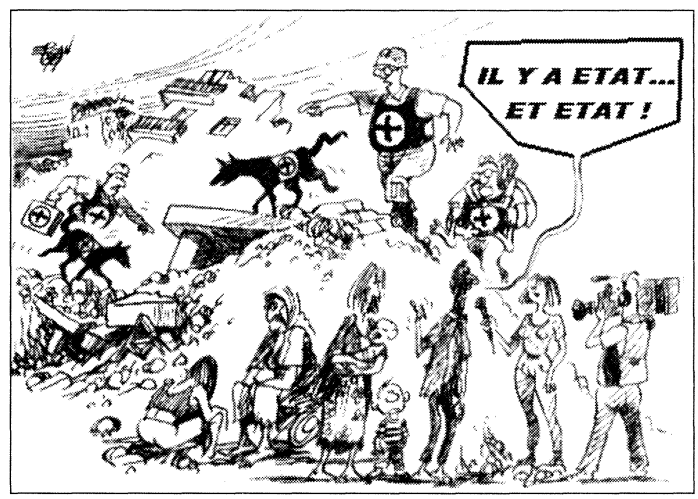
La terre tremble...

Des villes importantes comme Istanbul (en particulier la banlieue ouvrière d'Avcilar), Izmit et Yalova ont été sérieusement touchées, ainsi qu'une série de petites villes autour du Golfe d'Izmit, de même que des villes plus lointaines comme Düzce, Zonguldak ou Eskisehir. Mais ce sont surtout les villes de Gölcük (épicentre du séisme) et d'Adapazari (sur la ligne de faille) qui ont été littéralement détruites.

Selon les chiffres officiels, plus de 15 000 victimes ont été enregistrées jusqu'à aujourd'hui. Toutefois le chiffre réel serait plutôt autour de 20 à 25 000 morts (sinon plus), comme le reconnaissent même certains ministres. En effet, plusieurs milliers de cadavres sont encore probablement sous les décombres, en particulier à Gölcük et Adapazari, où des quartiers entiers ont été transformés en tas de gravats inextricables, qui dégageaient des odeurs de cadavres, trois semaines encore après le séisme. De plus, des milliers de victimes ont été enterrées à la va-vite par leurs familles, sans en informer l'autorité publique, dans la pagaille des trois premiers jours.

... le capitalisme tue !

La nature n'est certes pas la seule responsable de l'ampleur des pertes humaines. Le fait est que, sachant de surcroît que la Turquie est un pays à haute activité sismique et ayant souffert de nombreux séismes virulents et meurtriers, on n'aurait jamais dû autoriser une urbanisation aussi dense, en plein sur la ligne de faille, sans parler de la localisation sur cette zone de très nombreuses installations industrielles. Notamment, la raffinerie de Tüpras, qui est l'une des plus grandes installations industrielle du pays, a été touchée par le séisme, avec un incendie monumental provoquant de grosses pertes économiques et causant une catastrophe écologique dans ce golfe d'Izmit, déjà sérieusement pollué. La destruction massive du centre de Gölcük et d'Adapazari (cette dernière ville avait déjà été touchée par un grand séisme dans le passé) prouve que l'emplacement choisi pour ces deux villes était pour le moins erroné.



Au-delà de l'emplacement, le nombre élevé des victimes s'explique surtout par la mauvaise qualité des constructions, les normes antisismiques (pourtant consignées dans la loi) n'ayant pas été respectées. Les promoteurs, qui ont notamment triché sur la qualité et la quantité du béton, sont d'ailleurs devenus la cible de la vindicte populaire. « *Assassins* », a titré sur toute sa une *Hürriyet*, l'un des principaux quotidiens, prenant pour cible les promoteurs. L'un d'entre eux, un nommé Veli Göçer, dont 80 % des constructions dans la région de Yalova se sont effondrées, est devenu le symbole du promoteur véreux. Son arrestation (3 semaines après le séisme) a fait la une de tous les journaux (il va probablement servir de bouc émissaire). Il est cependant clair que la liste des responsables ne se limite pas aux promoteurs. Les services municipaux et publics, chargés de contrôler les chantiers et de délivrer les permis de construire, n'ont pas fait leur travail, tant par incurie et incompétence, que par corruption. Les ingénieurs et les architectes se sont eux aussi laissés corrompre, pour se contenter d'apposer leur signatures sur des projets erronés, déposés par des promoteurs sans scrupules. Les citoyens eux-mêmes ont parfois été responsables de leur propre malheur, puisque beaucoup d'habitations ont été construites par les gens eux-mêmes, au mépris de toute notion sérieuse d'ingénierie, les gens ajoutant parfois plusieurs étages à des maisons dont les fondations n'étaient prévues que pour un seul. Ou encore, les mêmes ont supprimé des colonnes porteuses de leur immeuble, pour dégager de l'espace aux boutiques dans les rez-de-chaussée. Les politiciens (toutes tendances confondues) à la tête de l'État et des municipalités n'ont élaboré (ni respecté quand cela existait) aucun plan d'urbanisme sérieux. Ils ont laissé faire la vague d'urbanisation sauvage, autant par souci populiste et électoraliste, que par incompétence, mais surtout par allégeance aux desiderata de la bourgeoisie.

Au-delà des responsabilités individuelles, c'est en fait tout un système d'urbanisation,

tout un modèle d'industrialisation et de développement rapide et au moindre coût, où l'appât du gain et le profit sont les seules lois et les seules raisons, qui s'est effondré sur la population du Golfe d'Izmit. Ce système, qui pour une poignée d'argent pousse les gens à construire leur propre tombes et à s'installer dans des monstres de béton pourri qui vont les ensevelir, s'appelle le capitalisme.

En effet, dans ce système monstrueux, l'emplacement des villes, la densité de leur population ou la qualité des constructions n'est pas déterminée en fonction des données de la science ou de la raison, mais des impératifs du profit. Cette région de la Turquie concentre 40 % des installations industrielles du pays. Avec le rapide développement industriel de ces dernières années et compte tenu de la concentration des infrastructures et des moyens de communication dans cette zone, il revenait bien sûr moins cher d'investir ici plutôt qu'ailleurs, où les conditions géologiques ou écologiques auraient pourtant été meilleures. Et bien entendu, comme il fallait aussi de la main d'œuvre pour travailler dans les nombreuses usines, c'est cette région qui a drainé l'essentiel de l'exode rural, surpeuplant les villes avoisinantes, le long de la ligne de faille et en dépit du bon sens.

Et comme toujours, tout se passe dans ce système selon une logique sociale bien déterminée. Dans ce système, ni la maladie, ni les accidents, ni même les catastrophes naturelles comme les tremblement de terre ne frappent de la même façon les pauvres et les riches. Ce sont les immeubles à bon marché des quartiers populaires qui se sont effondrés, et non pas ceux solidement construits dans les quartiers chics. Seule exception : les immeubles construits directement sur la ligne de faille, qui, bien construits ou pas, se sont tous effondrés sous la violence du séisme, la faille s'étant écartée de 4 mètres sur une distance de 100 Km. Mais la sélection sociale dans le malheur était particulièrement visible à Istanbul, située à 100 Km de l'épicentre et où seuls les quartiers populaires d'Avcilar, de Bagcilar, de Tuzla et de Pendik ont été touchés, causant près de 1 000 morts.

L'État paralysé

Un troisième facteur a alourdi le bilan : les carences et les lenteurs des secours. De l'aveu même du premier ministre Ecevit (1), l'État a été quasiment paralysé durant les premières 48 heures, ne se rendant même pas vraiment compte de l'ampleur du séisme. Il est vrai que les télécommunications ont été coupées et que les routes et les chemins de fers ont été atteints. D'ailleurs, avec l'effet de panique, les routes et réseaux qui fonctionnaient encore ont été rapidement saturés et bloqués. De plus, la zone du séisme s'étendait sur une étroite bande de terre, entourée par les montages et la mer au nord et au sud, et ne possédant qu'un seul axe routier d'est en ouest... le long de la ligne de faille et donc de la zone de sinistre ! Aucun secours massif ne pouvait donc venir des villes voisines, qui étaient toutes elles-mêmes sinistrées. Enfin, la garnison de la base navale de Gölcük (QG de la marine turque), qui aurait pu intervenir dès la première heure pour organiser les secours, se trouvait au beau milieu de l'épicentre et a donc elle-même été sérieusement touchée : plus de 500 soldats, dont de nombreux officiers supérieurs (y compris un amiral), ont été tués sous les décombres.

Même si l'ampleur des dégâts et de la zone sinistrée peut expliquer certaines carences, rien ne peut cependant excuser l'État turc de n'avoir pas prévu un plan d'urgence en cas de séisme et de ne pas avoir organisé préventivement les équipes de sauvetage et de secours. Pourtant, on ne peut pas dire que le pays a été pris par surprise, compte tenu des nombreux séismes meurtriers qui ont déjà ravagé le pays dans le passé (un grand séisme avait ravagé la ville d'Adana il y a à peine un an !). De plus, tous les scientifiques avaient mis en garde le gouvernement, signalant depuis au moins trois ans l'imminence d'un grand séisme dans la région d'Izmit et d'Istanbul : un colloque sur ce sujet s'était tenu à Izmit l'an dernier, dans l'indifférence générale. Les politiciens étaient donc parfaitement informés de ce problème, d'autant que le précédent ministre des ponts et chaussés avait déclaré, juste après le séisme d'Adana de 1998, que toutes les mesures étaient prises et qu'un plan d'urgence à la hauteur de ceux qui existent en Europe était déjà prêt !

Le Croissant rouge (*Kizilay*, équivalent turc de la Croix Rouge), en particulier, a étalé ses faiblesses et sa gabegie. Cette « *vénérable institution* » n'a qu'une seule raison d'être : l'assistance aux sinistrés. Pourtant, il s'est avéré que l'essentiel des ressources de *Kizilay* était consacré non pas au matériel de secours et d'assistance, mais au confort de ses dirigeants et à la spéculation immobilière. *Kizilay* n'a pu agir qu'avec un grand retard, les tentes qu'il a acheminées pour l'abri des survivants étaient largement en dessous des besoins en quantité et brillaient surtout par leur mauvaise qualité : avec des modèles datant du début du siècle, des tissus non étanches, ayant pourri dans des dépôts non aérés, etc. Ce scandale a déclenché de vives protestation des sinistrés et des virulentes attaques de la presse contre le président de *Kizilay*, traité de « *vieux dinosaure* ». Il s'agit en effet d'un bureaucrate de 73 ans, menant grand train dans des hôtels de luxe aux frais de la princesse et qui occupe ce poste depuis un quart de siècle, sous la haute protection de son vieux complice de toujours, le président de la République Demirel (2).

Friction entre civils et militaires ?

Des raisons plus directement politiques ont aussi, semble-t-il, influencé le cours des événements. Tout le monde s'est en effet demandée pourquoi l'armée n'est pas intervenue massivement dès le début, puisque

1. Bülent Ecevit était le leader charismatique de la social-démocratie (CHP) dans les années 70. Après le coup d'État de 1980, il a rompu avec ses anciens cadres et a fondé le Parti démocratique de gauche (DSP) en 1984, sur une ligne plus nationaliste et plus conservatrice. Après les élections législatives du 18 avril 1999, il a pris la tête d'un gouvernement de coalition DSP-MHP-ANAP.

2. Süleyman Demirel, renversé par les militaires en 1980, avait été premier ministre à plusieurs reprises dans les années 60 et 70, à la tête du puissant Parti de la justice (droite). Redevenu premier ministre en 1991.

c'était la seule institution suffisamment disciplinée et centralisée, qui aurait pu organiser les secours de façon efficace. Pourquoi n'a-t-on pas nommé une autorité centrale, au lieu de se contenter d'accroître les pouvoirs des préfets locaux, qui ont été vite débordés et paralysés, provoquant une sacrée pagaille dans l'organisation et la coordination de l'aide. Cette pagaille de la coordination a également révolté la population, minant encore la crédibilité de l'État et du gouvernement.

Face à cette paralysie initiale du pouvoir, un général en retraite, le général Yavuz qui avait pris l'habitude dans la période précédente d'agir comme « *porte-parole officieux* » de l'armée, est intervenu en direct sur une chaîne de télévision ATV et a déclaré d'un ton tonitruant qu'il n'y avait « *plus d'autorité et de pouvoir à la tête de l'État et qu'il fallait immédiatement décréter la loi martiale et transmettre toute l'autorité aux Forces armées* ». Interpellé par la presse sur ces propos quasi putschistes, Ecevit a réagi très violemment, déclarant sur un ton irrité qu'il ne s'agissait que d'une intervention individuelle d'un général en retraite et que l'armée n'avait même pas abordé le chapitre de la loi martiale. Il a pourtant été démenti le jour même par le chef d'état-major, le général Kivrikoglu, qui a déclaré que le chapitre de la loi martiale ou de la loi d'urgence avait été abordé, mais que le gouvernement ne l'avait pas souhaité.

Ce couac, bien vite étouffé, n'a été (partiellement) élucidé que 3 semaines plus tard, lorsque Devlet Bahçeli, le vice-premier ministre et président du MHP (3), a déclaré à la presse que le gouvernement avait « *voulu prouver que l'autorité civile était capable de faire face à une telle situation* ». Pour sa part, le président de la République a expliqué en coulisse qu'il aurait préféré lui aussi que l'on décrète la loi d'urgence et en a profité pour critiquer l'incapacité et le mauvais fonctionnement du centre de crise lié au premier ministre. Le chef d'état-major a tenu également (implicitement) des propos du même tonneau, tout en rappelant que même une autorité centralisée de nature exceptionnelle, qu'elle soit militaire ou civile, aurait été débordée compte tenu de l'ampleur des dégâts.

Certains ont également souligné qu'en cas de loi martiale, c'est le général Bir, Commandant de la 1ère Armée (région Istanbul et Thrace), qui aurait eu les pleins pouvoirs dans cette zone. Or, ce général était considéré comme le cerveau de l'intervention militaire contre le gouvernement islamo-nationaliste Erbakan/Çiller (4) et il avait apparemment pris goût à la politique... Il devait normalement partir à la retraite à compter du 31 août, mais s'il devenait commandant de la loi martiale dans un tel contexte de crise, cela aurait pu secouer les équilibres internes de l'armée et il aurait pu essayer d'en profiter pour imposer son maintien en poste. Et s'il avait été prolongé d'un an, cela lui aurait permis de devenir chef des forces terrestres l'année prochaine et chef d'état-major dans trois ans. Par conséquent, si ni le gouvernement ni l'actuel chef d'état-major n'avaient souhaité prolonger le général Bir dans ses fonctions, ce n'était certainement pas le fruit du hasard... Quoiqu'il en soit, le séisme a aussi conduit à des luttes de pouvoir complexes entre civils et militaires et entre différentes fractions de l'armée.

L'image brisée de « l'État paternel »

Ces carences du pouvoir ont choqué l'opinion publique et brisé l'image de « l'État paternel », omniprésent, omnipotent et omniscient. Même le prestige de l'Armée, qui était au zénith depuis un certain temps, a été sérieusement égratigné et des critiques publiques ont pour la première fois éclaboussé cette fière institution. Le président de la République et le premier ministre, ainsi que les quelques leaders politiques (comme Çiller) qui se sont hasardés sur les lieux du sinistre ont vite dû renoncer à ce genre d'exercice, sous les huées de la population en colère. Les militants islamistes du FP (5) et les loups-gris du MHP, qui ont tenté de récupérer cette colère en se présentant quelques jours après le séisme avec des convois d'aide décorés aux couleurs de leurs partis, ont également été conspués et chassés. Les islamistes n'ont pas été capables de s'ériger en alternative face aux lacunes de l'État.

L'absence de l'État durant les premiers jours a été suppléée en fait par trois acteurs : les médias, les organisations de la société civile et l'aide internationale. Et l'entrée en lice de ces acteurs est à l'origine d'un séisme politique et diplomatique, qui n'a pas fini de secouer la Turquie. Le rôle des médias a fait souffler un vent de liberté et de fronde contre les carences du pouvoir. L'irruption d'un vaste mouvement d'auto-organisation de la société civile a modifié les rapports de forces socio-politiques, rendant à la population la confiance en ses propres forces et capacités d'action. Quant à l'aide et la solidarité internationales, en particulier celles de la Grèce et d'Israël, volontairement et habilement mises en exergue par la presse, elles ont permis de briser le climat de nationalisme et de repli sur soi, qui étouffait le pays depuis le sommet européen de Luxembourg (rejet de la candidature de la Turquie à l'UE).

Les médias vecteurs du changement

En premier lieu, les médias (et en particulier les télévisions et les radios privées) ont été le détonateur du mouvement social qui a suivi le séisme. Ce sont les télévisions et les radios qui sont arrivées les premières sur les zones du sinistre et ce sont souvent elles qui ont informé le gouvernement de l'ampleur des dégâts et des villes touchées. Même Demirel a avoué que sa seule source d'information jusqu'au matin a été la radio et Ecevit a reconnu que ce n'est qu'à travers les chaînes de télévision privées qu'il a pu expédier ses ordres à Ankara, lorsqu'il visitait les

3. Le MHP (Parti d'action nationaliste) est un parti fasciste membre de la coalition gouvernementale, dont les milices — « les loups gris » — furent responsables au cours des années 1960-70 de milliers de morts, d'attentats et de pogroms anti-alévis. Cf. Inprecor n° 435 de mai 1999.

4. Le gouvernement de coalition islamo-nationaliste mené par Necmettin Erbakan (Parti de la prospérité, islamiste) et Tonsu Çiller (Parti de la juste voie, DYP, première femme Premier ministre dans l'histoire de la Turquie) a été forcée à démissionner sous la pression conjointe de l'armée et de l'opinion publique en juin 1997 (cf. Inprecor n° 413 de mai 1997 et n°415 de juillet 1997). Le parti d'Erbakan a été par la suite dissous par la Cour constitutionnelle, en janvier 1998.

5. Le FP (Parti de la vertu), islamiste, a pris la relève du Parti de la prospérité (RP, dirigé par Necmettin Erbakan) dissous par la Cour constitutionnelle en janvier 1998, sous la pression des militaires. En 1996-1997, Erbakan fut premier ministre d'un gouvernement de coalition du RP et du DYP.

lieux le lendemain du séisme. Les télévisions et les radios ont également joué un rôle crucial dans l'organisation des secours, informant 24 heures sur 24 les équipes de secours, appelant à la solidarité, servant de relais pour transmettre les informations sur les besoins de la population dans chaque village, etc.

Une telle médiatisation en direct d'une si grande catastrophe a aussi joué un rôle extrêmement important dans la mobilisation populaire qui a suivi, reflétant la tragédie, la douleur, l'impuissance et la colère des sinistrés, sensibilisant la population et orientant l'opinion publique. Il est vrai que les télévisions et les radios privées n'existent en Turquie que depuis 8 ans et que c'est la première fois qu'un événement social d'une telle ampleur est vécu en direct, en l'absence totale du contrôle des informations par le gouvernement, débordé de toute part. D'ailleurs, ce rôle des médias a extrêmement irrité le pouvoir : Ecevit s'est laissé aller à des critiques virulentes contre ce vent de liberté et d'effronterie contre le pouvoir et l'État, accusant les médias de « *briser le moral des sauveteurs* », proférant des menaces contre la liberté de la presse, ordonnant à ses ministres (tout aussi impuissants que lui) de museler les médias, encourageant la Haute autorité de l'audiovisuel à interdire d'écran une chaîne mineure à titre d'exemple. Mais cette fièvre autoritaire n'a fait que casser encore plus l'image du premier ministre, qui est devenu du coup une des cibles privilégiées des médias.

L'Armée — elle-même critiquée — a agi de façon plus fine : reconnaissant le rôle des médias pour s'en accommoder, prenant soin de ne pas heurter l'opinion publique de plein fouet, les militaires ont même salué la mobilisation populaire et l'élan de solidarité de la société civile. Se plaignant que les télévisions ne montrent que les équipes de sauvetage étrangères, le chef d'état-major a fait appel aux médias pour redorer le blason de l'armée et a fait venir les caméras sur les sites où opéraient les soldats. Ce que les médias ont aussitôt fait avec un grand zèle, à la fois par déférence et aussi parce que cela représentait une part de la réalité. Les militaires ont en effet repris le contrôle en main dès le 3e ou 4e jour, réussissant à regagner plus ou moins le terrain perdu dans la confiance populaire.

En attendant, la médiatisation du drame du séisme et l'absence initiale de l'État ont provoqué l'explosion d'un formidable mouvement populaire de solidarité et d'auto-organisation.

L'émergence de la société civile

Des centaines de milliers de personnes (dont beaucoup de jeunes et d'étudiants) et des centaines d'organisations, petites et grandes, ainsi que les entreprises du secteur privé, se sont spontanément mobilisées pour accourir à l'aide des sinistrés. Des jeunes se sont installés dans les centre de crise pour gérer et organiser les secours au quotidien. Des exemples assez exceptionnels de solidarité et de coopération ont ainsi pu être vécus, comme celui de Halidere (voir encadré). Le fait que le séisme ait touché la zone la plus industrialisée, et donc la plus développée et moderne du pays, menaçant de surcroît une mégapole comme Istanbul, explique aussi l'ampleur de cette mobilisation des couches les plus développées, modernes et émancipées de la population. La société civile s'est donc pour la première fois substituée à l'État. Une multitude de réseaux spontanés se sont constitués, relayés par les radios et télés, communiquant de partout avec des téléphones portables et se déplaçant par leurs propres moyens, avec des voitures, camions et camionnettes.

L'aide matérielle, nourriture et boisson, a été achetée, récoltée, acheminée et distribuée par ces civils, orientés par les médias sur les lieux et la nature des besoins locaux. Des travailleurs et des associations professionnelles se sont mobilisés, venant de l'ensemble du pays, pour contribuer aux secours selon leurs compétences : médecins, ingénieurs, psychologues, avocats, traducteurs, transporteurs, financiers, etc. Les mineurs de Zonguldak (à 200 Km) sont venus en masse pour sortir les survivants des décombres. Les boulangers de Kayseri (à 700 Km) ont chargé du pain sur des camionnettes pour les apporter aux sinistrés. Les paysans de Bursa (100 Km) ont apporté des fruits et légumes. Les médecins d'Izmir (500 Km) ont organisé des équipes de soins. Les pharmaciens d'Ankara (400 Km) ont récolté et expédié des médicaments. Les psychologues de Sivas (800 Km) ont envoyé des équipes volantes. Les mairies de Diyarbakir ou de Siirt (à 1000 Km, dirigées par le parti nationaliste kurde Hadep (6)) ont envoyé des tentes et des équipes municipales.

Même la bourgeoisie s'est faite — pour une fois — plus généreuse que d'habitude : les entreprises privées (de même que les mairies de villes non touchées par le sinistre) ont dépêché machines, outils, vivres et moyens financiers ; des hôpitaux privés ont

L'ÖDP, le maire islamiste... et le général

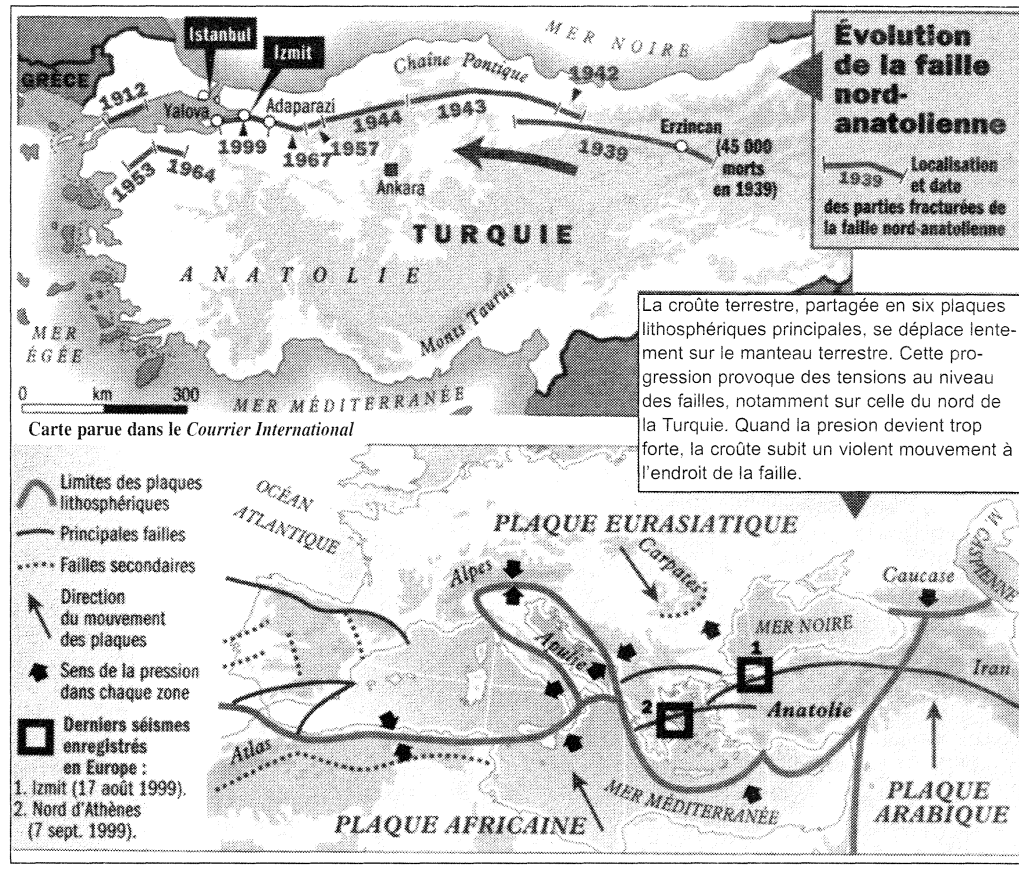
« L'équipe de l'ÖDP *, composée de médecins, ingénieurs et architectes, équipée de générateurs, de frigos, d'excavateurs et autres matériels mobiles, part d'Istanbul. (...) Ils voulaient aller à Degirmendere, mais se retrouvent à Halidere, une petite ville voisine où aucune équipe de secours n'est encore allée au 3e jour du séisme. (...) Ils s'y installent. Sans déployer de drapeau. Ils tombent dans les parages sur une équipe de médecins espagnols, arrivés la veille en Turquie et ne sachant où s'installer. Ils les emmènent à Halidere et installent ensemble un hôpital de campagne. Grâce à la présence de militants bilingues, ils dénichent également une équipe de sapeurs-pompiers français, avec leurs chiens de sauvetage. Ils se mettent au travail. Mais il n'y a plus de survivants sous les décombres. Ils créèent une cellule de crise civile dans la ville. Le maire islamiste de la ville accepte de coopérer avec ces militants marxistes et athées. (...) Le général de l'unité mécanisée, dépêchée sur les lieux, joue le jeu. Tout le monde coopère. Un centre d'informations relié à Internet est installé. Les architectes vont faire des expertises sur les bâtiments touchés. Les médecins font de la prévention d'épidémie. La cellule de crise décide de la façon dont seront appliquées les décisions des experts. (...) Au bout de 5 jours, la réputation de la qualité d'organisation de Halidere fait le tour de la région. La ville devient une plaque tournante de la distribution et du stokage des aides. (...) Un camp de réfugiés est créé, sur un emplacement choisi par les géologues et les architectes. Les ingénieurs électriciens installent l'infrastructure. Le camp dispose désormais d'une laverie commune, d'une cuisine, d'un dépôt frigorifique et même d'une petite salle de prières. (...) Lorsque des intégristes s'en prennent aux filles en short, c'est la population locale qui règle leur compte aux barbus. Les soldats viennent aussi proposer leur service. (...) La même population locale avait chassé il y a quelques jours les militants du MHP, venus soit -disant apporter de l'aide, mais en faisant de la propagande pour leur parti. L'ÖDP agit autrement et gagne la sympathie et la reconnaissance de la population, du maire islamiste et du général... Halidere devient un symbole. Le gouvernement, l'État, les racistes et les intégristes font faillite. Une nouvelle société sort des décombres : la Turquie de la démocratie et de la société civile. »

[extraits d'un reportage signé Celal Baslangiç, publié dans le quotidien *Radikal*, du 26/8/1999)]

1. L'ÖDP (Parti de la liberté et de la solidarité) est une confluence de plusieurs courants de la puissante extrême-gauche turque ; nos camarades de la section turque de la IVe Internationale y militent depuis

6. Le Hadep (Parti de la démocratie du peuple) est un parti nationaliste kurde, proche du PKK, fondé en 1994 pour prendre la relève du HEP et du DEP dissous par la Cour constitutionnelle (Cf. Inprecor n° 432 de février 1999). En avril 1999 il a conquis 8 mairies dans des chefs lieux de province (une terntaine avec les sous-prefectures), dont celle de Diyarbakir, principale ville du Kurdistan turc.

créé des hôpitaux de campagne gratuits (avec toutefois de grosses enseignes publicitaires à leur effigie...) ; des sociétés pharmaceutiques ont envoyé leurs stocks de médicaments ; des banques ont annoncé leur volonté de construire de nouvelles habitations pour les sinistrés, et même les télécoms ont reporté de deux mois le paiement des factures téléphoniques !



AKUT, le nouvel héros national

De toutes ces équipes et associations, une d'entre elles a particulièrement brillé et forcé l'admiration de tout le monde : AKUT, l'Association pour les sauvetages et recherches urgentes. Formée à l'origine par des alpinistes pour le sauvetage en montagne, cette association (150 membres au départ) a ensuite étendu ses compétences et sa formation aux divers sinistres, agissant notamment à grande échelle lors du tremblement de terre d'Adana, en 1998. AKUT a donc été rapidement au centre des activités de sauvetage et d'organisation, organisant un réseau de plusieurs milliers de personnes, centralisant une partie des informations à travers des bureaux constitués spontanément à Istanbul par des bénévoles. Cette montée en puissance a gêné le gouvernement. Plusieurs ministres (en particulier celui de la santé, MHP) ont initialement tenu des propos peu chaleureux à son égard. Mais très rapidement, l'État a dû plier devant le prestige et la popularité d'AKUT, devenu le symbole de la montée en puissance de la société civile affranchie de son État. Preuve des nouveaux rapports de forces entre l'État et la société, Demirel, Ecevit et même Bahçeli ont finalement dû recevoir les dirigeants d'AKUT, pour les « *remercier au nom de la nation pour les services rendus* ». Le chef d'état-major a aussi donné un sérieux coup de chapeau à AKUT, soulignant que « *la Turquie était fière de ces jeunes-là* ». L'Armée a d'ailleurs été très adroite pour se ranger du côté des gagnants, puisqu'elle a mis un avion militaire à la disposition de l'équipe d'AKUT, qui se rendait par la suite en Grèce, au lendemain du séisme d'Athènes.

Abandon du dicton : « *Le Turc n'a d'amis que les Turcs* »

L'organisation des secours a en effet permis à la société turque (plutôt habituée à être mis au ban du « *monde civilisé* ») de découvrir la solidarité internationale. L'arrivée de dizaines d'équipes et de milliers de secouristes étrangers, leur travail sur le terrain pour sauver des vies, les manifestations de soutien et de sympathie des peuples du monde entier et les campagnes d'aide organisées un peu partout ont brisé une certaine idée que les Turcs se faisaient sur un monde extérieur, perçu comme totalement hostile en toute circonstance. Grâce notamment au rôle de transmetteur et d'amplificateur qu'ont joué les médias, tous les Turcs, du plus nationaliste au plus musulman conservateur , en passant par le libéral pro-occidental déçu, tous complexés et frustrés, car persuadés d'être les « *mal-aimés* » de la planète, se sont aperçus tout d'un coup que même des Chrétiens et des Juifs, même des Européens ou des Asiatiques et voire des « *ennemis héréditaires* » comme les Grecs ou les Arméniens, pouvaient se mobiliser à leurs côtés.

Pourtant, les vieux dogmes nationalistes et xénophobes leur avaient appris jusqu'alors, que le pays était entouré d'ennemis, dans un monde hostile qui ne cherchait qu'à profiter de la moindre occasion pour affaiblir la Turquie afin de la dépecer. Il serait impossible de comprendre et de mesurer l'ampleur du choc culturel et de l'impact psychologique provoqué en Turquie par la solidarité internationale au lendemain du séisme, sans tenir compte de la profondeur de ce « complexe national turc », symbolisé par cet incroyable dicton populaire : « *Le Turc n'a d'amis que les Turcs* ». Et justement, même un journal islamiste et nationaliste comme *Zaman* a titré à la une qu'un « *tabou était désormais brisé et que ce dicton s'était avéré faux* ».

L'affrontement entre cette nouvelle opinion publique et le ministre (MHP) de la santé, Osman Durmus, est particulièrement significatif de cette nouvelle ambiance.

L'attitude du ministre a provoqué un tollé dans l'opinion publique : « *Ferme ta gueule !* », a titré sur toute sa une *Hürriyet* ; « *Ennemi du peuple* », a titré de même *Posta*, un autre quotidien bourgeois. Mais la palme revient à *Radikal* (autre quotidien du groupe *Hürriyet/Milliyet*), qui a titré : « *Tout le monde travaille, lui cause ; il est insensible, ignare et raciste : Ça suffit, ferme-là et fous le camp* ». Cette virulence du ton, d'autant qu'elle prenait pour cible un ministre du tout-puissant MHP, reflète bien la profondeur de la réaction populaire.

« *Notre voisin et ami Grec* »

Cet épisode montre bien le nouvel état d'esprit et le nouveau rapport de forces au sein de la société. Les nationalistes et les partisans du repli sur soi sont désormais minoritaires et sur la défensive. Cette nouvelle ambiance politique se reflète en particulier dans les relations avec la Grèce et avec

l'Union européenne. Certes, les relations avec la Grèce, étaient déjà en voie d'amélioration avec un timide début de dialogue entre les deux pays dans les semaines précédentes. Mais aujourd'hui, ces relations sont entrées dans une phase qui aurait été inimaginable il y a à peine quelques mois. L'élan de solidarité généreux et chaleureux du peuple grec à l'occasion du séisme a en effet brisé toutes les glaces et les tabous, en tout cas au niveau de l'opinion publique. De même, la façon dont cette solidarité a été saluée par les Turcs (plusieurs quotidiens turcs ont titré en grec pour les remercier) a amplifié le mouvement de solidarité en Grèce. Les Grecs ont de même très bien accueilli l'arrivée d'une équipe turque d'AKUT après le séisme d'Athènes. Timidement encouragé en sous-main par les deux gouvernements, qui comptent s'appuyer sur lui pour asseoir leur nouvelle politique de rapprochement, ce mouvement de sympathie et de solidarité mutuelle au niveau des peuples semble aujourd'hui déborder et dépasser tout contrôle politique.

Les médias de part et d'autre ont engagé une course à qui en fera plus pour marquer cette « *amitié redécouverte* ». Au moment du séisme, les quotidiens grecs ont titré : « *Nous sommes tous Turcs* » Les quotidiens turcs ont répliqué en titrant « *Merci* » en grec. Des chanteurs grecs et turcs ont décidé d'organiser des concerts communs en faveur des sinistrés. Le maire d'Athènes est venu en Turquie leur apporter une aide matérielle . Le maire islamiste d'Istanbul l'a serré dans ses bras. Et la nuit du séisme d'Athènes, les télévisions turques ont diffusé des chants grecs sous-titrés en turc, avec des bandes annonce en grec, pour leur dire qu'ils partagent leur douleur. Le lendemain, les quotidiens en ont fait de même, en titrant à la une en grec. Des historiens ont publié dans les journaux des reportages sur les pages douloureuses de l'histoire, regret-

Deux séismes, deux peuples, un chant unanime de paix !

● Athènes,
de notre correspondant
Georges Mitralias

Arrivant juste trois semaines après le grand séisme de Turquie, le séisme qui a frappé Athènes le 7 septembre 1999 a mis en évidence deux vérités : a) le fait que ce sont les pauvres qui sont (presque) toujours les grandes victimes des catastrophes naturelles, et b) le fait qu'on est en train d'assister à un extraordinaire et fulgurant rapprochement des peuples grec et turc.

Bien qu'étant 300 fois moins puissant que le séisme qui a ravagé le nord-ouest turc, celui qui a frappé Athènes (d'une magnitude 5.9 sur l'échelle de Richter) a fait des dégâts considérables : au moins 200 000 personnes sans-toit, 142 morts, et presque toute la capitale grecque (4 millions d'habitants) qui se découvre subitement très mal préparée pour affronter une telle catastrophe naturelle. En effet, la toute première victime a été le mythe bien entretenu qu'Athènes serait soit disant "blindée" contre les conséquences des séismes même beaucoup plus grands que celui qu'elle vient de subir. En réalité, ce qui a tout de suite sauté aux yeux était qu'il n'y avait pas une, mais... deux Athènes. Celle des beaux quartiers, des patrons et des diverses élites et celle des quartiers pauvres ou réside la masse des prolos et des exclus.

C'est exactement cette "seconde Athènes" qui a été frappée de plein fouet par le séisme. Les faubourgs ouvriers et déshérités, où on a construit à l'emporte-pièce sur des terrains non viables et interdits (par exemple sur les rives d'anciens torrents) et avec des matériaux trafiqués. Sans tenir compte, de plus, des avertissements des géologues, des sismologues et des écologistes, mais avec l'aval de l'État et des corporations des constructeurs qui avaient le culot de maquiller la course effrénée aux profits en triomphe de... leurs "politiques sociales". En violant la loi mais avec l'assentiment des autorités. Le résultat est terrifiant : des quartiers entiers sont maintenant en ruine. 35 mairies d'Athènes sont plus ou moins touchées, présentant un taux d'habitations déclarées "inhabitables" qui varie de 20 % a 75 %!

Il ne s'agit pas seulement de cette spéculation foncière qui a fleuri au fur et à mesure qu'Athènes devenait (en 30-40 ans !) ce monstre hydrocéphale contemporain. Pour qu'on arrive à parler aujourd'hui de la... "nature de classe" du récent séisme, il a fallu que les appareils de l'État grec soient corrompus jusqu'à la moelle, que les gouvernements grecs (de droite ou social-démocrate) agissent comme s'ils étaient les vrais parrains de ces spéculateurs et autres grands et petits constructeurs que l'opinion publique dénonce aujourd'hui comme des "criminels".

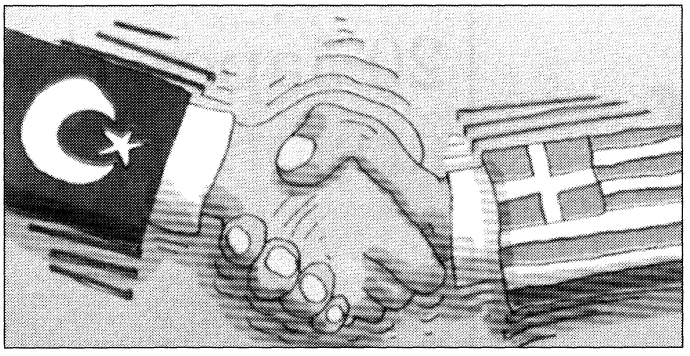
Comme s'il ne suffisait pas que les pauvres meurent sous les décombres de leurs maisons, ce véritable syndicat du crime a tout fait pour qu'ils meurent aussi sur leur lieu de travail : la moitié des 142 morts sont des travailleurs ensevelis sous les décombres des usines dont l'existence constituait déjà un scandale. De vrais châteaux de cartes, déclarés déjà officiellement désaffectés et illégaux, mais qui continuaient pourtant à fonctionner avec la complicité des divers pouvoirs. Les Grecs dont on a eu le temps de bourrer le crâne avec des affirmations du genre « la Grèce n'est pas la Turquie », découvraient en quelques heures que la Grèce « évoluée et européenne » était autant, sinon plus pourrie que la Turquie « arriérée » !

« Nous sommes tous des frères »

Évidemment il y a eu le récent et timide tournant de la politique étrangère grecque envers la Turquie. Évidemment il y a eu l'échange d'amabilités entre les ministres des affaires étrangères et les premiers ministres de deux pays. Mais, tout ça n'est pas suffisant pour expliquer l'abrupte explosion de l'amitié greco-turque dont on est témoin depuis quelques semaines. En réalité, il s'agit de quelque chose de très profond, venant des entrailles des deux sociétés, et qui prend les allures d'une vraie (re)découverte mutuelle.

Au début, ce n'était que de l'émotion devant le drame des millions de Turcs frappés par "leur" séisme. Le nouveau climat entre les deux gouvernements aidant, les

tant notamment les pogroms de 1957, qui avaient chassé les derniers Grecs d'Anatolie et affirmant que la Turquie devrait aujourd'hui s'excuser publiquement auprès de ces Grecs.



On ne peut comprendre la portée réelle de toute cette ambiance de fraternité qu'en se souvenant qu'il y a à peine 3-4 ans, les deux pays étaient à deux doigts de se faire la guerre pour savoir lequel d'entre eux avait le droit de déployer son drapeau sur un rocher inhabité de la mer Égée... Il est certes difficile de savoir jusqu'où ira ce printemps en mer Égée, mais même s'il semble clair que le vieux et solide contentieux turco-grec ne va disparaître en un seul jour, l'ambiance dans les deux opinions publiques va désormais œuvrer dans le sens inverse du passé et pousser les politiques à en faire un peu plus que prévu. Déjà, une « *révolution hautement symbolique* » a eu lieu à Izmir, lors des cérémonies officielles de commémoration de la « *fin de l'occupation grecque dans cette ville* » : pour la première fois depuis trois quarts de siècle, les officiels ont parlé à la tribune de « *notre voisin et ami Grec* » ; et les soldats turcs, en costume d'époque, n'ont pas mimé comme d'habitude les scènes de guerre d'il y a 75 ans, où des « soldats grecs ennemis » se faisaient tuer à la baïonnette devant la population... Le ministre de l'éducation nationale turc a annoncé pour sa part, que les manuels scolaires d'histoire doivent être revus, afin d'en éliminer les passages hostiles aux Grecs...

Quant au dossier européen, il ne peut qu'être positivement influencé par ces nouveaux rapports turco-grecs. L'opinion publique turque s'attend désormais à voir reconnaître officiellement le statut de candidat pour la Turquie au sommet d'Helsinki. Pour la première fois depuis le sommet du Luxembourg, l'ambiance nationaliste teintée de racisme anti-européen, ainsi que l'aspiration au repli sur soi sont brisées. Là aussi, les nationalistes sont désormais sur la défensive. Il semble clair qu'une décision européenne qui serait en deçà des attentes de l'opinion publique turque serait une véritable douche froide, qui changerait certainement cette atmosphère. Toutefois, il semble tout aussi clair qu'il n'est plus question de retourner à l'ambiance de « *l'après-Luxembourg* ». En effet, des liens, si fragiles soient-ils, se sont désormais créés entre les populations et aucun gouvernement ne pourra, en tout cas à court terme, réveiller si facilement les démons nationalistes et xénophobe d'hier. « *On ne me fera plus jamais croire que les Étrangers sont des ennemis* », s'écriait devant les caméras une sinistrée de Yalova, tirée des décombres par une équipe française... Autrement dit, le gouvernement turc aura du mal cette fois-ci à faire porter aux Européens toute la responsabilité d'un éventuel échec de sa politique européenne. En effet, l'aspiration au changement souffle actuellement si fort dans la société, que cette fois-ci, c'est probablement l'inertie de l'État turc qui sera mise en cause par la presse et l'opinion publique turques.

Il ne faut cependant pas oublier qu'au-delà de la question du statut de candidat

---

chaînes de TV grecques ont rivalisé avec les turques pour consacrer des dizaines d'heures à la présentation (en direct!) de la tragédie humaine. L'émotion s'est pourtant très vite transformée en compassion et en solidarité active quand l'opinion publique grecque est devenue le témoin oculaire de deux choses :

a) l'accueil plus que chaleureux que leurs voisins ont réservé à l'équipe des sauveteurs grecs (EKAM) qui sont accourus les premiers à Izmit et Gölcük pour chercher des survivants sous les décombres,

b) l'existence d'une société turque non monolithique, mais divisée en classes, en riches et pauvres qui protestaient contre leur pouvoir, et qui manifestaient des sentiments d'amitié et de gratitude envers tous ceux qui étaient grecs (sauveteurs, journalistes, etc.). C'était une...révélation! Les Turcs n'étaient pas des "ennemis jurés", des "monstres", mais des gens en chair et en os. Exactement comme les...Grecs. Et en plus, ils chantaient, ils mangeaient, ils pleuraient et ils... gueulaient comme leurs voisins.

C'était aussi simple que ça mais il a fallu le contact direct dans l'adversité pour que tout change de fond en comble. En somme une petite révolution qui a été facilitée par le feu vert donné par les gouvernements des deux pays.

Cependant, ce qui a commencé comme un exercice bien contrôlé d'en haut, a pris racine en bas et peut créer des tendances irréversibles. Désormais, il ne s'agit plus seulement des "retrouvailles" et de "l'amitié greco-turque", mais aussi d'un profond refus de laisser le champ libre à la diplomatie d'État, de confier le rapprochement de deux peuples à la bonne volonté de leurs gouvernements. Sous la pression de l'opinion publique et de sa base, la gauche grecque (surtout le PC et Synaspismos) a dû manifester sa "solidarité de classe" avec la gauche et le mouvement syndical turcs. Petit à petit ont fait leur apparition des mots d'ordre tels que la diminution drastique des armements ou même la fin de la course aux armements des deux pays au nom de la solidarité et des intérêts communs de ceux d'en bas. Et ces mots d'ordre ont pris aussi racine au-delà de la gauche, au sein de toute la société pour le plus grand désespoir des va-t-en guerre, des "turcophages", des chauvins de tout poil qui, il y a à peine deux mois, préparaient l'opinion publique en vue d'un pogrom contre la minorité turque de Thrace !

Évidemment, tout restera fragile tant que les "retrouvailles" des deux peuples ne se transformera pas en un solide mouvement de solidarité qui sache changer les rapports de force en faveur des travailleurs et contre la guerre das les deux pays. Mais les semailles sont faites et il dépendra désormais des internatinonalistes grecs et turcs de cultiver ce champ et de donner le bon exemple en multipliant les actions exemplaires de solidarité internationaliste. La dynamique existe et ne fait que surprendre agréablement même les plus optimistes. Durant la fête organisée a Athènes le jour du départ des sauveteurs turcs (AKUT), Grecs et Turcs n'ont pas chanté seulement des chants poignants d'amour et d'estime mutuel. Imperceptiblement, la fraternisation a "dérapé" et subitement un jeune sauveteur turc a entonné un chant contre la guerre, contre la guerre fratricide entre Turcs et Kurdes ! Pour une fois, le chant unanime de ces pompiers et volontaires grecs et turcs qui fraternisaient en échangeant leurs uniformes aux couleurs nationales correspondait aux plus profonds désirs de l'immense majorité de leurs compatriotes. Et ça, ce n'est pas une mince affaire...

15 septembre 1999

pour la Turquie, le vrai problème sera celui de l'aide matérielle qu'il faudra lui apporter pour lui permettre de surmonter les difficultés économiques engendrées par le séisme. Les porte-parole de la grande bourgeoisie

estiment que les pertes économiques de la Turquie se situent aux alentours de 15 milliards de dollars. Le fait est que des centaines de milliers de sinistrés sont actuellement sans abris, dans une situation très précaire, parqués dans des camps de réfugiés sous des tentes vétustes, alors que l'hiver va bientôt sonner à la porte. Le premier choc du séisme étant passé, ils risquent d'être oubliés et laissés pour compte. Il est donc très important que le mouvement de solidarité, local et international, se poursuive, voire qu'il s'amplifie, afin de forcer les gouvernements turc et européens à venir réellement en aide aux sinistrés, avec des solutions durables pour compenser leurs pertes.

Les rebuffades essuyées par le gouvernement

Le gouvernement d'Ecevit sort sérieusement affaibli de cette épreuve du séisme, même si ses jours ne sont pas en danger à court terme, faute d'alternative crédible. Il a pourtant essuyé défaite sur défaite, ayant d'abord dû encaisser sans broncher les pires insultes au lendemain du séisme et dans l'affaire du ministre de la santé, même s'il a réussi à ne pas céder aux injonctions de l'opinion qui réclamait la tête du ministre. Un projet « *d'impôt spécial de solidarité pour le séisme* » s'est heurté à une vive réaction de l'opinion publique et de la bourgeoisie, alors que la population s'était pourtant mobilisée très généreusement jusqu'alors pour récolter de l'aide. Il est vrai que cette réaction ne portait pas sur le principe de l'aide, mais sur le fait que ce soit l'état qui récolte les fonds : « *Nous n'avons pas confiance en vous* », a titré à la une le quotidien *Radikal*, reflétant parfaitement la méfiance populaire sur la façon dont ils seraient utilisés. Du coup, le gouvernement a dû faire machine arrière et reporter cette décision à l'automne.

Pour tenter de redorer son blason, Ecevit a alors fait voter une loi d'amnistie générale. Mais là encore, le gouvernement s'est heurté à une vive réaction populaire, du fait que les gangs maffieux proches du MHP et les hommes d'affaires véreux proches de l'ANAP (7) ont été amnistiés, alors que les délits d'opinion n'étaient pas inclus dans l'amnistie. Ecevit a dû reconnaître publiquement que même lui n'était pas « *totalement satisfait du contenu de cette loi, fruit d'une nécessaire conciliation au sein de la coalition* ». Cette déclaration n'a fait qu'amplifier les critiques. S'apprêtant initialement à ratifier la loi d'amnistie, le président de la République a senti le vent tourner et sachant qu'il faisait lui-même partie des cibles de la critique populaire, il a préféré "lâcher" le gouvernement et a apposé son veto à la loi, infligeant ainsi un véritable camouflet au gouvernement et à Ecevit. Ecevit (75 ans) a donc été l'homme politique ayant le plus souffert personnellement des critiques de la presse qui l'a traité de « *vieux leader gâteux qui ne sait même pas utiliser un ordinateur et qui ne sait pas ce que c'est qu'un téléphone portable* »...

Certes, la presse turque a toujours eu un ton assez outrancier dans ses critiques contre les hommes politiques, mais avec l'atmosphère engendrée par le séisme, ce ton a atteint une virulence encore plus grande, ce qui est un autre signal du "ras-le-bol" de l'opinion publique face aux politiciens traditionnels. Preuve en est, le prestige des deux vainqueurs des élections d'il y a à peine quelques mois est aujourd'hui au plus bas. Certes, Bahçeli s'en sort un tout petit peu mieux qu'Ecevit, mais son parti, le MHP, est dans son ensemble plus atteint que le DSP du premier ministre. Quant à l'ANAP et son président Yilmaz, ils ont plutôt essayé d'éviter d'être pris à partie et ont adopté un profil bas.

L'initiative de la société civile

Le séisme a finalement été l'occasion d'exprimer un nouveau rapport de force socio-politique au sein de la société et l'émergence d'un nouvel acteur politique, que l'on peut provisoirement baptiser le « *mouvement associatif de la société civile* » et dont une des branche se prénomme elle-même « *l'Initiative de la société civile* ». En fait, ce mouvement était en gestation depuis quelques années, se basant sur la modernisation et le développement économique, encouragé par l'émergence des médias et l'ouverture au monde extérieur. La mobilisation populaire contre les liens entre la mafia et le pouvoir, en 1996-1997, en était une première manifestation, certes plus passive. La défaite des partis traditionnels aux élections législatives et municipales en avait été une première expression politique, quoiqu'indirecte et en négatif (8).

Il s'agit encore d'un mouvement aux contours flous, peu structuré, mal défini, éclectique, dépourvu de porte-parole politique, interclassiste, traversant tous les courants politiques et d'opinion (allant des marxistes aux islamistes, en passant par les libéraux et même certains kémalistes). Ce mouvement a récemment lancé un manifeste adressé à l'opinion publique et publié sur une page entière dans tous les journaux, manifeste signé par une multitude d'associations de gauche et d'extrême gauche, islamistes, libérales, kémalistes, féministes, droits de l'homme ou apolitiques (y compris le Lyons Club), des groupes de *think-thank* de toutes tendances politiques, d'organisations professionnelles (juristes, médecins, ingénieurs, publicistes, économistes, enseignants, chercheurs, artistes, etc.), des syndicats ouvriers de tout bord et des organisations patronales, etc. Il se fixe pour objectif « *d'aller vers une société moderne, acceptant comme principe de base que l'État existe pour les citoyens et non l'inverse* ». Le manifeste salue les aides apportées aux sinistrés par les organisations de la société civile (et notamment par AKUT), ainsi que par les étrangers. Il exprime deux revendications : que l'État remercie également les ONG turques et étrangères et avant tout AKUT (ce qui a été fait juste après, puisque le président de la République et le premier ministre ont reçu les dirigeants d'AKUT) et souhaite également que l'aide qui va se poursuivre ne soit pas monopolisée par l'État et que ce dernier coopère avec les associations non gouvernementales. Le manifeste précise que les signataires considèrent que le 17 août est un tournant et qu'il faut que l'État adopte

7. L'ANAP (Parti de la mère patrie) a été fondé en 1983 par Turgut Özal, dans la foulée du coup d'État de 1980, au pouvoir jusqu'en 1991. C'est le troisième partenaire, libéral, de l'actuelle coalition gouvernementale.
8. cf. *Inprecor* n°435 de mai 1999.
9. Le PKK (Parti ouvrier kurde), clandestin, a mené une lutte armée jusqu'à la capture de son principal dirigeant Abdullah Öcalan. Cf. *Inprecor* n° 432 et n° 437-438 de juillet-août 1999.

cette nouvelle mentalité de coopération avec les citoyens.

Nouveau rapport de forces, nouvelle situation

On peut donc tenter de cerner ce mouvement, en le définissant comme un « *état d'esprit de refus* », une révolte civique et démocratique contre les vieilles structures et les vieilles mentalités rigides de l'État turc et du kémalisme désuet, autrement dit de ce mélange de paternalisme bureaucratique, de nationalisme ringard, xénophobe et autarcique, centré sur le « *particularisme turc* », avec une conception autoritaire de la laïcité, une méfiance à l'égard des « *masses ignares* » et des « *intellectuels aux idées dangereuses* », dès lors qu'ils s'écartent du moule et des dogmes « *kémalistes* » (mais défendant aussi une certaine conception de l'État social et du « *modernisme républicain* »). Ce mouvement bénéficie du soutien des hommes d'affaires et des médias. Récemment, l'Association des industriels et hommes d'affaires de Turquie (grand patronat) a organisé une réunion à Ankara, pour présenter des revendications très fermes en matière de démocratisation et de liberté d'opinions. Pour la bourgeoisie, qui a réussi à imposer une hégémonie idéologique, sans s'assurer un contrôle politique direct, cette révolte, ce ras-le-bol généralisé, doit en effet servir à réformer radicalement « *son* » État, le débarrasser des scories d'une autre époque afin de l'adapter au capitalisme « *globalisé* » d'aujourd'hui. Mais la faiblesse de ce mouvement est qu'il n'a encore aucun débouché ou expression politique concrète et qu'il ne peut donc peser sur le Parlement que de l'extérieur.

Ce débat sur la modernisation de l'appareil d'État et du système juridique n'est pas nouveau, il avait surtout été porté du temps du défunt président Özal. Mais la nouveauté est que cette fois-ci, des couches importantes de la population et des secteurs importants de l'appareil d'État agissent en tant qu'acteurs dans le débat. Par exemple, après le président de la Cour constitutionnelle, qui avait réclamé plus de démocratie au printemps dernier, en mettant l'accent sur la démocratisation nécessaire sur la question kurde, c'est le président de la Cour de cassation qui est cette fois-ci monté au créneau, en faisant un long plaidoyer en faveur de la démocratie (retransmis en direct à la télévision), à l'occasion de l'ouverture de l'année juridique. Affirmant que la Constitution de 1982 était illégitime, car imposée par le coup d'État de 1980, le haut magistrat a déclaré : « *Je ne veux plus d'une Turquie duale. Aujourd'hui, il y a deux Turquies qui se tournent le dos. Une Turquie vivante, dynamique sur le plan culturel, économique, une Turquie qui se développe. C'est ça, la Turquie d'Atatürk. L'autre Turquie, est retardataire. Elle ne fait pas confiance à son peuple, elle se bat avec sa propre justice, elle est autarcique, lourde, malade. Il faut dépasser cette situation. Aucun prétexte n'est valable. Je veux pour mon pays une véritable démocratie, une démocratie où le délit d'opinion n'existe pas. Je ne veux pas de démocratie au rabais. Je veux une démocratie aux normes universelles* ».

« Geste positif de l'armée à l'égard du PKK » ?

Autre nouveauté : le fait que le PKK (9) ait décidé de retirer ses troupes de Turquie, conformément à l'appel de son leader Abdullah Öcalan, et qu'il ait même annoncé par la voix d'un de ses dirigeants, Osman Öcalan (frère du précédent), qu'il renonçait définitivement à la lutte armée, va contribuer à mettre fin au climat de violence et de terreur qui sévissait depuis 15 ans dans le pays. Désormais, les faucons de l'armée et de l'État turc ne pourront plus utiliser l'argument de la « *menace du terrorisme séparatiste* » pour bloquer la démocratisation. La fin des affrontements et des attentats va certainement détendre l'atmosphère politique et créer un climat plus propice aux solutions politiques. D'ailleurs, il y a déjà des éléments de détente : les dirigeants emprisonnés du parti nationaliste kurde Hadep ont été relâchés et les maires de ce parti ont été reçus par le président de la République, qui a déclaré que sa porte « *leur était ouverte 24 heures sur 24* » (sic !). Le PKK a présenté ses condoléances après le séisme et s'est déclaré prêt à œuvrer avec l'armée à la reconstruction du pays.

Ce que semble ne pas démentir le chef d'état-major, le général Kivrikoglu, qui a fait des déclarations assez sensationnelles sur les droits culturels et la langue kurde (voir encadré ci-dessous). A tel point que les propos du général ont été salués par Öcalan et que Cemal Bayik, autre dirigeant du PKK, a affirmé que ces propos du chef d'état-major constituaient un « *geste positif de l'armée à l'égard du PKK* » (titre à la "une" du quotidien légal du Hadep). Tant d'enthousiasme du PKK a cependant dû gêner l'état-major, qui a publié par la suite un rectificatif sur « *l'interprétation erronée et exagérée des propos du général, qui n'annonçait pas une nouvelle politique de l'État, mais faisait un constat de la situation sur le terrain* », dit le communiqué, qui rappelle « *qu'il ne saurait être question de négocier avec le PKK* ». Il

Propos du chef d'état-major sur la question kurde

« J'ai déjà exprimé mon point de vue au sujet de l'exécution du chef de l'organisation terroriste. Nous sommes partie prenante. Nous l'avons combattu. J'ai déjà dit que si on demande notre avis, nous risquons d'agir avec nos sentiments. Maintenant, cette affaire a deux dimensions : la dimension juridique et celle qui est politique. Ce sont les intérêts du pays qui détermineront l'orientation à prendre à ce sujet. Si les intérêts du pays sont l'application de la décision juridique, c'est elle qui sera appliquée. Si les intérêts du pays vont dans l'autre direction, c'est cette décision qui sera valable. Quelle que soit la décision qui sera prise par les politiciens, ce sera cette décision qui sera valable. Le chef du PKK a affirmé qu'ils allaient quitter le pays à partir du 1 septembre et ils ont commencé à le faire. Un groupe de quelques centaines de membres du PKK a effectivement quitté la Turquie. Mais ils vont laisser sur place un nombre limité de militants. Le fait qu'ils quittent la Turquie, ce n'est pas très important. Il faut qu'ils se rendent et qu'ils bénéficient de la loi sur le repentir. L'important est qu'ils abandonnent les armes. Ils ont compris qu'ils n'aboutiront nulle part avec les armes. Dans le passé, il y a eu des cessez-le-feu semblables, mais ils ont été rompus. Pour cette raison, il faut attendre et voir. Comme l'a dit le chef de l'organisation terroriste, ils ont accepté le fait qu'ils ne peuvent aboutir nulle part avec les armes. Ils pensent à une solution politique. Ils ne veulent également pas de fédération. Ils veulent certains droits culturels. De toute manière, ils en ont certains. Les journaux et les cassettes en kurde sont libres. Dans le Sud-Est de l'Anatolie, certaines chaînes de TV et de radios émettent en kurde*. Dans le cadre du développement de la démocratie, ces droits-là peuvent être élargis. 37 mairies sont dirigées par le Hadep. Personne ne s'y est opposé et personne ne leur a demandé pourquoi ils ont été élus. Mais les journaux en parlent souvent. Prenez le cas du Hadep. Ils ont été élus maires dans 37 départements et sous-préfectures. S'ils rendent les services qu'il faut au pays, tout le monde sera très content. »

[En réponse à une question sur le sort d'Öcalan]

* En guise de télévision en kurde, il y avait celle, « illégale », par satéllite du PKK ; et celle du PDK d'Irak (Barzani), qui émet grâce au soutien de la Turquie. Parmi les radios, qui diffusent des chansons en kurde, il y en a une qui attire particulièrement l'attention : La Voix de l'Euphrate, qui dispose aussi de programmes et débats en kurde, appellant les militants du PKK à se constituer prisonniers. Cette radio anonyme émet sur les ondes de la TRT... la chaîne publique turque ! De là à en déduire que l'armée s'est déjà résignée à la libéralisation totale du statut de la langue kurde ; qu'elle en vient à « tolérer » la chaîne du PKK ; et qu'elle prend les devants en matière de radio, émettant elle-même en kurde, il n'y a qu'un seul pas... un peu prématuré ? ou déjà franchi ?

est clair qu'il y aura encore très certainement des résistances et des provocations orchestrée par les secteurs les plus réactionnaires de l'État, les trafiquants de drogue et le « *lobby de la guerre* ». Mais on peut s'attendre à certaines ouvertures sur la question kurde dans un futur assez proche, d'autant que, poussé dans son zèle par les déclarations du général Kivrikoglu, le premier ministre a promis des réformes imminentes sur les questions culturelles et la langue kurde.

D'ailleurs, chose intéressante, de toutes les vieilles structures étatiques, l'Armée ne semble pas être celle qui résiste le plus face à la volonté de changement. Au contraire même, les généraux semblent s'en accommoder et même s'en réjouir, puisque c'est la classe politique (qu'ils ont toujours détestée) qui est la principale cible de ce mouvement. Mais là où le bât blesse, c'est que le mouvement réformiste souhaite aussi remettre en cause certaines conceptions laïcardes de l'État, pour pouvoir aussi faire la paix avec les islamistes et les inclure dans le système.

En effet, la partie du discours du président de la Cour de cassation portant sur la démocratisation a été unanimement applaudie, mais dès qu'il a abordé l'autre volet de son discours, mettant l'accent sur « la nécessité d'abandonner les outrances jacobines en matière de laïcité, en se rapprochant du modèle anglo-saxon, plutôt que français », il s'est heurté à de vives réactions des milieux kémalistes. C'est que les militaires, qui donnent le "la" en la matière, ont peur que les islamistes ne s'engouffrent dans la brèche, s'ils cèdent là-dessus. L'Armée (et une partie non négligeable de l'intelligentsia) considère que les islamistes sont encore une menace sérieuse et qu'ils ne ratent pas une occasion (y compris le tremblement de terre) pour « vomir leur haine à l'égard de l'Armée et de la République » (propos tenus par le chef d'état-major). Elle considère aussi que les islamistes peuvent « dévoyer le peuple ignare », notamment par le biais d'aides sociales, comme ils ont commencé à le faire deux semaines après le séisme (en tentant, avec l'argent des entreprises islamistes, de rattraper le retard qu'ils avaient pris par leur carence militante au début).

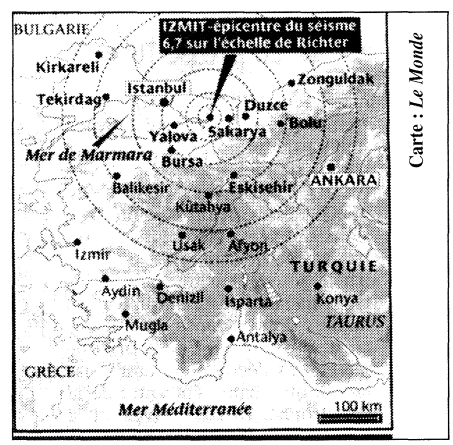
Consensus pour réformer, mais jusqu'où ?

A vrai dire, la caste des vieux politiciens pourrait être facilement éliminée et rénovée par la force des dynamiques sociales en cours. Mais à condition que les principaux acteurs se mettent d'accord sur le contenu exact des réformes. La nécessité de la démocratisation, de l'adaptation de l'outil économique aux règles de la mondialisation et aux desiderata du FMI et une solution pacifique à la question kurde sont des points sur lesquels un certain consensus semble s'être dégagé (du moins sur le principe, car il y aura certainement de grosses divergences sur les détails). La question de la laïcité et de l'islam politique est, quant à elle, loin d'être résolue.

La bourgeoisie et l'armée devront donc accorder leurs violons sur ce sujet. Quand aux travailleurs, ils ne vont certainement pas s'opposer à la démocratisation, si limitée soit-elle. Mais la vaste auto-organisation du mouvement de solidarité avec les sinistrés leur a montré ce qu'ils étaient capables de faire par eux -mêmes, sans sponsors (riches, mais intéressés), ni tuteurs en uniforme (peut-être éclairés, mais surtout despotes !). Et ils ont aussi vu que ce qui a tué les leurs dans le Golfe d'Izmit, n'a pas été le séisme, mais le capitalisme.

Le séisme n'a donc pas fini de secouer la Turquie, tant sur le plan politique que naturel : à l'heure où ces lignes sont rédigées, un nouveau tremblement de terre d'une magnitude de 5.8 vient de secouer à nouveau la région. Aux premières nouvelles, 20 personnes au moins sont mortes et plusieurs centaines blessées... Cette fois-ci, il ne s'agissait que d'une (forte) réplique. Mais les scientifiques annoncent un autre séisme, beaucoup plus puissant, qui devrait frapper au large d'Istanbul d'ici trente ans au plus tard. Trente ans seulement (au plus tard !), pour aller au-delà des ravalement de façade et des réformes démocratiques bourgeoises, et pour refonder la société sur de nouvelles normes plus solides et plus solidaires, donc plus humaines, à l'épreuve des séismes en tout genre. C'est cela, l'enjeu : en finir avec le capitalisme ou se résigner à des dizaines de milliers de morts supplémentaires au prochain séisme. Trente ans... cela paraît si court !

le 13 septembre 1999



SOUSCRIPTION

25 000 francs pour les 25 ans d'inprecor

Le n° 0 est paru le 1 mai 1974. Il avait bien démarré : bien que « bouclé » avant le 25 avril, il contenait un article sur « *le début d'une crise* » au Portugal, analysant la crise de la vieille dictature « *malade de l'Afrique* » et secouée par la montée des luttes sociales. Et Ernest Mandel analysait *L'archipel du Goulag* de Soljenitsyne, soulignant « *la tragédie d'une génération d'intellectuels rebelles dans l'URSS d'aujourd'hui qui, de par l'expérience du stalinisme ont été amenés à rejeter également le léninisme et le marxisme, et se sont rendus incapables de comprendre les causes de la répression stalinienne, la réalité présente en URSS et les solutions que réclame la crise de cette société* ». Un bon début, qui ne s'est pas démenti au cours du quart de siècle suivant.

« Inprecor *ne pourra vivre*, pouvait-on lire dans l'éditorial, *que si un nombre suffisant d'abonnements sont souscrits et rapidement souscrits* ». 25 ans après nous en sommes au même point : les abonnements, ce nerf de la guerre pour un périodique à contre-courant, restent insuffisants, nous obligeant à une gymnastique financière quotidienne. Alors, si 25 ans après *Inprecor* est encore et toujours pour vous un outil permettant de (mieux) comprendre le monde pour pouvoir le changer, aidez-nous à continuer : (ré)abonnez-vous, abonnez vos ami(e)s, faites connaître *Inprecor* autour de vous !

Et en attendant que vos efforts permettent à *Inprecor* d'atteindre le seuil critique d'auto-financement, nous avons besoin de 25 000 francs pour assurer les conditions de parution d'*Inprecor*. Depuis la parution de cet appel dans *Inprecor* de mai 1999 nous avons reçu :

Ancien total au 6 juillet :	**1 796,96 F**
Max D., Martinique	50,00 F
Jacques G., France	300,00 F
Francis P., France	90,00 F
Emmanuelle D., France	250,00 F
David M., Canada	2 000,00 F
Denis L. T., France	40,00 F
Georges U., France	100,00 F
Jean B., Suisse	100,00 F
Jean-Luc M., Guadeloupe	40,00 F
Jean-Michel M., France	100,00 F
Daniel K., Suisse	100,00 F
Jean-Michel K., France	40,00 F
Pierre V., France	40,00 F
Mathieu P., France	100,00 F
René R., France	40,00 F
Michel H., France	440,00 F
Patrick C., France	440,00 F
Claude P., France	140,00 F
Didier P., France	80,00 F
René L., France	90,00 F
Delphine M., France	100,00 F
Bernard K., Belgique	162,00 F
Michel R., Liban	115,56 F
Claude K., France	40,00 F
Total au 23 septembre :	**6 794,52 F**

Gangstérisme et restauration capitaliste

Blanchiment d'argent dans des banques américaines, cartes de crédit établies au nom des principaux dirigeants russes par une société suisse ayant bénéficié de contrats de construction en Russie, des centaines de dirigeants de l'État et de hauts fonctionnaires impliqués dans des délits d'initiés... la distinction entre banditisme pur et simple et privatisation légale n'est pas facile à établir en ex-URSS. La restauration du capitalisme implique la création d'une classe bourgeoise et les hommes du pouvoir qui se sont chargés de cette tâche commencent par tenter de se transformer eux-mêmes.

Pourtant le "Russiagate" des banquiers américains (impliqués dans la transformation des crédits accordés par le FMI à l'État russe en bénéfices privés des hauts personnages de l'État russe) ne constitue que le sommet de l'iceberg qu'implique la restauration du capitalisme au sein de la Communauté des États Indépen-dants (CEI, ex-URSS). Les sommes détournées par les sommets étatiques doivent être regardées à la lumière de la transformation des rapports salariaux et des ces millions de vols quotidiens dont souffrent les travailleurs de la CEI. C'est ce qui a conduit à ce qu'entre 1993 et 1998 (selon l'agence de notation internationale Fitch IBCA) 138 milliards de dollars soient sortis, en général légalement, de la seule Russie, soit bien plus que les investissements étrangers et les prêts accordés à la Russie par les organisations internationales. Les articles de Roman Kondakov que nous publions ci-après permettent de se faire une idée de la façon dont les millions de travailleurs sont spoliés pour permettre au nouveau capital russe de participer à la mondialisation. [J. M.]

Une crise sociale provoquée par l'élite

Par
Roman Kondakov*

Tous les Etats de la CEI — les républiques de l'ancienne URSS — se trouvent dans un état de profonde crise sociale. Cette crise sociale est ininterrompue depuis fin 1993, lorsque les républiques de l'ancienne URSS se transformèrent en Etats bourgeois. La crise sociale ne s'est en rien stabilisée avec le "développement" de l'économie de marché, la liquidation du secteur étatique et l'extension du capital (gros et moyen) à l'intérieur des frontières nationales de chaque état de la CEI.

Dégradation de la condition salariale

Dans tous les Etats de la CEI on peut remarquer à l'heure actuelle les mêmes phénomènes de l'évolution de la condition des salariés :

— Les dûs, en ce qui concerne les salaires de ceux qui travaillent ou ont travaillé. Ils se sont accumulés pendant une période de 2-3 voire 5 ans.

— Le non-paiement du salaire mensuel pour le travail en cours, le retard dans le paiement de ce salaire ou encore son paiement partiel (40-60 %). Le non-paiement ou le retard dans le paiement des retraites et des allocations.

— Sur toute l'étendue de la CEI on transgresse brutalement la loi sur les 8 heures quotidiennes de travail. En règle, le ou les travailleurs sous contrat sont obligés de travailler 10-12 heures quotidiennes, sinon jour et nuit, pour exécuter la quantité de travail dans le délai convenu et toucher la somme en rapport.

Pour les ouvriers du bâtiment, les travailleurs de l'industrie alimentaire ou du commerce, il n'y a pas de normes horaires mais seulement une quantité de travail à effectuer ou bien l'obligation de demeurer sur son lieu de travail plus de 10 heures par jour.

Par exemple, en tenant compte de la loi sur les 8 heures, un travail donné demande 10 hommes pendant un mois, avec droit à un ou deux jours de repos par semaine. Le patron ou le représentant de l'Etat va embaucher 5 personnes pour qu'elles exécutent ce même travail en 12 jours. Dans de telles conditions les travailleurs devront tra-

« Zone off-shore »

* Roman Kondakov, travaille à Dniepropetrovsk (Ukraine) et a milité depuis une dizaine d'années dans des groupes se réclamant du "trotskisme". Il nous a fait parvenir ses réflexions sur la situation en Ukraine, la politique du PC d'Ukraine et l'évolution de la Communauté d'Etats Indépendants (CEI, ex-URSS), pour que nous les communiquions à nos lecteurs, ce que nous faisons bien volontiers. Il nous a également adressé deux textes destinés aux "gauches révolutionnaires socialistes" d'Ukraine et de la CEI. Nous pensons qu'ils peuvent intéresser nos lecteurs d'autant plus que leur rédacteur n'est pas membre de la IVe Internationale.

vailler 12-14 heures par jour. Quant au salaire, chacun d'eux le recevra comme rémunérant 12 jours de salaire pour 8 heures quotidiennes de travail, c'est-à-dire qu'il sera 2 sinon 3 fois inférieur à ce qui devrait être payé.

Précarité accrue

Dans tous les Etats de la CEI on se livre à une réduction active du nombre de postes de travail permanent et à leur remplacement par des postes de travail sous contrat ou encore des postes de travail temporaire.

En cas de conflit quelconque avec la « *force de travail temporaire* » les patrons, les directeurs ou l'administration peuvent faire appel aux représentants corrompus de la milice, de la police ou des « *brigades de gardiens-gardes du corps* » recrutés moyennant finance. Comme de juste, dans de telles circonstances, la "force" agit toujours au profit du "pouvoir des riches".

Il en résulte que dans certains Etats de la CEI, parmi la population capable de travailler et cherchant du travail, 50 sinon 60 % sont sans travail, 20-25 % sont régularisés et enregistrés comme ouvriers et employés, mais 20-30 % font partie de la « force de travail temporaire ». C'est seulement dans la Fédération russe que le nombre de travailleurs officiellement enregistrés atteint environ 60 % avec 40 % de capacités de travail inutilisées. Dans les autres Etats, comme par exemple les républiques de Moldavie, d'Ukraine, de Géorgie ou d'Azerbaïdjan, le nombre enregistré des citoyens travaillant officiellement n'est que de 25-30 % sinon 20 %.

Chaque Etat de la CEI s'est constitué sa propre bourgeoisie nationale : grande bourgeoisie affirmant son monopole au niveau national, moyenne et petite bourgeoisies. Pendant ce temps la moitié ou plus de la moitié de la population se retrouve à un niveau de vie proprement physiologique. Les gens travaillent "pour manger", pour obtenir les produits alimentaires (par exemple dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale), ou pour un maigre salaire qui ne suffit pas à obtenir suffisamment de produits alimentaires et d'articles de large consommation (savon, poudre à lessive, pâte dentifrice, etc.).

Avec cela, pour un ou deux travailleurs officiellement enregistrés dans le travail productif (industrie, construction, transport, agriculture), on trouve un milicien, policier ou militaire, deux ou trois fonctionnaires (inspection des impôts, organes de pouvoir et d'administration locale) ainsi qu'un chef ou directeur. Pour deux ou trois travailleurs officiellement enregistrés il y a un détenteur de petite ou moyenne responsabilité.

Ces faits montrent que chaque État de la CEI a généré sa propre catastrophe nationale ! Chaque État en particulier a tout simple-

Quelle Opposition ouvrière ?

Adresse aux gauches révolutionnaires socialistes d'Ukraine et de la CEI (extraits)

Qu'est-ce qui nous distingue du programme du stalinisme, du programme de la renaissance par en haut de l'URSS-VKP (complexe militaro-industriel) et du PCUS ? Ses défenseurs veulent recouvrir toutes les contradictions actuelles par le bonnet de l'ancien absolutisme bureaucratique, ils veulent à nouveau monopoliser le développement du capitalisme, après en avoir fait un capitalisme d'État.

Notre action, à l'étape actuelle, doit consister en la mise en œuvre des exigences économiques et politiques du prolétariat, en la concentration sur le programme minimum en vue du développement futur de la lutte. Vous pouvez voir que même les tentatives spontanées de réalisation du programme minimum par le mouvement ouvrier sont étouffées par l'État. Et le PC ukrainien (KPU) est un gendarme de la même façon que le PC de la Fédération de Russie (KPRF) est une arme émoussée aux mains des bureaucrates et au service de l'État bourgeois pour étouffer les travailleurs. Ainsi notre tâche est de montrer comment le KPU et le PS ukrainien (SPU) renforcent et protègent l'État bourgeois des progès de la démocratie...

Toutes les fractions du trotskisme sur le territoire de la CEI mènent leur action selon les principes de la concurrence petite-bourgeoise entre elles ! Alors, où est-elle donc notre alternative ? Est-elle bien née en 1990, s'est-elle haussée à un degré qualitativement nouveau ? Alors que le problème de l'accumulation primitive des cadres n'a même pas été résolu. Les fractions existantes du trotskisme en CEI sont menacées par le danger qu'ayant liquidé la stratégie et le programme historiquement développés par la Quatrième Internationale, l'ayant mis en pièces, elles ne se transforment tout simplement en courant stalinien de gauche et en produit de l'écroulement des vieilles "écoles du communisme" : eux, les staliniens, sont pour la renaissance de l'URSS par en haut et nous seulement par en bas ; eux, les staliniens, sont pour Lénine-Staline et nous également pour Lénine mais sans Staline ; ils s'intitulent léninistes mais ce sont des traîtres car c'est nous les vrais léninistes, etc.

Je crains que les tendances actuelles du trotskisme ne jettent un voile sur la lutte historique de la Quatrième Internationale et qu'il n'en résulte une nouvelle falsification de l'Histoire qui jouera son rôle contre le développement du socialisme au cours du XXIe siècle. Imaginez un peu : « il n'y a eu aucune IV Internationale. La IV n'est qu'une invention de M. Pablo et E. Mandel et une filiale politique de la CIA dans sa lutte contre l'URSS. L. Trotski, après avoir mis en scène l'assassinat de son sosie, a passé le restant de ses jours aux USA comme conseiller secret des présidents américains. » Ces ragots ont déjà été répandus par des "staliniens zoologiques" du KPU et du PKBU.

Le néostalinisme, cette nouvelle construction pré-électorale pour 1999-2000, va se disloquer mais sa dislocation dégagera des effluves pestilentielles de misanthropie et toutes les variétés de social-fascisme. Il ne faut pas que le trotskisme accepte dans ses rangs le « syndrôme du stalinien désenchanté » qui veut raser jusqu'au sol « la vieille civilisation décrêpie » par les méthodes de la répression généralisée, du goulag et des actions militaires permanentes tout en générant une nouvelle élite mondiale pour une admininistration totalitaire. Ce lumpen de Hitler avec son admiration pour Staline comme constructeur du premier super-État mondial fait partie de la cohorte des staliniens aigris, il a dans les 35-40 ans et se prend pour un "intellectuel". Je me suis plus d'une fois heurté à ce phénomène.

Aussi, L. Trotski, avec son esprit raffiné de marxiste révolutionnaire, avait-il livré un testament politique dans ses derniers travaux : c'est seulement avec des millions de prolétaires du monde entier que l'on doit se renforcer à partir du programme minimum jusqu'au programme maximum ; il faut tout commencer par le commencement ; dans nos mouvements et dans nos actions doivent vivre et se développer tout l'humanisme et tout le progrès social accumulés par l'humanité. Et ils devront persister et triompher sinon le national-patriotisme bourgeois, le social-fascisme et le néostalinisme détruiront la civilisation !

Voyez le résultat du développement mondial après 1945 : ce que l'on appellait la compétition économique entre deux systèmes, entre l'impérialisme occidental et le camp socialiste avec à sa tête l'URSS. Le plus haut degré de cette compétition a été la course aux armes nucléaires qui a déjà conduit l'humanité dans une impasse, les meilleures forces productives ont été englouties par la production de moyens de totale auto-destruction !

Pourquoi donc les néostalinistes se sont-ils associés à des anticommunistes zoologiques tels que les fractions bourgeoises des nationaux-patriotes russes ou les clans de directeurs d'entreprises industrielles en Ukraine ? La réponse est très simple. Ils veulent la renaissance de l'URSS comme super-État, le renouveau de la course aux armements et d'un nouveau partage du monde au profit de l'URSS comme gendarme mondial.

Dniépropétrovsk, le 18 mai 1999

Roman Kondakov*

* Militant du mouvement socialiste et, depuis 1990, de groupes «trotskistes» sur le territoire de l'Ukraine et de la Russie.

ment réduit à la misère la majorité de sa population. Les intérêts nationaux ont été gelés au bénéfice des élites bourgeoises nationales et des grands bureaucrates de l'État. La crise sociale s'est déjà transformée en crise politique qui réunit tous les États de la CEI et leur donne un caractère commun. Le pouvoir des riches qui règne actuellement était relié dans le passé à un organisme unique, le PCUS, et à la propriété étatique soviétique que contrôlaient par parties les élites de la nomenklatura des républiques.

Un monde sans lois

Face à une telle situation comment se comportent les États et leurs présidents — les "pères des peuples libres" ? La réponse est très simple. Ils évaluent la situation avec les yeux du "tchinovnik", du responsable détenant le pouvoir au niveau local. Le bureaucrate de niveau local est le premier intermédiaire entre le système étatique et les droits du citoyen. L'activité du tchinovnik ou de la « bande de tchinovniks à l'échelle de la région ou de la ville » est entièrement criminelle. Ils prennent des pots-de-vin, mettant la loi de côté en la remplaçant à chaque occasion par « les droits de la personne privée » et ils s'écartent en permanence du respect de la loi et de sa mise en application. C'est pourquoi il ne reste pratiquement aucun droit civique ni aucun droit du travail.

Le leader de "l'opposition communiste" en Russie qui était encore il y a deux ans le principal concurrent politique de B. Eltsine, G. Ziouganov, a proclamé publiquement à plusieurs reprises : « le brave tchinovnik est le principal soutien de l'État ». Il s'ensuit que l'idéal du futur pour les « généraux de l'opposition communiste » apparaît être de toute évidence le capitalisme monopoliste d'État régi par des ministères de tchinovniks. Chaque bureaucrate, comme partie d'un système unique de bas en haut, assume des responsabilités politiques et militaires assurant un ordre totalitaire unifié.

Ce fonctionnement de "médiocres bureaucrates", aussi bien en théorie qu'en pratique, n'apporte pas le moindre pourcentage d'aide à la société, en revanche il affermit dans toute la CEI le pouvoir des riches.

En raison de son territoire, de sa capacité productive (80% des capitaux de l'URSS ont été récupérés), et également de son réservoir unique de ressources naturelles, la Fédération de Russie pèse du plus grand poids parmi les États de la CEI. Sa capitale Moscou apparaît comme le centre financier et l'intermédiaire financier international le plus puissant de la CEI. Ayant commencé depuis les années 89-90 à établir les "règles de l'économie de marché" pour l'URSS-CEI, la Russie s'est modernisée en premier. Possédant sur son territoire presque tout le complexe militaro-industriel (CMI), le pétrole, le gaz naturel et "l'assortiment complet" des minéraux les plus utiles et les plus coûteux en Sibérie, ministres, généraux, nouvelle élite des "démocrates" et ancienne nomenklatura du PCUS ont tout réorganisé en "produits pour le marché de valeur internationale". En un court laps de temps sont apparus des capitaux gros et moyens. Il y a de l'assez grand capital car, en dépit de sa faiblesse et de son instabilité, la Russie agit dans ses rapports avec toutes les autres républiques de la CEI comme un impérialisme de l'intérieur.

La république de Russie s'est révélée la plus capable de conserver en partie et de moderniser l'industrie reçue en héritage de l'URSS. Elle possède le plus grand chantier de construction. C'est en Russie que se rend en permanence la « force de travail temporaire » en provenance des autres États de la CEI. Demeurée pendant de longues années dans les conditions extrêmes d'une crise profonde, la Russie est capable de produire toutes les variétés d'armes modernes et de techniques de guerre, conserver une armée permanente de près de 800 000 hommes et mener des guerres locales.

Et alors il a dit :
« Que celui qui n'est pas content de la paye me jette la première pierre ! »

Dans tous les pays de la CEI existe un monde criminel. Les capitaux de l'ombre sont reliés entre eux, circulent à travers les territoires de toutes les "anciennes" républiques et atteignent leur plus grande concentration en Russie. Le capital de l'ombre et l'élite criminelle de Russie ont la possibilité de contrôler toutes les sphères du business criminel sur le territoire de la CEI.

Pouvoir clanique absolu

Les républiques d'Asie centrale apparaissent comme les plus fermées, les plus autoritaires dans le système de la CEI. En ce qui concerne les détails de la vie dans ces républiques et les processus qui s'y déroulent, il n'y a presque aucune information sur la chaîne centrale de TV ni sur les chaînes des républiques relatant les informations communes. Les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan et Kirghizie) connaissaient le plus grand retard économique et le plus bas niveau socio-culturel. Leur économie exigeait en permanence des dotations financières à partir du centre et une répartition de spécialistes qualifiés pour travailler et vivre sur place : ingénieurs, médecins, instituteurs, agronomes, vétérinaires, chercheurs, directeurs, et tout simplement ouvriers qualifiés. Pendant toutes les années de l'existence de l'URSS, ces républiques ne pouvaient assurer elles-mêmes leur recrutement en "cadres nationaux".

Il suffit de se remémorer la lutte que mena dans les années 1986-1987 Mikhail Gorbatchev contre la mafia et la corruption où avait trempé tout l'appareil des premiers responsables de l'Ouzbékistan. A ce moment tout le monde crut que la lutte s'était terminée par « la victoire de la perestroïka ». Cependant, lorsqu'en 1990-1991 les républiques eurent acquis la souveraineté puis l'indépendance, les appareils des premiers responsables devinrent les maîtres du pouvoir et des biens dans chacune des républiques d'Asie centrale. Après août 1991 leurs PC ne souffrirent en rien. Ils demeurèrent les dirigeants des structures politiques en conservant tout leur appareil et tous les biens du parti. Ils se contentèrent de troquer leur appellation pour "populaire" et "socialiste" Dans toutes les autres républiques les biens du PCUS furent confisqués, les structures du PCUS déclarées hors-la-loi et les fonctionnaires de l'appareil congédiés. En Ouzbékistan, au Turkménistan, au Kazakhstan et en Kirghizie les front populaires nationalistes et les organisations religieuses islamistes n'ont pu entamer le monopole des « héritiers du PCUS ». Au Tadjikistan, très petite république montagneuse, l'antagonisme entre le pouvoir et l'opposition islamique a mené à la guerre

civile.

Actuellement on a le tableau suivant :

- le pouvoir absolu des présidents dans chacune des républiques d'Asie centrale,

- la concentration de presque tous les biens entre les mains des membres du gouvernement,

- la formation sur cette base de clans familiaux bourgeois grands et moyens,

- la répartition de toutes les responsabilités dans l'État exclusivement grâce aux liens familiaux ou au versement d'argent (n'importe quelle responsabilité intéressante s'achète).

C'est ainsi que l'islamisation renforcée de la population rappelle le type de rapports que Karl Marx avait dénommé « mode de production asiatique ».

Les peuples de l'Asie centrale "soviétique" ont très vite oublié qu'ils avaient été citoyens de l'URSS. Le pouvoir des riches les a très vite et très efficacement plongés dans "l'Islam classique" supprimant le niveau moyen d'instruction en le remplaçant par les connaissances d'une religion moyenâgeuse et liquidant le minimum de niveau de conscience qui donne la possibilité d'organiser la lutte sociale.

Avec cela, tous les États d'Asie centrale se présentent comme des républiques laïques, démocratiques et populaires. Leurs présidents qui détiennent un pouvoir absolu et non limité par les parlements ou les assemblées du peuple, affirment qu'ils se battent contre l'extrémisme islamique et essayent de toutes leurs forces de ne pas admettre les conflits nationaux et religieux. Les anciens premiers secrétaires du parti et ministres des républiques, ayant tous reçu une "éducation communiste", se sont maintenant attribués les droits des sultans asiatiques, des khans et des émirs. Ils ont volé l'avenir de leurs propres peuples !

L'ancien ministre des affaires étrangères de l'URSS, Édouard Chevarnadze, actuellement président de la Géorgie, ressemble beaucoup à un prince du XVIIIe siècle. Et le président de l'Azerbaïdjan, Geidar Aliev, deuxième personnage du comité central du PCUS entre 1982 et 1984, est très semblable à un sultan turc avec son clan innombrable et ses riches parents.

Il convient de remarquer qu'en dépit de la politique nationale autarcique des présidents et des gouvernements actuels, les États d'Asie centrale constituent le cadre de la CEI, jamais ils n'envisageront d'en sortir et en appellent même à la protection du patronat de Russie dans les questions fondamentales.

Que les citoyens patientent...

Le capital grand et moyen qui s'est formé en CEI représente une propriété hypertrophique par son volume mais un très modeste pourcentage de l'activité productive. Parce que moins de la moitié de cette masse de marchandises et d'argent est de bonne qualité et digne de concurrence sur le marché mondial. C'est pourquoi sur toute l'étendue de la CEI, le paiement du salaire revêt en gros un caractère spéculatif. Les États fonctionnent avec du travail gratuit ou à moitié gratuit. Et ils apparaîssent comme l'instrument du pouvoir des riches.

Le facteur humain demeure à la dernière place sur tout le territoire de la CEI. Les salaires sont déduits des fonds communs et sont payés selon le principe restant, en tant que frais de production. Dans les ordinateurs et les livres comptables de beaucoup de firmes et de compagnies, le salaire des travailleurs est codifié comme dépense supplémentaire ou frais obligatoires.

Dans toute la CEI, les gouvernements et les moyens d'information de masse tentent d'expliquer qu'il existe une crise sociale et que lui sont reliés des processus pathologiques non maîtrisables, qu'il n'y a aucune issue, qu'il est indispensable que les citoyens prennent patience et « *ne mettent pas à l'épreuve les nerfs des gens au pouvoir* », toute demande serait insensée et il n'y aurait rien à faire.

Mais la simple analyse des faits montre que la crise sociale provient de la politique bien orientée et conforme à leur loi de ceux qui défendent leur pouvoir, leurs biens et s'efforcent d'accroître leur revenu à n'importe quel prix.

Bloquer la politique du "pouvoir des riches" ne pourra qu'être l'œuvre de forces qualitativement nouvelles capables de lutter. En outre, en raison du caractère démocratique de ce combat, il faudra lui attribuer des objectifs internationaux socialistes. ■

Tâches des Gauches révolutionnaires socialistes pour l'Ukraine, la Russie, la CEI

1. Les évènements des années 1989-1999 montrent la nécessité historique d'envisager la réunion dans une seule organisation commune de toutes les fractions et de tous les courants du marxisme révolutionnaire sur la base du centralisme démocratique, ce qui n'exclut pas la possibilité d'y construire des fractions.

2. Le Parti du Marxisme Révolutionnaire — au sens large, de la 4è Internationale — se présente comme une avant-garde politique et réunit par le centralisme démocratique les organisations de masse du prolétariat contemporain et toutes les organisations de citoyens avec une ligne progressiste anticapitaliste. Le Parti du Marxisme Révolutionnaire est une organisation antibureaucratique d'action directe.

3. Le Programme de transition de 1938 est la base pour surmonter la crise et le premier degré pour le développement de la lutte de classe. Il faut envisager le développement créateur sous tous les aspects du Programme de transition de 1938 jusqu'au niveau de la lutte de classe du prolétariat contemporain pour la démocratie, le progrès social et le socialisme international.

La lutte pour la démocratie à la base, sur un terrain de classe, en se développant, se transformera en programme socialiste d'action.

4. Il faut en finir avec toutes les "vieilles écoles du communisme" qui furent des alternatives au stalinisme du temps de l'URSS, en finir avec les regards et conceptions dépassés sur le prolétariat contemporain et ses devoirs de classe. On doit rechercher de façon créative de nouvelles formes et de nouvelles méthodes de lutte.

A partir des tentatives spontanées pour réaliser le programme minimum, l'avant-garde révolutionnaire prolétarienne doit frayer un long chemin à des millions de travailleurs pour la réalisation du programme maximum !

5. Il faut mener la lutte contre le stalinisme de même que contre le culte criminel de l'absolutisme d'Etat.

Le stalinisme comme courant politique se présente actuellement, en 1999, comme une arme entre les mains de l'Etat bourgeois, de tous les Etats bourgeois et il défend la dictature du capital.

6. Il convient de mener la lutte contre les nouveaux courants du social-fascisme et du national-patriotisme qui regroupent les partis-héritiers du PCUS : le SPU (PS ukrainien), le KPU (PC ukrainien), le PKBU pour l'Ukraine; les KP RF, KPSS (PCUS)Lénine-Staline, SK KPSS, RKRP en Russie, etc. Le social-fascisme des radicaux bourgeois de droite est né et s'est renforcé en tant que compagnon de route historique (depuis l'année 1990) du stalinisme et de tous les partis héritiers du PCUS.

7. Il faut mener la lutte pour l'internationalisme prolétarien !

Il faut propager les idées de lutte pour la démocratie, pour les droits économiques et politiques de millions d'êtres humains contre la violence, le vol et l'exploitation de la part des régimes bourgeois qui existent en Ukraine-Russie-CEI.

8. La lutte pour le progrès social à travers la lutte de classes à partir du programme minimum jusqu'au programme maximum doit briser les rangs de l'Etat national (des Etats nationaux).

Les processus internationaux de développement de la révolution socialiste doivent une fois et pour toujours annihiler les tentatives réactionnaires d'opérer par en haut une "révolution culturelle" ou une "révolution nationale" de la part des fractions politiques de la bourgeoisie et de la bureaucratie.

Dniepropétrovsk, le 25 mai 1999

Roman Kondakov

Un pouvoir des riches

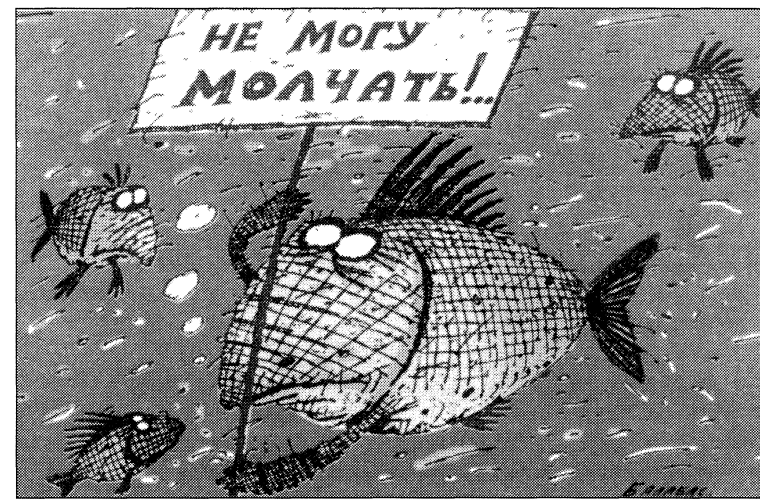
La crise sociale qui s'est étendue pendant toute l'année 1998 résultait d'une politique : la politique du pouvoir des riches. Le capital, grand et moyen, ne perd ni son influence ni ses bénéfices, l'économie repose sur les lois du marché et dans la population se développent le chômage et la pauvreté.

L'Etat continue gaillardement à ne pas payer chaque mois salaires et pensions. En outre, les enseignants, les médecins, les travailleurs et les employés de l'administration municipale comme ceux de l'administration publique, se rendent au travail chaque jour mais ils ne touchent leur salaire (100-180 hrivnis, soit 30-50$) qu'une fois tous les 2 ou 3 mois. Par exemple le salaire de juillet-août arrive fin décembre.

Dans les entreprises industrielles qui travaillent en permanence ou encore produisent sur commande, le salaire est également payé avec un retard de 2-3 mois ou l'on n'en paye que le tiers ou le quart. De même, à la place du salaire, on peut distribuer aux ouvriers des produits alimentaires : des pommes de terre à raison de 10 à 15 kilos par personne, du sucre, des macaronis, des bonbons bon marché, de la farine, du thé ; mais également du savon, de la pâte dentifrice, de la poudre à lessive. L'assortiment de tels "services", le travailleur d'une usine ou d'une entreprise le reçoit comme salaire ou comme "dette" sur un salaire non payé... disons 5 mois auparavant.

Ajoutons que pour un salaire de 200 hrivnis "l'assortiment des services" ne vaut pas plus de 100 hrivnis et que pour les patrons-actionnaires ou les directeurs, le prix d'achat de cet assortiment se situe autour de 50-60 hrivnis. Rappelons que sous Brejnev, chef du PCUS de 1964 à 1982, on distribuait périodiquement de tels produits alimentaires et autres, en plus du salaire et des primes, aux travailleurs des grosses entreprises métallurgiques, de construction automobile ou travaillant pour l'armée. Ainsi les citoyens d'Ukraine travaillent gratuitement ou presque en fournissant à l'Etat et aux secteurs industriels une plus-value absolue ! Et l'Etat, avec l'aide du gouvernement et du "ministère des hauts bureaucrates" atrophie complètement ses fonctions sociales. Les moyens budgétaires sont concentrés en haut, sont mis à la disposition du "ministère des hauts bureaucrates" mais ne sont pas répartis à nouveau de haut en bas, pour pallier aux besoins sociaux, pour amortir les dettes de la population, pour doter les institutions sociales. Le système budgétaire de l'Etat est frappé d'artériosclérose. Les moyens budgétaires sont entre les mains de bandes de bureaucrates qui sévissent de l'échelon supérieur à celui des villes et des régions.

Déjà les parts de salaire consacrées aux services communaux, aux diverse amendes ou taxes officielles sont confiées à des banques commerciales. Les banques achètent leurs droits à l'Etat qui, pour les citoyens, n'existe plus. Il n'existe plus ni droit civil, ni droit du travail. Il n'existe aucune loi pour les chômeurs qui sont écrasés par cette bande de bureaucrates urbains et régionaux.



Je ne peux pas me taire !...

"Illégaux" dans leur pays

Dans les deux dernières années s'est répandue la pratique du travail chez des patrons petits et moyens — surtout dans la sphère commerciale — sans inscription du travailleur sur son lieu de travail et même sans signature de contrat. L'employeur n'enregistre pas le travailleur et ne paye pas l'impôt dû. Il se contente de promettre de le payer chaque semaine ou chaque jour pour le travail effectué. Comme de juste, les patrons ne tiennent pas leurs promesses. Ou bien ils commencent à le payer moins, ou bien, l'ayant fait travailler une semaine, un mois, deux mois, ils le virent sans raison et sans avertissement et en engagent un autre.

Les businessmen et les petits patrons prennent modèle sur l'Etat. Ils versent périodiquement des pots-de-vin aux inspecteurs des impôts, aux bureaucrates de la milice et de l'Etat pour ne payer ni impôts ni amendes. Et pour ne pas enregistrer et régulariser ceux qui travaillent chez eux : c'est meilleur marché et plus avantageux.

Les gens qui travaillent sans avoir accompli les formalités nécessaires et sans contrat de travail sont dans l'illégalité : ils sont en fait "illégaux" dans leur propre pays. Il s'ensuit que pour un travail de 6, 8, 10 heures par jour ils perdent automatiquement leur citoyenneté. Pendant leur temps de travail ils ne bénéficient naturellement d'aucun droit ni d'aucune garantie. Ceux qui travaillent illégalement en Ukraine à l'époque actuelle représentent à peu près la moitié de l'ensemble des travailleurs.

Sur cette question l'Etat ne manifeste dans l'ensemble aucune réaction. Le pouvoir des riches se protège des citoyens par une politique du travail non ou à peine rémunéré. La morale sociale est détruite, les idées sociales sont totalement étouffées. En quelque temps la crise sociale a supprimé tout contrôle au pouvoir des riches, au terrorisme des bureaucrates, à l'impuissance des citoyens.

Cependant, dans ce monde, tout est relatif. Il convient seulement que naissent des forces capables de se battre avec le seul objectif du progrès social, alors, ce que l'on appelle le "pouvoir des riches" devra payer chaque jour pour tous ses crimes.

Roman Kondakov

Le PC d'Ukraine en campagne

La deuxième étape de la campagne électorale a désigné les principales figures du spectacle de l'élection présidentielle. Ont pu réunir dans le délai prescrit le million et demi de signatures : l'actuel président, L. Koutchma ; le président du Soviet Suprême d'Ukraine (SSU), A. Tratchenko ; le député du SSU et leader du SPU (PS d'Ukraine), A. Moroz ; le député du SSU et leader du KPU (PC d'Ukraine), P. Simonenko. Toute cette élite politique s'est déclarée prête à sauver "l'Etat national" de la "crise structurelle".

Le culte du chef

Au grand déplaisir du KPU et de son leader peuvent encore être candidats le centriste E. Martchouk et la "socialiste progressiste" Natalia Vitrenko.

Le KPU a accusé les "patriotes de gauche" A. Tratchenko, A. Moroz et et N. Vitrenko d'avoir entravé "l'unité des forces de gauche", le monopole de cette unité devant revenir de droit au KPU et le candidat unique des "forces de gauche" ne pouvant être que P. Simonenko, "notre gloire et notre fierté !" comme s'exprime la presse patriotique du KPU à propos de son leader. Il n'y a cependant aucun doute que les deux principales figures politiques du spectacle présidentiel seront L. Koutchma et P. Simonenko.

P. Simonenko est un "tchinovnik" (bureaucrate) bourgeois héritier de la nomenklatura idéologique du PCUS. Le programme de "patriotisme populaire" du leader du KPU est le symbole du conformisme au service du pouvoir des monopoles.

La propagande effrénée de "patriotisme" et la prétention au monopole idéologique au sein de l'Etat bourgeois de la part du KPU et du Front des forces populaires patriotiques qu'il a créé sont les premiers signes de la manipulation de la conscience des masses et l'aveu d'un "réformisme sans réformes". Ce "réformisme sans réformes" se traduit par l'étouffement social et politique par l'Etat bourgeois de toutes les couches du prolétariat ukrainien.

L'équipe des cadres de l'appareil du KPU se compose des anciens bureaucrates idéologiques et administratifs qui ont servi le pouvoir monopolistique du PCUS. Ils consituent aujourd'hui dans leur masse les chaînons inférieurs des organes étatiques ou bien sont devenus retraités (1).

Leur "égoïsme collectif" les amène à vouloir atteindre le niveau de la petite ou de la moyenne bourgeoisie. Ils ont déjà agi contre le prolétariat et continueront à le faire, comme gendarmes de l'Etat bourgeois. Le national-patriotisme du KPU est un gendarme qui agit contre les réformes démocratiques progressistes. C'est un exemple classique de parasitisme sur un prolétariat dépolitisé et en l'absence d'une classe ouvrière agissant comme force politique indépendante.

L'idéologie du KPU

Les staliniens zoologiques du KPU synthétisent les idéaux impériaux de la Russie monarchique semi-féodale et ceux de la "bureaucratie soviétique" : « *L'alternative, c'est un nouveau régime réunissant les meilleurs éléments de notre passé tant soviétique que des siècles précédents, et les approfondissant.* » (2) Ou encore : « *A la différence de nombreux faux patriotes de tendance nationaliste, le PC d'Ukraine demeure sur des positions véritablement patriotiques qui reposent sur les traditions spirituelles, culturelles et historiques au long cours du peuple ukrainien. C'est pourquoi les communistes défendent logiquement et protègent les traditions et les valeurs sacrées de l'orthodoxie, en se basant sur le fait qu'atteindre l'un des objectifs de leur programme — l'unité et l'accord dans la société ukrainienne — est impossible sans la participation de l'Eglise orthodoxe qui peut et doit prendre une part active à la renaissance spirituelle et culturelle de l'Ukraine.* » (3) Comme au bon vieux temps stalinien, ce n'est pas la politique qui est responsable des malheurs du peuple : « *Nos consultants émettent souvent l'hypothèse que les actuelle catastrophes en Ukraine, les gelées inhabituelles à cette époque de l'année depuis plus d'un demi-siècle, font partie de la même série que les longues années de sécheresse en Corée du Nord entraînant la famine, les inondations en Chine, les inondations, les glissements de terrain et les typhons dans la région des Carpathes, le déchaînement des éléments à Cuba, la grande sécheresse de l'an dernier dans la région de la Volga ayant détruit la moisson. De sources diverses tout cela apparaît comme le résultat de l'effet climatique, véritable arme secrète de destruction du XXIè siècle.* » (4)

Leur rapport à leur propre histoire mérite d'être mentionné : « *Mais le 19 août 1991, quand tout cela se produisit, je pensais que le fait pour les dirigeants du pays de prendre toutes les responsabilités était positif et je ne le considérais pas comme un coup d'Etat car dans le Comité d'Etat il y avait tous ses dirigeants* (5). *C'est pourquoi, et même maintenant, je suis loin de penser que c'était un coup d'Etat... Le soir du 19 août, sur l'insistance des militants et des dirigeants des institutions et des organisations régionales, nous nous sommes réunis et avons examiné comment agir par la suite. La majorité des participants à cette réunion soutenait les positions du Comité d'Etat en ce qu'il fallait rétablir l'ordre dans le pays. Beaucoup d'entre eux eurent à en subir les conséquences, on les écarta des responsabilités, bien qu'il se soit agi de professionnels de haut niveau. Déjà le 20 août au matin il était devenu évident qu'avec le concours de gens très haut placés s'était déclanchée une aventure qui pourrait avoir des suites terribles. C'est ce qui s'est passé. Et pourtant, bien auparavant, sur l'initiative d'une des organisatione de ville, on avait examiné la question de retirer notre confiance à Gorbatchev lui-même : la recommandation a été exprimée à nos membres faisant partie du CC du PCUS de voter clairement contre Gorbatchev. Nous pensions qu'il fallait décharger ce démagogue de la responsabilité de Secrétaire général et l'exclure de la direction du pays.* » (6) Notons que dès les 22 et 23 août 1991 tous les comités de région et de ville du PCUS en Ukraine annoncèrent dans leurs publications que leur appareil n'entretenait aucune relation avec l'action du Comité d'Etat et que les communistes devaient juger ce dernier comme un complot aventuriste « *contre le processus constitutionnel de développement de la démocratie* ». En grande hâte on détruisit toutes les instructions expédiées par le Comité d'Etat aux comités de région et de ville du PCUS pour « *soutenir et renforcer l'état d'exception* ». Des lettres confidentielles avec la demande « de sauver et protéger les travailleurs des comités régionaux et urbains du PCUS de l'arbitraire des "démocrates" » circulèrent au nom de Gorbatchev.

Lors d'une rencontre avec les électeurs et plus précisément avec les militants du KPU et les vétérans du PCUS, le 11 juillet à Dniepropétrovsk, P. Simonenko a annoncé que s'il le voulait, il pourrait devenir l'homme le plus riche d'Ukraine. Il en résulte logiquement que pour le leader du KPU la campagne présidentielle peut s'avérer un moyen d'enrichissement personnel : ou bien P. Simonenko prend le pouvoir en Ukraine pour faire fructifier son propre capital, ou bien L. Koutchma rémunère le "leader d'envergure nationale" pour son abandon du rôle de "sauveur du peuple".

Deux affichettes de campagne de P. Simonenko. En haut il *« est le gouvernement fort, le pouvoir juste »*, et en bas il annonce : *« en 3 ans on a construit le parti, en 5 ans nous ferons renaître le pays »*.

Toute la propagande électorale du KPU possède le cactère d'un ultimatum bureaucratique mou : « *Si moi, le citoyen Simonenko, deviens président d'Ukraine, je vous permettrai de toucher la portion de salaire et de bénéficier de la portion de droits civils qui vous sont reconnus à vous, les électeurs, selon les lois bourgeoises* ». Le prolétariat, comme force ouvrière vivante, n'est plus qu'un objet de manipulation et d'exploitation.

A la mi-juillet, dans toute l'Ukraine, a eu lieu une augmentation radicale et généralisée du prix de toutes les variétés d'essence et de diesel. Les prix ont grimpé de 250-300 %. Conséquence de cette hausse de l'essence, on a assisté à celle de toutes sortes de produits de première nécessité et des produits alimentaires et donc à une plus grande dépréciation du salaire moyen. Aucun média national n'a jusqu'à présent été en mesure de fournir une réponse cohérente et d'expliquer la vraie raison de la hausse de l'essence. Dans l'esprit des gens a eu le temps de se conforter l'idée que « l'affaire est manipulée par la maffia de l'intérieur » et qu'il ne s'agit pas de facteurs défavorables extérieurs. Ce pompage complémentaire « *dans la poche du citoyen* » de moyens pour la campagne électorale, le président et le Soviet suprême en portent la responsabilité partagée. ■

1. Par exemple, le comité régional de Dniépropétrovsk, l'une des structures les plus solide du KPU, siège dans le bâtiment du Centre de calculs du ministère de l'Intérieur (MVD d'Ukraine), 1 rue Tchéliouskine, appt. 415, à Dniépropétrovsk. C'est bien de ce service et de ses "consultants" que partent l'idéologie et la propagande du "patriotisme d'Etat".

2. M. Rechetniak, « *Les hommes de culture derrière Simonenko, pour un nouveau régime* », *Pravda pridnieprovia* (Vérité du Dniepr) (organe du comité régional du KPU), n° 10, juin 1999.

3. P.N. Simonenko, premier secrétaire du CC du KPU, *Pravda pridnieprovia* , op. cit.

4. E. Konovalov, « *Le tsar Famine — une calamité nationale* », *Pravda pridnieprovia*, op. cit.

5. Le 19 août 1991 les chars ont investi les rues de Moscou et d'autres grandes villes de l'URSS et un Comité d'Etat pour l'état d'urgence, formé de responsables des ministères de l'Intérieur, de l'Armée et du KGB, avec à sa tête le vice-président Guennadi Ianaiev, avait annoncé la destitution de Mikhail Gorbatchev de la présidence de l'URSS. Devant la résistance populaire, dont Boris Yeltsine (alors président de la République fédérative de Russie subordonnée à l'Etat soviétique) à Moscou et Anatoly Sobchak (maire) à Leningrad ont pris la tête, et les hésitations de l'armée, le coup d'Etat (rappelant à ses premières heures par certains aspect la déposition de Khrouchtechev en 1964) fit long feu. Boris Yeltsine, auréolé d'une nouvelle légitimité, s'en est servi pour dissoude le PCUS et asseoir son pouvoir en Russie, alors que la déclaration de l'indépendance de la majorité des républiques soviétiques vidait le pouvoir de Gorbatchev en URSS de son contenu. Début septembre 1991 le congrès extraordinaire des députés adoptait un document imposé à Gorbatchev par les dirigeants des dix républiques soviétiques (Russie, Ukraine, Bielorussie, Kazakhstan, Ouzbekistan, Kirghizie, Tadjikistan, Turkménie, Arménie et Azerbaïdjan) transformant l'URSS en une "Communauté d'Etats Indépendants"(CEI).

6. Interview du candidat à la présidence de l'Ukraine, P.N. Simonenko, publiée sous le titre « *Notre leader n°1 : notre gloire et notre fierté* » par *Novaia volna* (Nouvelle vague), « *journal patriote de la jeunesse* », organe du CC des LKSMU (organisation de jeunes du KPU), n°4, juillet 1999.

IVe Internationale

Le camp international de jeunesse

Fin juillet, à Brioude, en France, ce fut la nouvelle députée européenne Roseline Vachetta (LCR) qui accueillit les 500 jeunes révolutionnaires au 16e camp international des jeunes en solidarité avec la Quatrième Internationale.

Soulignant la percée historique que représentait l'élection de cinq députés LO-LCR au Parlement européen, elle dit que leur travail n'aura d'impact que s'il est accompagné par de fortes mobilisations sur le terrain. Les suggestions n'ont pas manqué pendant le camp. Les principaux forums ont traité de l'intégration européenne, de l'antiracisme et de l'antifascisme, de la culture, des femmes et de l'internationalisme. Débutant par un aperçu général sur l'actuelle construction européenne, les participants ont beaucoup discuté de certaines de ses répercussions négatives sur la jeunesse : les étudiants et les lycéens dont les systèmes de formation sont de plus en plus organisés autour des priorités néolibérales, les jeunes sur le marché du travail cantonnés dans le travail précaire ou à temps partiel ou encore devenant chômeurs de longue durée.

Stéphanie Chauvin, du Bureau politique de la LCR, a souligné comment les femmes sont particulièrement concernées par la précarisation du marché de travail. Les jeunes femmes des différents pays n'ont pas seulement discuté de leur situation, mais comment organiser des résistances.

Un autre forum devait souligner le danger représenté par la montée de l'extrême-droite, aussi bien son influence sur la droite traditionnelle que la croissance alarmante des bandes néofascistes en Allemagne.

La résistance à la globalisation fut traitée d'un point de vue inhabituel par José Ramon Castaños — dit "Troglo" — invité de l'organisation Zutik du Pays Basque, qui a parlé de la culture de résistance du peuple basque opprimé. Il a donné une image éclatante de la vie d'un peuple luttant pour le droit à exprimer son identité nationale en soulignant le rôle des jeunes dans leur affirmation militante d'identité et en proposant des arguments convaincants en défense du droit des opprimés à résister dans les formes qu'ils considèrent les plus appropriées : contre-culture, désobéissance civile, etc.

Au cours des mois précédant le camp, la plupart des présents avaient participé activement à l'opposition contre la guerre de l'OTAN au Kosovo, contre la politique d'épuration ethnique pratiquée par Milosevic, et pour le droit des Kosovars à décider de leur sort. Catherine Samary, dirigeante de la Quatrième Internationale et une des spécialistes les plus reconnues de la gauche sur l'ex-Yougoslavie, a analysé magistralement les complexités de la situation aux Balkans et esquissé comment rétablir la paix et établir des liens avec les forces progressistes.

Marc (18 ans) du Luxembourg, dont c'était le premier camp, a accueilli avec enthousiasme non seulement de pouvoir discuter des thèmes du matin dans les commission de l'après-midi, mais particulièrement les deux meetings du soir, l'un sur Rosa Luxembourg et l'autre sur les luttes de femmes dans le monde. Un témoignage émouvant sur la lutte des femmes et des mères algériennes des «disparus» l'a particulièrement touché. Violette (17 ans), de France, a apprécié les activités politiques, mais surtout les discussions internationales informelles autour d'un verre de bière. C'était le troisième camp pour Tobias, de Suisse. Il connaissant déjà beaucoup des thèmes discutés. Pour lui, "l'aspect le plus intéressant est de rencontrer tellement de nouvelles personnes de pays différents". Ce point de vue était partagé par Adrien (20 ans), de France, qui trouvait les réunions entre les délégations particulièrement intéressantes. Hugo, du Portugal, a apprécié la façon dont la journée était organisée ce qui a permis les réunions formelles et informelles, et du temps libre. Les gens pouvaient alors se retrouver dans le "village international" (autour des stands des différentes délégations qui proposaient de la littérature, des T-shirts, des affiches), à l'espace vidéo, ou tout simplement dans le bar ou à la disco.

Ce 16e camp de jeunes en solidarité avec la Quatrième Internationale continuait avec notre tradition bien établie de mettre le combat contre le sexisme et l'homophobie au centre de nos préoccupations. L'espace femmes non mixte permettait aux jeunes femmes de discuter entre elles et de préparer les activités encourageant le camp entier à réfléchir sur ces thèmes. Après un forum du matin consacré à la discussion de la libération des femmes, elles manifestèrent leur enthousiasme avec une série de sketches illustrant l'oppression des femmes et une fête femmes non mixte.

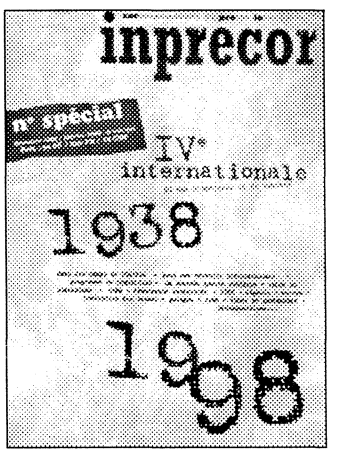
Les camarades de l'espace lesbigay dépensèrent beaucoup d'énergie pour expliquer à l'ensemble des participants l'importance de la libération sexuelle pour tout le monde, quelle que soit son orientation personnelle. Comme toujours, la fête par eux organisée fut un point fort des activités sociales du camp.

Les jeunes Européens, impliqués dans des luttes les concernant directement, sont aussi internationalistes. En témoignent l'invitation du représentant européen du PRD indonésien (Parti démocratique du peuple), Robbie Hortona, l'accueil enthousiaste réservé au message du Front Zapatiste mexicain, lu au meeting d'ouverture par Flavia d'Angeli, dirigeante des Giovani Comunisti d'Italie et l'émotion suscitée par le discours de la représentante des femmes et mères des disparus algériens.

Clôturant le camp au nom de la direction de l'Internationale, Penny Duggan, responsable pour le travail avec les organisations de jeunesse, a souligné l'importance de le renouveler en recrutant des camarades jeunes capables d'aider à la compréhension des problèmes d'aujourd'hui et à l'élaboration de solutions pour demain. L'année prochaine le camp se tiendra au Portugal. A ne pas manquer !

[P. D.]

Encore disponibles



Le numéro spécial de 68 pages d'*Inprecor*, qui retrace les analyses et les combats de la IVe Internationale depuis sa fondation en 1938 est encore disponible. Riche iconographie, choix de textes qui ne sont plus disponibles...

Vous pouvez le commander au prix de seulement 60 francs l'exemplaire.

Tous les numéros parus en 1998 (y compris le numéro spécial présenté ci-contre), les dossiers épuisés sur l'année 1968, un index thématique... la collection reliée d'*Inprecor* 1998 au prix de seulement 120,00 francs, franco de port.

Les commandes seront honorées dans la limite du stock disponible.

Bon de commande

• Inprecor relié 1998 (un exemplire)	120 FF ❑
• Inprecor relié 1998 (trois exemplaires)	320 FF ❑
• Inprecor relié 1998 (cinq exemplaires)	480 FF ❑
• Inprecor n° 430-431 (un exemplaire)	60 FF ❑
• Inprecor n° 430-431 (trois exemplaire)	172 FF ❑
• Inprecor n° 430-431 (cinq exemplaire)	270 FF ❑
• Inprecor n° 430-431 (dix exemplaire)	480 FF ❑
• un exe mplaire d'Inprecor ancien n°.....	35 FF ❑

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....Pays : .....

Tél./Fax/E-mail : .....

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

• Pour tout renseignement, téléphonez au 33/0 1 42 38 61 10

Ve Conférence nationale de Démocratie socialiste

DOCUMENT
Em Tempo *

Plus de 120 camarades ont assisté à la Ve Conférence nationale de la Tendance Démocratie socialiste (DS) du Parti des travailleurs (PT), qui a eu lieu début juin à Cajamar. 80 camarades étaient présents en tant que délégués élus dans leurs États respectifs en représentant environ 800 militant(e)s socialistes actifs dans le PT et la DS et payant des cotisations régulières. C'est un nombre très significatif auquel il faut ajouter un ensemble assez large d'activistes du parti et d'organisations sociales avec lesquels la DS a des activités communes et que nous devons nous efforcer d'intégrer organiquement à la tendance. Bref, la conférence de Cajamar a été la plus importante réalisée au long de deux décennies.

L'ordre du jour incluait une analyse sur la conjoncture et une discussion sur les tâches politiques du parti, la construction du PT et les tâches de la DS. Il y a eu également un débat spécifique sur le bilan de l'activité du PT au niveau des gouvernements des États et des communes avec un accent particulier sur le Rio Grande Do Sul et l'expérience de Porto Alegre. La conférence a voté une motion condamnant l'emprisonnement de militants du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) et les violences dont ils ont été victimes.

A la tribune, parole à Raul Pont, maire de Porto Alegre

Le contexte de la conférence

La conjoncture où la conférence s'est déroulée a des traits très spécifiques. Nous vivons à l'heure de l'hégémonie néolibérale à l'échelle mondiale, dont, toutefois, la faillite historique est de plus en plus évidente et provoque des réactions croissantes. A la suite de la crise du mois de janvier dernier, le gouvernement fédéral a accentué la subordination du Brésil à l'impérialisme. Une telle attitude a eu comme conséquence une opposition plus large à sa politique économique et au président Cardoso. Mais, pour l'instant, il n'y a pas eu un mouvement politique d'opposition correspondant à la gravité de ce que le gouvernement est en train de faire.

Dans une telle situation un courant comme la DS, participant à la construction du PT, a de très grandes responsabilités. Il doit s'engager à fond dans l'élaboration d'une politique visant à mettre en échec le projet néolibéral et à le remplacer par un autre projet, démocratique-populaire. Une telle tâche doit être accomplie dans le contexte particulier où la gauche se trouve à l'étape actuelle. Depuis plusieurs années l'idée a été avancée de la formation d'un "camp du centre-gauche" conçu comme stratégie pour arriver à participer au gouvernement central. Ce "phénomène" a touché de larges secteurs de la gauche en Amérique latine et dans le monde alors qu'au Brésil il s'est manifesté avec un certain retard.

Pour atteindre un tel but on réécrit le programme à la baisse, on éloigne la perspective socialiste, on cache le drapeau et on s'efforce de faire accepter par le parti et par les mouvements sociaux les exigences du "centre". Le résultat d'une telle approche a été un processus de désarmement programmatique et de confusion politique. Dans le cas brésilien, une telle conception s'est avérée non viable : non seulement à cause de la résistance de secteurs très importants du PT, mais aussi du fait que le soi-disant centre appartient en réalité au camp néolibéral. L'expérience est en train de démontrer que la gauche devient plus forte, y compris au niveau institutionnel, lorsqu'elle réussit à regrouper un ensemble de forces sociales et politiques alternatif et opposé au camp constitué par la droite et le centre. Voilà l'une des principales leçons qu'il faut tirer de l'expérience que la gauche du PT, dont la DS, a développé avec succès au Rio Grande do Sul et à Porto Alegre.

Le PT face aux échéances

La conférence a largement débattu sur ces thèmes sans adopter pour l'instant une résolution spécifique. C'est en fait l'un des nœuds stratégiques pour le parti qui doit faire face à un double défi : exploiter les possibilités de progresser vers la construction d'un projet alternatif au néolibéralisme et, en même temps, contrecarrer les grandes

* La rédaction de *Em Tempo*, périodique de la tendance Démocratie socialiste du PT brésilien, a consacré un article à la Ve conférence nationale de la tendance (n° 307 de juillet 1999), que nous reproduisons ci-contre.

DS a 20 ANS

Nous reproduisons la présentation de DS publiée par son périodique *Em Tempo* à l'occasion de sa conférence.

L'actuelle Tendance Démocratie Socialiste est issue d'une histoire commencée il y a vingt ans. En 1979, représentants des groupes de la gauche révolutionnaire agissant à l'échelle des régions, nous avons décidé de constituer une organisation nationale qui s'est donnée pour nom Organisation révolutionnaire marxiste Démocratie Socialiste. En ce temps le Parti des Travailleurs n'existait encore que comme projet, mais il allait être fondé en 1980.

Ce qui avait permis alors l'unification puis les intégrations successives d'autres groupes au sein de la DS, ce furent quelques traits d'identité que nous continuons à affirmer, et en particulier :

— L'engagement au sein du PT. Dès le début nous avons conçu la construction du PT comme le chemin de la construction d'un parti révolutionnaire au Brésil, en partant de l'affirmation de l'indépendance de classe des travailleurs. Nous ne l'avions jamais envisagé comme un processus spontané et dépourvu de forts désaccords conceptuels : au contraire il nécessitait un travail organisé des marxistes révolutionnaires au sein du parti, pour lutter, aux côtés d'autres, pour une orientation socialiste. Cela nous a différencié d'autres courants de la gauche révolutionnaire qui prétendaient construire le parti révolutionnaire en se construisant eux-mêmes. Pour cela, grâce à notre initiative, le droit de tendance a été reconnu à l'intérieur du PT, il a été naturel pour nous de transformer la DS en tendance interne du parti, en 1987 ;

— Une critique des stratégies réformistes, dans leurs versions stalinienne, social-démocrate ou nationaliste et du "marxisme" des manuels d'Union soviétique. Nous prônons un marxisme révolutionnaire ouvert, se référant aux conceptions et aux débats de la IV[e] Internationale fondée par Trotsky (et particulièrement à sa trajectoire sous la direction d'Ernest Mandel) en dialogue avec d'autres traditions et expériences, comme l'héritage de Rosa Luxemburg, de Gramsci, l'œuvre de Che Guevara et de la révolution cubaine, les acquis des communautés ecclésiastiques de base et de la théologie de la libération, les combats des écologistes, la lutte du mouvement des Noirs, les nouvelles dimensions introduites par les mouvements féministes et ceux des gays et lesbiennes ;

— La centralité de la démocratie. Le nom même de "Démocratie socialiste" est une référence explicite à la critique des visions répandues au sein de la gauche il y a vingt ans d'un projet socialiste autoritaire et bureaucratique ; et aussi à une critique des visions, qui se maintiennent jusqu'à aujourd'hui et dont l'influence s'est même accrue, tendant à réduire le projet de la gauche aux marches de la démocratie libérale-bourgeoise. Sur le terrain programmatique nous avons développé une compréhension du potentiel politique des aspirations démocratiques, qui, partant des problèmes les plus criants de la population, remettent en cause l'ordre établi et pointent la lutte pour le socialisme.

pressions à l'adaptation du parti à l'ordre établi.

Soulignons certains points qui ont été abordés au cours du débat.

● Nous nous trouvons face à un processus qui pourrait déboucher sur des expériences significatives de construction de pouvoir populaire et de démocratie directe. Une telle possibilité se concrétise surtout dans l'expérience de Porto Alegre, renforcée désormais, à une échelle plus large, par la conquête du gouvernement de l'État de Rio Grande do Sul. En même temps, il faut relever les énormes défis provenant de la résistance des élites, des restrictions légales et financières existant à tous les niveaux, des dangers d'une séparation entre avancées institutionnelles et avancées sociales de la gauche.

● Des secteurs de la gauche, non seulement au Brésil, ont une autre approche face aux gouvernements locaux ou régionaux. Ils considèrent une participation à de tels gouvernements comme une légitimation à participer au gouvernement national sans de grandes ruptures, en d'autres termes, comme une occasion de donner des gages à la bourgeoisie en lui prouvant qu'il est possible de gouverner avec la gauche.

● Quelle capacité avons nous pour renverser, à partir des gouvernements conquis, les processus destructeurs déjà réalisés par les néolibéraux à divers niveaux ? De quelle façon cela influe-t-il sur notre capacité d'élaborer un programme alternatif au néolibéralisme ?

● Il n'y a pas de "modèle pétiste de gestion". Les expériences réalisées depuis 1988 à Porto Alegre sont très différentes de celles, par exemple, de certaines municipalités de Sao Paulo et il n'est pas possible d'en faire un bilan unique.

● Dans de nombreuses situations, il est difficile de réaliser les projets dans la mesure où les gouvernements locaux ne reçoivent pas l'oxygène suffisant en provenance du parti, des luttes et des débats dans la société et on aboutit donc à des changements qui se limitent à la bureaucratie étatique.

● En partant de l'expérience de Rio Grande do Sul on peut expliquer quel doit être l'élément qui différencie le PT dans sa participation à des gouvernements régionaux : c'est sa capacité de faire valoir sa propre approche des questions démocratiques et de stimuler des transformations transitoires dans la société, c'est-à-dire d'aller au delà des limites de l'ordre bourgeois existant.

● Dans de nombreux gouvernements et dans des campagnes électorales pétistes on tente de faire passer l'idée que notre différence serait celle de "l'éthique" combinée avec "l'efficacité". Cela n'est absolument pas suffisant. Un gouvernement du PT se doit de prendre les initiatives pour devenir le point d'appui en vue de changer les rapports de forces sociaux (à l'échelle municipale, étatique) en faveur d'un programme antagoniste au programme néolibéral. C'est le sens de la participation populaire promue par le budget participatif et les autres instances à Porto Alegre.

● La conception d'une démocratie de participation populaire doit stimuler l'action directe des citoyens, une critique et une méfiance à l'égard de la démocratie représentative, nourrir une culture qui amène les personnes à ne pas déléguer le pouvoir, et, lorsqu'une délégation est inévitable, à ne pas renoncer à leur souveraineté (par exemple, en ayant recours à la révocation des mandats si les élus ne respectent pas les principes). Cela implique qu'il faut changer la conception actuelle de la direction du PT qui est trop complaisante envers la démocratie représentative. Notre but ce n'est pas tellement d'augmenter le nombre des députés, sénateurs, préfets, gouverneurs etc., mais de changer les normes de comportement politique du peuple.

● S'il est au gouvernement, le PT se trouve sous le bombardement de la bourgeoisie (de ses lobbies et de ses médias) pour qu'il n'aille pas du delà des limites acceptables de la part du capital. Tout gouvernement tremble de peur lorsqu'il doit discuter des subsides aux entreprises (qui promettent en échange des investissements et des emplois). La seul façon de sortir gagnant de telles épreuves est d'encourager la participation des masses sur la scène politique.

Nous considérons que le pays est en train de changer de période politique.

L'élection de Fernando Henrique Cardoso (FHC) à la présidence en 1994 survenait à la suite de reculs des travailleurs et de la gauche, réduite à la défensive. Avec un appui unanime des classes dominantes, FHC pouvait procéder à la dilapidation des biens de l'État et à la mise en cause des conquêtes sociales et des services publics. Qui plus est, il le faisait avec un relatif appui populaire, que lui conférait la stabilisation (provisoire) obtenue par le plan réal et l'absence d'alternative de gauche.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation différente. Il n'y a plus de consensus au sein du camp dominant; l'économie est en récession et à la merci des crises internationales ; il y a un renforcement de la gauche et une reprise des mobilisations sociales. La conjoncture politique actuelle est marquée par la combinaison de la faillite du modèle économique imposé par le plan réal et par la perte de légitimité de FHC. S'ouvre

ainsi une période de crise latente, dont le rythme dépendra de la lutte politique. la question clé dans cette nouvelle situation est la construction d'une issue qui exprime les intérêts des travailleurs face au désespoir représenté par le néolibéralisme.

Comme tâche politique immédiate la conférence a indiqué la nécessité que le PT, la CUT (Confédération unique des travailleurs), la CMP (Centrale du mouvement populaire) et tout le camp démocratique-populaire s'engagent dans une campagne politique pour mettre fin au gouvernement de Cardoso et le remplacer par un gouvernement démocratique-populaire.

Dans des situations de crise nationale le projet hégémonique s'effrite. C'est une occasion favorable pour avancer une alternative de gauche. Un aspect essentiel de notre activité à l'heure actuelle est donc de développer une alternative programmatique face à la crise brésilienne. L'histoire même du PT nous fournit des éléments de cette alternative que nous pouvons revendiquer :

- les grandes réformes distributives qui furent présentes dans nos programmes de 1989 et de 1994 ;
- la démocratisation radicale et le participation populaire directe, à partir de l'expérience de Rio Grande do Sul ;
- la défense de la souveraineté nationale et de la solidarité internationale ;
- la redéfinition des choix économiques du pays à partir de ces grandes orientations ;
- la construction de l'hégémonie des travailleurs et de la majorité populaire comme fondement pour un nouveau gouvernement, de gauche, à l'échelle nationale.

La crise brésilienne

En tant que dépositaire de la grande majorité des voix d'opposition et que parti avec la plus grande influence dans les mouvements sociaux incluant dans ses rangs les secteurs les plus avancés de la gauche brésilienne, le PT a une grande responsabilité pour jeter les bases d'une alternative de gauche à la crise. En dehors du PT, il n'y a aucune possibilité de développement d'une telle alternative . Mais pour être en condition d'accomplir cette tâche stratégique le PT doit surmonter de sérieux problèmes de direction et de construction :

- l'électoralisme qui amène à penser que le "calendrier" de la crise coïncide avec le calendrier électoral, ce qui comporte une sous-estimation politique de la crise ;
- la régression programmatique, qui empêche de construire une alternative plus claire face au néolibéralisme et réduit la confiance de notre base sociale dans un projet indépendant face à la bourgeoisie;
- l'absence d'un fonctionnement organique du parti, une verticalisation poussée à l'extrême et des pratiques souvent dégénérées visant à contrôler les instances de décision. L'idée d'un parti "ouvert" à la société que la majorité actuelle s'efforce d'imposer, débouche sur une perte du potentiel de militantisme, qui est pourtant essentiel dans une phase de crise, et sur un modèle partidaire dilué et démobilisateur.

Il est important de comprendre que la crise est un processus politique, concentré dans le temps, de changement du rapport de forces dans la société. Cela exerce une pression sur le PT lui-même, sur son mode de construction, assez perméable aux mouvements sociaux. Ainsi, la crise du pays est l'un des éléments qui pèsent sur la dynamique actuelle du PT. Nous n'estimons pas qu'elle puisse résoudre par elle-même le problème de la construction et de la direction du parti. C'est une tâche dont l'accomplissement dépend d'une lutte consciente et organisée dans le cadre du parti. Il n'y a là aucun automatisme. ■

Le Budget participatif et les mouvements sociaux

par
Chico Vicente *

Assemblée populaire à Santo Cristo

D'une manière générale on peut parler de trois grands espaces qui ont déterminé l'histoire et les voies de l'humanité au cours du temps : la société, l'État et le marché. La société est le seul domaine matériel, constitué par des êtres humains qui vivent, pensent, sentent et font les événements. Les deux autres, l'État et le marché, sont immatériels et cheminent rapidement vers l'état virtuel. L'État et le marché, créations humaines, devraient être au service des personnes concrètes qui composent la société. Néanmoins, sous l'hégémonie de l'idéologie capitaliste, radicalisée par la vision néolibérale, c'est le contraire qui se produit : le peuple, et plus particulièrement la classe ouvrière, est massacré et exclu par les forces d'exploitation du marché ou par les forces répressives de l'État.

Durant ces dernières décades, sous la gestion néolibérale, des millions de milliards de dollars ont déjà été transférés de l'État ou de la société vers les coffres des monopoles et oligopoles privés, supports du marché capitaliste. Les gouvernements le réalisent par les exonération accordées au grand capital, la libération des flux financiers, la réduction des droits sociaux et du travail, la privatisation des entreprises publiques, la réduction des budgets pour les politiques publiques et sociales.

Cet argent, tiré des budgets publics, manque pour l'éducation, pour la santé, pour l'habitation, pour la sécurité publique, pour la préservation de l'environnement et pour la création d'emplois, source du travail et du revenu des travailleurs.

C'est pour cela, que nous devons nous tourner vers des alternatives qui élèvent le niveau de conscience populaire tout en permettant la redistribution des revenus et la lutte contre la corruption. Le Budget participatif (1), mis en œuvre initialement dans la ville de Porto Alegre, au Sud du Brésil, lorsque le Parti des travailleurs a remporté

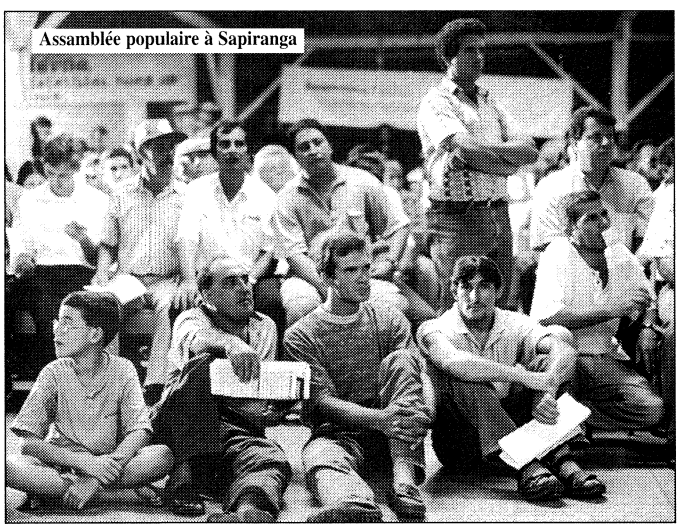
* Chico Vicente, militant de la Tendance Démocratie socialiste, préside la Centrale unique des travailleurs de l'État du Rio Grande du Sud (CUT/RS) et dirige le syndicat Sindimetro. Nous publions ci-dessus sa communication à la réunion d'ATTAC International en juin 1999 à Paris.

1. Pour une présentation détaillée du Budget participatif, cf. *Inprecor* n° 434 d'avril 1999.

la municipalité pour la première fois, est une tentative de réaliser une telle alternative. Cette expérience a été reprise par d'autres municipalités du pays. Depuis l'élection de Olivio Dutra et Miguel Rossetto à la tête de l'État du Rio Grande du Sud, elle prend une nouvelle dimension (2).

Au cours des premiers six mois de l'année plus de 700 assemblées populaires se sont tenues dans les 467 municipalités de l'État du Rio Grande do Sul, avec la participation directe de plus de 200 000 personnes. Ces assemblées ont élu 8 000 délégués qui devront suivre et contrôler tout le processus d'investissements de l'année prochaine. Il s'agit de l'utilisation de centaines de millions de dollars.

La bourgeoisie locale, attentive et préoccupée, veut empêcher la poursuite de ce processus de démocratisation radicale de l'État et tente de voter une loi pour encadrer le Budget participatif. Il faut souligner que le Budget participatif, s'il s'appuie sur la participation du gouvernement, est politiquement autonome.

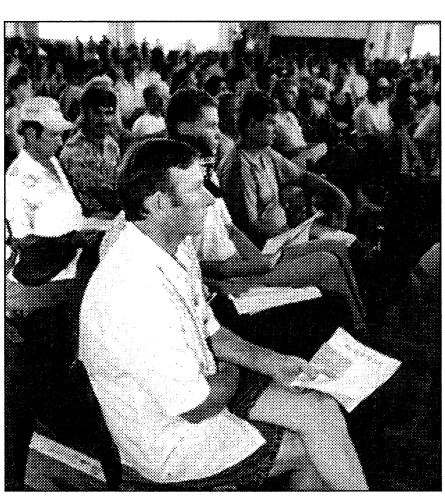

Assamblée populaire à Sapiranga

Les mouvements sociaux locaux, et particulièrement la CUT/RS sont des acteurs actifs de ce processus. Ils défendent une autonomie encore plus grande. En juin, lorsqu'une mesure judiciaire (heureusement annulée après quelques jours) interdit au gouvernement de soutenir les assemblées populaires, les mouvements sociaux et le peuple étaient prêts à assurer politiquement, matériellement et organisationnellement, la continuité du Budget participatif dans tout le Rio Grande do Sul.

Le Budget participatif doit rester autonome par rapport à l'État et aux gouvernements. Il ne peut pas être entravé par une loi, surtout dans un pays qui compte trop de lois qui ne sont pas exécutées par ceux qui ont l'obligation constitutionnelle de le faire. Il suffit de voir les violations de la constitution, des droits constitutionnels et les abus contre le peuple des pouvoirs exécutif et législatif, malgré de rares et honorables exceptions. Il suffit de voir les violences du Tribunal supérieur du travail contre la classe ouvrière brésilienne, en violation de la loi (3).

Au travers de la définition des choix et du contrôle des ressources publiques, le Budget participatif veut que la participation populaire fasse que la société pénètre l'Etat. Il est évident que le budget participatif signifie la fin du pouvoir des élites corrompues qui ont toujours utilisé les ressources publiques pour s'assurer une clientèle. Le pouvoir se déplace vers le bas, se dissout dans les couches les plus pauvres, les plus exploitées et opprimées, qui maintenant, par cette méthode démocratique et révolutionnaire, peuvent utiliser les ressources publiques.

Les mouvements sociaux et populaires (et en particulier la CUT/RS) feront tous leurs efforts pour garantir l'expérience du Budget participatif et pour aller au-delà. Ils lutteront pour que la société imprègne l'État, c'est-à-dire, pour que les unités productrices au Brésil et dans le monde, accomplissent aussi leur fonction sociale, pour qu'elles soient aussi démocratiques et transparentes, dans l'accomplissement des accords et les conventions collectives, par la présence du syndicat en leur sein. Ainsi, nous marcherons pour corriger l'horrible déformation mentionnée précédemment et, certainement, l'humanité et l'histoire pourront jouir de plus de démocratie, de plus de justice, de plus solidarité. Cette lutte prétend modifier le rapport de forces entre les trois espaces de forces historiques (la société, l'État et le marché), pour construire un monde plus digne sans faim, sans misère et sans exclusion. ■



2. Olivio Dutra a été élu gouverneur et Miguel Rossetto vice-gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul lors des élections du 25 octobre 1998. Le Front Populaire (une alliance électorale autour du Parti des travailleurs) l'a emporté au second tour avec 50,78 % des voix. Cf. *Inprecor* n° 432 de février 1999.

3. Le Tribunal supérieur du travail (TST) s'attaque couramment aux droits constitués, se prononce contre la Constitution et est totalement soumis au capital. Une commission d'enquête parlementaire, mise en place par la chambre des députés, a mis à jour la corruption du pouvoir judiciaire brésilien et l'enrichissement illicite des juges, spécialement ceux du Tribunal régional du travail de Sao Paulo.

par
Emilio Cafassi *

Le show médiatique dénommé réunion du Conseil de l'Internationale socialiste (IS), tenu à Buenos Aires les 25, 26 et 27 juin, s'est achevé après trois jours de débats peu intenses, étant donné la quantité de rencontres diplomatiques et de plaisirs mondains auxquels participa une bonne part des délégués. Le document final, pompeusement intitulé Consensus de Buenos Aires, ne contient que des indications générales concernant quelques maigres velléités de redistribution et de contention politique du marché. C'est une déclaration sur la dette extérieure des pays pauvres, l'élargissement du fossé entre riches et pauvres et la nécessité d'en finir avec les « *inégalités tragiques qui frappent le monde aujourd'hui* », signée par les participants venus de plus de 130 pays. Elle propose par exemple de remodeler les institutions financières internationales « *pour qu'elles répondent aux nouveaux défis* ». Mais elle le fait d'une manière pour le moins étonnante, en exhortant à profiter de la mondialisation pour « *éliminer une fois pour toutes le chômage, la faim et l'indigence* », comme si, entre ladite mondialisation et les « *inégalités tragiques* », il n'y avait pas d'articulations.

La véritable polémique a eu lieu à l'extérieur, dans les médias. Selon la formule ironique du délégué du Parti du travail brésilien, Leonel Brizola, le document final est « *si général qu'il peut servir tant au pied droit qu'au pied gauche* » (1). La nature de ce conclave (qui est de fait, après le Congrès mondial, qui a lieu tous les trois ans, l'instance décisionnelle et organisatrice la plus importante de l'IS) et en particulier ses conclusions ne sont pas passées inaperçues ni des médias ni encore moins de la droite argentine.

Un éditorial de l'aristocratique quotidien *La Nacion* salue le débat, ses conclusions et la présence d'illustres dirigeants : « *Des personnalités comme le Premier ministre italien Massimo D'Alema, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez, l'ancien Premier ministre français Pierre Mauroy et les candidats à la présidence uruguayen, Tabaré Vazquez, et chilien, Ricardo Lagos ont, individuellement et en termes politiques, un poids indépendant de leur adhésion idéologique, mais il faut reconnaître que leur action a en grande partie acquis un relief particulier grâce aux grandes lignes de*

* Professeur d'économie. Militant marxiste qui a fait partie de la direction du groupe *Praxis*.

1. *Clarin*, 27 juin 1999.

L'Internationale socialiste débarque en Amérique latine

pensée au service desquelles ils se sont placés. Il est juste, également, de convenir qu'ils représentent (aux côtés d'autres personnalités qui se sont également rendues en Argentine, comme les Premiers ministres suédois, albanais et grec et les quelques 300 délégués) un effort soutenu et clair d'adapter les finalités classiques du socialisme aux nécessités protéiformes du monde actuel, où les impératifs de pluralisme et de respect des valeurs humaines sont étroitement liés à d'intenses demandes d'accéder davantage et plus harmonieusement aux biens matériels de la vie. (...) Ensemble et comme agents organiques du socialisme, ils ont tous contribué à le libérer de ses sectarismes et du poids de solidarités qui tendaient, presque inévitablement, à lui conférer des aspects conflictuels. Ils ont expurgé leurs postulats des dogmatismes et des aspirations messianiques et ont su faire confluer leur importante influence intellectuelle dans les grandes voies de la démocratie choisie par l'humanité comme vecteur de ses demandes politiques. Cette tâche a été réalisée et aujourd'hui le socialisme peut présenter en Occident l'acquisition de convictions définitives qui, dans une certaine mesure, modifient le cours de son histoire. Les prises de positions entendues ici à l'occasion de cette rencontre internationale rendent compte d'une réceptivité idéologique sûrement incompatible avec toute tentation de retour en arrière obscurantiste. Ainsi épuré et consolidé, le socialisme n'est plus «un fantôme qui parcourt le monde» mais une somme de propositions salutaires et ouvertes au débat. » (2)

La social-démocratie locale, qui a très récemment rejoint l'IS à l'initiative de l'ancien président Raul Alfonsin (et avec la résistance, déjà oubliée, du candidat à la présidence, Fernando de la Rua) ne s'arrêta pas sur son adhésion toute récente et s'enthousiasma de l'adoubement électoral apporté par les visiteurs. « *Maintenant qui pourra prétendre que nous ne sommes qu'une bande de pauvres fous isolés ?* » s'interrogea publiquement le secrétaire général du Parti radical argentin, membre de l'Alliance qui dispute la présidence au parti de Carlos Menem. « *Ces types gouvernent le monde.* » Le candidat à la vice-présidence, Carlos Chaco Alvarez, lance en écho : « *Quand nous serons au gouvernement nous nous téléphonerons entre amis.* » L'état du monde et encore moins la responsabilité qu'y ont « *ces types* » ne les préoccupent absolument pas. Le quotidien argentin *Pagina 12*, d'où proviennent ces citations, ironise : « *La révolution socialiste se sera concrétisée* » (3).

Seuls deux épisodes ont altéré la cordialité diplomatique de la rencontre. D'une part, les Mères de la place de Mai, qui ont prononcé une déclaration de rejet de « *tous ceux qui, comme vous, se vendent comme socialistes avant de gouverner et qui ensuite, une fois au gouvernement, s'appuient sur le capitalisme le plus sauvage (...) messieurs les politiciens, ne continuez pas à nous mentir en vous appelant socialistes. Le socialisme, heureusement, c'est autre chose* » (4). De l'autre, l'irruption inattendue de l'ancien secrétaire général du Parti socialiste argentin, Abel Lattendorff qui, évitant les contrôles de sécurité, réussit à interrompre le président Mauroy aux cris de « *Assassins, vous êtes des assassins. Vive la démocratie. Vive le socialisme. Brizola, réagissez !* » Mais seuls les vigiles réagirent, l'invitant à se retirer, comme il était à prévoir lors d'une rencontre si cordiale et si amicale (5).

Quelle démocratie ?

L'accent mis sur la démocratie par les leaders de cette Internationale dans leurs déclarations publiques se heurte immédiatement à leur difficulté de se séparer tant de sa conception libérale et monétaire que du clientélisme pacificateur si cher au populisme qu'ils pratiquent sans hésitation. Leur notion de la participation (populaire, citoyenne, etc.) se fonde exclusivement sur le monopole des oligarchies des partis. Elle utilise l'ensemble des dispositifs de manipulation qui influent sur la subjectivité collective, telles les techniques de séduction (surtout par l'image) qui installent dans l'imaginaire social des représentations illusoires de "la" démocratie, comme si celle-ci était la seule possible. La social-démocratie, au-delà de sa rhétorique politicienne, comme la demande d'un rôle accru de la politique face aux marchés (6), instaure une privatisation de l'espace politique public, car elle manque de politiques soutenant de manière institutionnelle les relations entre l'État, les partis et la société, quand elle ne les bloque pas directement, toujours au profit de ses propres dirigeants.

Comme le stalinisme, hormis dans des déclarations d'intention générale, la social-démocratie a toujours accordé une piètre attention à la sphère politico-institutionnelle et aux moyens de concevoir l'institutionnalisation des droits participatifs. Cela nous rappelle le réductionnisme maladroit qui considère la dimension politique comme un simple effet de la « *base* » économique.

Ainsi, Felipe Gonzalez, soutenu par la grande majorité des participants, a souligné « *l'importance de l'État pour offrir des opportunités à travers l'éducation* » (7). C'est-à-dire comme adoucissant partiel des conséquences néfastes de l'empire du marché. Quant à institutionnaliser les mécanismes politiques de prises de décision collectives, il n'en est pas question. Pour cela, Gonzalez et les siens sont là et décident au nom du peuple. Mais on ne doit pas non plus en déduire que l'État, voire la démocratie elle-même, pourraient jouer un rôle combatif vis-à-vis du marché. Au contraire, « *auparavant le socialisme était plus dur et étatiste, mais le socialisme démocratique a toujours accepté le marché, qui, de fait, va de pair avec la démocratie* ». Il a été encore plus explicite dans un entretien accordé à *Clarin* : « *La démocratie et le marché sont comme deux époux. Et je dois dire que la démocratie est très fidèle au marché, alors que celui-ci la trompe régulièrement.* » (8)

2. *La Nacion*, 28 juin 1999.
3. *Pagina 12*, 26 juin 1999.
4. *Clarin*, 26 juin 1999.
5. Ibid.
6. *Pagina 12*, 26 juin 1999.
7. *Clarin*, 26 juin 1999.
8. Ibid.

Comment qualifier les connotations éthiques, politiques et même psychanalytiques de cette métaphore qui compare les avancées du socialisme à une patiente épouse bafouée, consciente en silence de son malheur, et qui espère pouvoir récupérer pour elle seule son marché chéri.

Des socialistes guerriers

La majorité des Européens insistèrent sur le fait que la guerre lancée par l'OTAN contre la Yougoslavie marquerait un virage en matière de droit international et que l'ONU devrait modifier sa Charte pour permettre des « *interventions humanitaires* ». Ainsi Pierre Mauroy, président de l'IS : « *Il est certain que la guerre contre la Yougoslavie sera le signe d'un changement du droit. Il est temps qu'à l'équilibre de la terreur issu de la guerre froide, succède l'équilibre de la démocratie et de la liberté.* » Une fois encore, nous voici en présence de vrais démocrates. Mais il est allé plus loin : « *Ce nouvel équilibre est basé sur le droit à l'intervention humanitaire par-dessus la souveraineté.* » Maintenant, « *il revient à l'ONU de codifier et de faire respecter ce droit en faisant évoluer sa Charte* ». « *L'Europe ne pourra pas continuer à accepter que le régime de Slobodan Milosevic foule aux pieds les droits de l'Homme* » (8). Quant à D'Alema, il soutint que l'Union européenne devait intervenir en Yougoslavie « *après que la voie diplomatique ait été épuisée, parce qu'elle ne pouvait perdre sa crédibilité à l'orée du XXIe siècle et parce qu'on ne pouvait accepter le nettoyage ethnique des Albanais du Kosovo* ». (9)

Il est singulier de noter qu'aucune des déclarations ne mentionne le type d'alliance dont fait partie « *l'Europe* » pour cette « *défense des droits de l'Homme* ». Les États-Unis ne sont absolument jamais mentionnés. Les bombes et les missiles de l'OTAN contre la population civile et les infrastructures de communication, les routes, les sources d'énergie, et les lieux de production yougoslaves semblent s'intégrer harmonieusement à la lutte pour les droits de l'Homme. Alors que Clinton déplora certaines erreurs de tir, ils n'en firent même pas état.

Le seul fait d'envisager une alliance occidentale, pour des gens qui se définissent comme ayant réalisé leur aggiornamento, avec comme argument la libre détermination des peuples, affirme le rôle criminel du pouvoir militaire occidental. L'OTAN est un produit du militarisme de la guerre froide, archaïque donc (pour utiliser une expression qui plaît à ces modernisateurs). Elle a eu comme fonction essentielle de s'ériger en bouclier du capital occidental, c'est-à-dire du capital européen et américain. Les actions de l'OTAN ne visent pas à défendre les Kosovars mais à exercer des représailles contre un État mafieux et criminel qui l'a défiée, et à légitimer sa mission policière dans le monde.

Parmi les activités des délégués, surtout ceux ayant des fonctions exécutives, la visite au président Menem occupa une place de choix, vidant par moment la rencontre de ses participants. « *Le président se montra intéressé par la situation des Albanais du Kosovo. Il écouta la version albanaise des origines historiques du conflit entre Serbes et Albanais du Kosovo et réaffirma au Premier ministre albanais que le gouvernement argentin était prêt à envoyer des troupes au Kosovo pour garantir le processus de paix* » (10), décision qui l'apparentait déjà à un social-démocrate. C'est certainement ainsi que les choses ont été présentées par son ministre des Affaires étrangères, qui organisa des réunions avec chaque participant d'envergure (non point intellectuelle mais médiatique) pour souligner qu'en réalité le péronisme (et non le radicalisme argentin) était la véritable source du socialisme. « *Historiquement, le péronisme et tous ces partis sociaux-démocrates ont représenté dans le champ politique les secteurs des laissés-pour-compte de leurs sociétés respectives et ont maintenu des liens étroits avec le mouvement ouvrier et ses organisations syndicales. Une analyse sociologique du vote pour chacun d'entre eux met en évidence ces similitudes* » (11).

A Montevideo, le journaliste Niko Shuartz se demande cependant : « *Comment l'Europe a-t-elle pu se laisser totalement vassaliser par les États-Unis, qui ont imposé leurs critères, leurs intérêts hégémoniques, leurs armes, leurs troupes et l'alliance militaire qu'ils dirigent ? A cause de la faiblesse des partis sociaux-démocrates qui gouvernent pratiquement tous les pays de l'Union européenne, et de ceux récemment entrés dans l'Internationale socialiste, comme en Italie, plus ceux qui gouvernent aujourd'hui d'anciens pays socialistes et sont devenus des membres dévoués de l'OTAN ou aspirent à y entrer et ont prêté leurs bases militaires pour l'agression (comme la Hongrie qui a ouvert la base de Taszar à l'OTAN, à 90 kilomètres de la frontière yougoslave). On pourrait trouver (et il existe) quelques nuances, mais dans les grandes lignes, l'OTAN les a tous menés par le bout du nez. Tous ont franchi le pas et aujourd'hui les troupes des agresseurs occupent le territoire du Kosovo selon la formule du porte-parole de l'Alliance, Jaime Shea : "Un soldat de l'OTAN dans chaque village, à chaque coin de rue".* » (12).

Sur cette question, les désaccords publics prirent une certaine place. Le plus explicite fut le représentant sandiniste Tomas Borge : « *On ne peut rien dire dans ce monde, on ne peut pas dire que les dizaines, les centaines de milliers de bombes qui sont tombées sur la Yougoslavie ne visaient pas à défendre les droits de l'Homme, car on risque d'être excommunié. La vérité, c'est que la Yougoslavie a été réduite en cendres, que les bombardements ont détruit des hôpitaux, l'ambassade de Chine mais aussi des centres névralgiques pour la vie humaine. Ils ont considéré que les centrales électriques étaient des objectifs militaires sans prendre en compte le fait que leur destruction allait laisser les hôpitaux sans électricité, les écoles sans électricité. Nous, qui voulons*

9. Ibid.
10. *La Nacion*, 26 juin 1999.
11. Ibid.
12. *La Republica*, 27 juin 1999.

entrer dans l'Internationale, nous nous rendons compte que l'on nous considère comme des dissidents par rapport aux positions apparemment majoritaires. On va jusqu'à critiquer Cuba pour de supposées violations des droits de l'Homme. On dit qu'au sein même de l'Internationale, certains voudraient sanctionner Cuba, ce qui est hautement préoccupant » (13).

Il est certain que la guerre des Balkans a permis de dessiner une esquisse de polarisation entre les social-démocraties européenne et latino-américaine. « *Les socialistes européens doivent nous comprendre et faire quelque chose de concret dans leurs Parlements en ce qui concerne la dette extérieure et pas uniquement déclarer dans des sommets comme celui-ci que nous sommes des frères du même parti. Ils doivent faire une action concrète* » a soutenu Jorge del Castillo de l'APRA péruvien (14). Quant à Porfirio Muñoz Ledo du Parti de la révolution démocratique (PRD) mexicain, il a affirmé que : « *Aujourd'hui l'Internationale fonctionne de manière clientéliste ; certains partis viennent ici côtoyer les Européens, comme s'ils fréquentaient une classe supérieure. (...) Les gouvernements socialistes n'appliquent en général pas ce qu'ils promettent quand ils sont dans l'opposition, ils ne transforment pas les accords politiques en politiques d'État ; nous avons produit de belles phrases mais peu de stratégies* » (15).

Quel socialisme ?

Malgré quelques indices de fêlure des conclusions « *consensuelles* », telles les déclarations ci-dessus, ce « *consensus de Buenos Aires* » a cristallisé l'alignement de la social-démocratie sur le néolibéralisme. On pourrait peut-être ajouter qu'à travers les critiques de l'inégalité et de la misère, les exhortations en faveur de la paix et de la démocratie, la social-démocratie renoue avec des thèmes liés aux préoccupations fondatrices de cette tradition humaniste et révolutionnaire (qui, alors, ne relevaient pas de la rhétorique). Mais, aujourd'hui, même un spéculateur comme George Soros prédit l'épuisement du schéma d'accumulation et l'échec des recettes néolibérales classiques : « *Nous devons rechercher une amélioration des conditions de vie, y compris en matière de santé et d'éducation, et pas seulement l'augmentation du PIB moyen. Nous devons rechercher un développement soutenable, qui implique la préservation des ressources naturelles et le maintien d'un environnement sain. Nous devons rechercher un développement équitable, qui assure que tous les groupes de la société, et pas uniquement ceux de l'échelon supérieur, bénéficient des résultats du développement. Et nous devons rechercher un développement démocratique, dans lequel les citoyens participent de manière variée à l'adoption des décisions qui touchent à leur vie* » (16). Le discours social-démocrate ne va pas au delà de celui de Soros.

Le dernier point de désaccord, recouvert de diplomatie, a été la tentative d'établir une distance minimale avec les expériences actuelles dites de « *troisième voie* » du travaillisme de Tony Blair et de la social-démocratie de Gerhard Schröder. On comprendra qu'il ne s'agit pas de différences substantielles mais, comme l'a déclaré le représentant péruvien, parce qu'il s'agit de socialistes au gouvernement.

Comme l'a écrit Pierre Bourdieu quelque temps avant le sommet : « *Ceux qui, comme les socialistes français, ont baptisé ce leurre rhétorique (il se réfère à "l'Europe sociale") ne font que placer à un degré d'ambiguïté supérieur les stratégies du "social-libéralisme" à l'anglaise, ce thatcherisme à peine dilué qui, pour se vendre, utilise de façon opportuniste le symbolisme du socialisme recyclé médiatiquement. C'est ainsi que les sociaux-démocrates qui sont aujourd'hui au pouvoir en Europe peuvent contribuer, au nom de la stabilité monétaire et de la rigueur budgétaire, à la liquidation des conquêtes sociales les plus admirables des deux derniers siècles et à détruire l'essence même de l'idéal socialiste : grosso modo, l'ambition de reconstruire de façon collective les solidarités menacées par le jeu des forces économiques. Ainsi, ils travaillent pour inventer le "socialisme sans le social", qui assène le coup de grâce à l'espérance socialiste après les "expériences" criminelles du "soviétisme" qui leur sert d'alibi. Pour ceux qui pourraient juger excessive cette remise en cause, voici quelques questions : n'est-il pas tristement significatif que, quand leur accès quasi simultané à la direction de nombreux pays européens ouvre aux sociaux-démocrates la possibilité de concevoir en commun une véritable politique sociale, ils n'ont même pas l'idée d'explorer les possibilités d'action politique qui s'ouvrent à eux en matière fiscale, d'emploi, de formation ou de logement social ? N'est-il pas révélateur qu'ils n'essayent même pas de contrarier le processus de destruction des conquêtes sociales de l'État-providence, par exemple en instaurant dans l'espace européen des normes sociales communes en matière de salaire minimum, de durée du travail ou de formation professionnelle des jeunes ? N'est-il pas choquant qu'ils se réunissent pour encourager le fonctionnement des "marchés financiers", au lieu de les contrôler avec des mesures collectives comme l'instauration d'un régime de taxation internationale du capital (en particulier sur les mouvements spéculatifs à court terme) ou la reconstruction d'un système monétaire qui garantisse la stabilité des relations entre les économies ? N'est-il pas difficile d'accepter que l'exorbitant pouvoir de censure des politiques sociales offert aux "gardiens de l'euro" empêche de financer un grand programme public de développement économique et social européen en matière d'éducation, de santé et de sécurité sociale ?* »

L'IS a renoncé à se poser des questions et est par là même incapable de formuler des réponses. Peut-être ne s'agit-il pas d'un mécanisme de reniement mais d'une sorte d'instinct de survie comme l'épouse (la démocratie) de Felipe Gonzalez qui, lors de la prochaine rencontre, ne reconnaîtra plus les infidélités de son époux le marché ou bien les intégrera comme inhérentes à aller savoir quelle particularité secrète de la nature humaine.

Son offre politico-médiatique n'est plus, comme le reconnaît l'éditorial de La Nacion, un fantôme qui parcourt le monde, mais un choix « *réaliste* », un outil non indispensable mais utile pour perpétuer le vaste dispositif de domination. Les classes dominantes trouvent dans ces socialistes de fidèles gardiens de leurs intérêts, des auxiliaires du démantèlement des acquis sociaux. La clientèle politique à laquelle ils s'adressent peut y trouver un des rares (bien qu'insipide) modes de résistance qui, dans le contexte actuel d'asphyxie politique, persistent encore, tel le vote sanction. Ceux qui l'appliquent et qui ensuite réfléchissent à leur acte l'exercent souvent lors de l'élection suivante au détriment de la social-démocratie. Arrivé à un certain point de lassitude ou de dégoût, réapparaîtra la question de ce qu'est le socialisme. Tout comme le stalinisme, cette Internationale a réussi à montrer de manière décisive ce qu'il n'est pas.

Nous savions déjà que ni les uns, ni les autres n'étaient socialistes. Heureusement, ils n'en n'ont même plus l'air.

Buenos Aires, 1 juillet 1999

13. *Pagina 12*, 26 juin 1999.
14. *Clarin*, 27 juin 1999.
15. *Pagina 12*, 27 juin 1999.
16. George Soros, *The Crisis of global Capitalism*.

Réflexion sur le caractère de l'État (en pleine guerre)

Par
Ernesto Herrera *

La Colombie pourrait s'inscrire sans peine dans le registre des « *entités chaotiques ingouvernables* », selon les termes de l'écrivain latino-américain Oswaldo Rivero (1). « *Les affrontements armés y ont ceci de commun qu'ils relèvent de conflits d'autodestruction, engendrés par une exclusion sociale extrême qui exacerbe les ressentiments politiques (...) jusqu'à en faire de véritables ouragans de haine, où se perd jusqu'au respect des plus élémentaires principes d'humanité et où se confondent guerre civile et criminalité.* » Alors, « *l'État-nation en développement implose et se transforme en une entité chaotique ingouvernable* ». Plus convaincante pourtant paraît la thèse du chercheur colombien Alvaro Camacho (2). L'État en Colombie est, en fait, la somme de pouvoirs régionaux où opèrent des mécanismes tels que le clientélisme, le détournement de fonds publics et la corruption. Ces pratiques bénéficient de la complicité des gouvernants, des maires et des autorités policières et militaires. En fait, l'État, en tant qu'instrument de centralisation, est un *no man's land*. Il n'existe dans aucun domaine, ni politique, ni économique, ni de services à la société. A cela s'ajoute, évidemment, le système paramilitaire qui, selon les termes d'un autre chercheur colombien, Carlos Alberto Ruiz, « *n'a pas pour objet la transformation de la société, mais bien de garantir, soutenir et assurer son fonctionnement adéquat quand l'État n'est pas en situation de le faire* » (3). Le système paramilitaire n'est pas un fait isolé mais « *une politique d'État* » parfaitement consciente, aussi bien de la part des Forces armées que des gouvernements successifs, visant à démanteler non seulement les bases sociales — paysannes et urbaines — du mouvement de guérilla, mais au-delà toute expression organisée de la société civile. Le système paramilitaire est bien un projet de nature politico-militaire, lié aussi bien à l'État qu'au trafic de drogues. En Colombie la dispute porte sur le caractère de l'État aussi bien que sur le monopole de la violence. La guérilla, l'armée et les paramilitaires s'affrontent dans une guerre sans fin — avec son lot de massacres — qui menace les intérêts économiques, politiques et militaires de l'impérialisme nord-américain. Alors que dans quelques mois les États-Unis opéreront un retrait (partiel) du canal de Panama, espace stratégique pour le contrôle de l'arrière-cour.

Les États-Unis, un pied à l'intérieur

Pour le général Charles E. Wilhelm, chef du commandement sud localisé à Miami, l'intervention militaire nord-américaine en Colombie n'est par une question de court terme, mais un « *engagement pour la vie* ». Au fur à mesure que se révèle la totale incapacité du gouvernement Pastrana et de ses généraux à contrôler la situation explosive du pays, Wilhelm s'affirme comme le véritable commandant en chef des Forces armées. En janvier dernier, ses collaborateurs ont taillé en pièces le plan stratégique pour combattre la guérilla présenté par le haut commandement de l'armée colombienne. Depuis lors, l'intervention nord-américaine s'est accentuée. Il ne s'agit plus seulement d'assesseurs en matière de renseignement, mais d'une intervention en matière de tactique et de stratégie dans des opérations contre-insurrectionnelles. C'est avec l'appui direct des États-Unis qu'a été inaugurée il y a quelques semaines la brigade fluviale chargée de lutter contre la guérilla et les narcotrafiquants sur plus de 8 000 kilomètres de voies navigables. Mille soldats suivent un entraînement assuré par les États-Unis pour intégrer le bataillon chargé de détruire les cultures, les pistes et « *le réseau de soutien au trafic de drogue dont font partie les FARC* ». Dans le même temps, des centaines d'agents de la DEA (4) et de la CIA opèrent auprès des centres de police de Bogota, Cali et Medellin. La Colombie est devenu une question prioritaire de « sécurité nationale » pour l'administration Clinton. A ce titre elle est avec l'Égypte et Israël le principal bénéficiaire de l'aide militaire (de 289 millions de dollars actuellement, elle atteindra un milliard de dollars l'année prochaine). Madeleine Albright l'a déclaré sans ambages : « *Les problèmes de la Colombie dépassent ses frontières et ont des implications en matière de sécurité et de stabilité régionales.* » (5) Par ailleurs, le général Barry Mc Caffrey, pape de la lutte anti-drogue aux États-Unis, parcourt le continent pour convaincre les gouvernements de la région — surtout ceux du Brésil et d'Argentine — de la nécessité d'une « *action concertée* ». Le message de l'empire ne laisse aucun doute : les États-Unis ont déjà un pied dans la guerre et sont prêts à tout moment à y mettre l'autre. Mc Caffrey précise pour ceux qui auraient des doutes : ce n'est plus l'heure des *"good cops"* (les bons flics), voici venus les *"bad cops"* (mauvais flics). Il ne s'agit pas — pour l'heure — d'envoyer des marines comme au Viêt-nam, à Grenade ou au Panama, ni d'engager des bombardements massifs comme en Irak, au Soudan ou au Kosovo. C'est une intervention de "basse intensité" à différents niveaux. Même si « *une issue militaire décisive est improbable* », l'engagement des États-Unis s'inscrit, de fait, dans la première grande mise à l'épreuve de leur politique en Amérique latine depuis la fin de la guerre froide. A en croire les idéologues du Pentagone, l'enjeu est d'empêcher la mise en place d'un « *État narco-terroriste* ». Le message médiatique est celui d'une épidé-

* Ernesto Herrera est membre du Secrétariat unifié de la IV[e] Internationale.

1. Auteur de *Le mythe du développement et les pays non viables au XXI[e] siècle*, Mosca Azul Editores, Lima, 1998. Également collaborateur du *Monde diplomatique*.
2. Chercheur de l'Institut d'études politiques et de relations internationales de l'Université de Colombie.
3. Citation reprise d'un document des FARC.
4. Drug Enforcement Agency est une agence US de lutte contre la drogue, dotée de très grands pouvoirs et intervenant, y compris de manière paramilitaire, tant aux États-Unis qu'à l'extérieur.
5. Cité dans *Clarin* (Buenos Aires) du 11 août 1999.
6. *Cambio 16* (Bogota) du 16 août 1999.

mie face à laquelle doit se défendre la collectivité — les pouvoirs politiques, économiques et militaires nord-américains dans la région.

Un contre-pouvoir latent

Le mouvement insurrectionnel armé colombien, en particulier les FARC et l'ELN, contrôle plus de 50 000 km2 du territoire national. Il ne s'agit pas seulement de régions forestières et montagneuses. Dans des centaines de municipalités, il exerce l'autorité et constitue le pouvoir, l'État. Il regroupe près de 20 000 combattants et sa base sociale — traditionnellement paysanne — s'est étendue dans les régions urbaines, y compris la capitale Bogota. A la différence d'autres mouvements de guérilla en Amérique latine, il ne veut pas s'intégrer dans le système politique (ce qui, dans les conditions présentes, serait pur suicide). On ne peut pas dire que les FARC ou l'ELN aient une "stratégie de pouvoir", au sens classique de ce terme. Mais elles constituent un contre-pouvoir réel, en lutte pour établir des rapports de forces, élément décisif d'une guerre dont l'enjeu est un nouveau projet d'État. Tout le processus de paix (actuellement interrompu) vise, du point de vue de la guérilla, à institutionnaliser les forces insurrectionnelles en tant que pouvoir parallèle établi sur un territoire reconnu, assurant la gestion de l'activité productive (avec des zones de culture de coca), l'administration municipale et le pouvoir militaire. Cela ne veut pas dire que l'ELN ou les FARC (surtout) ne proposent pas un "projet national". A l'ordre du jour des négociations, la guérilla a toujours placé la question d'une réforme agraire, la convocation d'une Assemblée constituante et, surtout, le démantèlement des paramilitaires et des AUC (Autodéfenses unies de Colombie) dirigées par Carlos Castaño.

L'engagement militaire des États-Unis dans le conflit vient modifier la situation. Il ne s'agit plus seulement de l'armée et des paramilitaires, mais de l'éventualité d'une confrontation avec l'impérialisme, même si elle prend l'apparence d'une intervention de basse intensité. Dans un document cité par la revue *Cambio 16* (6), les FARC y voient la première étape d'une intervention directe *« pour mener à bien une guerre totale sous couvert de lutte contre la narcoguérilla »*. C'est une phase de *« mise en condition, de sensibilisation pour obtenir qu'une bonne partie des Colombiens non seulement acceptent mais réclament cette intervention, que les gouvernements latino-américains la soutiennent et que la communauté internationale en accepte la nécessité »*. Jorge Briceño "Mono Jojoy", commandant des FARC, a lancé en juillet un avertissement : *« La Colombie n'est pas le Kosovo. »* Pourtant, l'idée de se mêler de la Colombie progresse dans des cercles plus larges de la "communauté internationale" latino-américaine.

Intervention militaire, nouveau droit d'ingérence

Les arguments pour un engagement international sont prêts. L'État colombien est aux abois, rien de plus évident. A cela s'ajoute la banqueroute économique du pays et les conséquences atroces de la violence. En 1999 on prévoit une chute de 2 % du PIB. Le déficit fiscal dépasse 3 % du PIB. Et depuis le début de l'année, la dévaluation atteint 21 %. Les exportations de la Colombie vers ses voisins ont chuté brutalement, de 31 % avec le Venezuela et de 46 % avec l'Équateur. Dans le même temps, le chômage a atteint 19,8 % au premier semestre, ce qui veut dire que près de deux millions de Colombiens n'ont pas d'emploi, un record sur les cinquante dernières années. La crise a eu un effet inattendu : 65 000 étudiants ont abandonné leurs études. Le gouvernement a déjà opéré une réforme fiscale, pris par deux fois des mesures économiques d'urgence, procédé à deux dévaluations et mis en place un plan de sauvetage du secteur financier. Il s'est pourtant vu obligé d'en appeler pour la première fois au FMI. Les négociations ont porté sur l'octroi d'un prêt de 3 milliards de dollars pour *« réactiver l'économie »*. On en connaît les recettes : réduction des investissements publics, privatisation de la sécurité sociale, réduction d'impôts pour les entreprises, réforme de la législation du travail avec pour point fort la flexibilité. La crise sociale ne peut que s'aggraver, aussi bien dans les zones urbaines que rurales, et ont doit s'attendre à l'intensification des mobilisations des fonctionnaires, des salariés et des paysans, qui ont marqué de leur radicalité l'année écoulée. En un mot, davantage de protestations et de luttes populaires.

Détachement des FARC-EP (D.R.)

Il y a aussi la tragédie en vies humaines. Selon le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, au cours des dix dernières années, le nombre d'homicides a dépassé 250 000 (dont seuls 15 à 17 % sont attribuables à la guerre proprement dite). Le nombre des "déplacés" atteint 1 250 000 personnes, dont 53 % de femmes et une majorité de jeunes de moins de 18 ans. Le nombre de disparus dépasse 5 000 et on compte plus de 3 000 enlèvements. *« La Colombie connaît un taux d'homicides triple de celui du Brésil, le deuxième pays le plus violent du continent, souligne Alvaro Camacho, et 17 fois supérieur à celui de l'Uruguay, le pays le plus pacifique. Les assassinats sur une année pleine en Norvège équivalent à ceux d'un week-end à Cali ou Medellin. »* Ce panorama de désastre nourrit l'idée de ne plus *« laisser la Colombie se vider de son sang »*. L'équation guérilla + narcotrafiquants + paramilitaires est insupportable. Vu le risque que représente ce pays pour la "stabilité démocratique" de la région, on comprend la "préoccupation" de certains gouvernements latino-américains. Il y a d'un côté la proposition des gouvernements du Pérou, de l'Équateur et de l'Argentine d'un "appui logistique" (militaire) plus actif. De l'autre, le Brésil, l'Uruguay, le Chili et le Venezuela seraient plutôt favorables à un nouveau "groupe de Contadora", chargé aujourd'hui de mettre fin à la guerre civile en Colombie. Certains analystes vont au-delà et proposent de créer un *« nouveau droit d'ingérence interaméricain »*. Dans les deux cas, il est question d'une intromission politique dans les affaires intérieures d'un pays. A l'évidence, il ne s'agirait pas d'une intromission neutre mais visant à rétablir la stabilité en infligeant une défaite au mouvement insurrectionnel. Certains veulent l'écrasement, d'autres la défaite par le biais d'accords de paix type Salvador ou Guatemala. Quoi qu'il en soit, la gauche latino-américaine doit s'engager résolument dans la solidarité active avec la lutte du peuple colombien et ses organisations populaires, en s'opposant radicalement à toute intervention étrangère .

le 18 août 1999

Non à l'intervention nord-américaine !

Déclaration du PST *

La Colombie, nos frères colombiens, sont exposés à une ingérence politique intolérable et à la menace militaire du gouvernement des États-Unis. Il s'agit pour l'impérialisme nord-américain, sous le prétexte de combattre le trafic de stupéfiants, d'étendre le conflit à l'échelle continentale dans le cadre de sa stratégie de domination de l'hémisphère. Face à cette situation le Parti socialiste des travailleurs (section uruguayenne de la IVe Internationale) a adopté la déclaration suivante.

1. Le PST se prononce pour un processus de paix qui mette fin à la tragédie humaine que subissent nos frères colombiens, et pour la reprise du dialogue, sans condition, entre le gouvernement Pastrana et le mouvement insurrectionnel des FARC et de l'ELN, sans aucune intromission étrangère, quelle qu'en soit la nature. Le PST s'associe ainsi aux déclarations des organisations sociales et des forces populaires, démocratiques, anti-impérialistes et socialistes du continent et du monde entier, ainsi qu'à celles des partis du Forum de São Paulo qui soutiennent une solution politique pour mettre fin à la guerre en Colombie.

2. Le PST condamne énergiquement l'ingérence des États-Unis et la stratégie interventionniste visant à "encercler la Colombie" mise au point, de façon irresponsable, par les idéologues du Pentagone et du Département d'État. C'est ainsi que Madeleine Albright a déclaré que les "problèmes de la Colombie dépassent ses propres frontières et ont des implications en matière de sécurité et de stabilité régionales". En témoigne encore la tournée du général Barry Mc Caffrey dans certains pays d'Amérique du Sud à la recherche d'un soutien politique et militaire qui conforte la décision des États-Unis de continuer à jouer leur rôle de "gendarme du monde". Nous réclamons le retrait immédiat des "asesseurs" et de tout le personnel militaire nord-américain, de la DEA ou de la CIA, actuellement présents en Colombie, et qui n'ont d'autre objectif que de détruire le mouvement insurrectionnel et les organisations populaires colombiennes en lutte légitime pour leurs droits politiques, économiques et sociaux.

3. La relance du processus de paix et d'une solution politique au conflit passe, en premier lieu, par l'arrêt immédiat des violations des droits de l'homme auxquelles se livrent l'armée et les appareils de sécurité, la fin des massacres de civils et, avant tout, la mise hors d'état de nuire des paramilitaires, instrument politique systématique de l'État, quels que soient les gouvernements successifs. Le PST dénonce vivement la présence en Uruguay du général Harold Bedoya Pizarro, ex-ministre de la Défense et ex-candidat à la Présidence de Colombie, et les déclarations publiques qu'il a faites.

4. Toute recherche de la paix passe par un investissement social. Non seulement pour en terminer avec une guerre qui a déjà coûté des dizaines milliers de morts, de blessés et de disparus, et plus d'un million de "déplacés". Mais aussi pour en finir avec les causes structurelles sous-jacentes au conflit : plus de quarante ans de violence, d'extrême pauvreté, d'exclusion sociale, de chômage, de corruption politique et de concentration des richesses. Nous soutenons les luttes et les revendications des syndicats, des organisations paysannes, des mouvements de femmes, des associations de quartier, des droits de l'homme, religieuses, qui ont dénoncé le récent accord entre le gouvernement Pastrana et le FMI impliquant l'aggravation de la politique néolibérale avec les conséquences désastreuses en matière économique et sociale que nous connaissons dans toute l'Amérique latine.

5. Le PST se solidarise avec toutes les organisations qui soutiennent une solution politique à la guerre, dans le respect du droit à l'autodétermination du peuple colombien, et se joint à l'appel à une Journée internationale contre l'intervention militaire en Colombie le 12 octobre.

Montevideo, 30 août 1999

Solidarité active avec le peuple colombien !

* Le Parti socialiste des travailleurs (PST, section uruguayenne de la IVe Internationale) est membre du Frente Amplio (Front uni de la gauche uruguayenne) et du Courant de gauche en son sein.

Faut-il censurer la pornographie ?

La pornographie fut au centre d'un débat qui a traversé les mouvements féministe et socialiste outre-Atlantique. Pour les uns, la pornographie est l'un des aspects centraux de l'oppression des femmes et l'un des mécanismes les plus répandus et les plus efficaces par lesquels le sexisme s'impose et se reproduit dans nos cultures. La plupart des défenseurs de cette position se sont prononcés en faveur d'une certaine forme de censure, considérée comme le moyen de "protéger" les femmes (ou les droits des femmes) contre la pornographie. C'est le cas d'auteurs comme Andrea Dworkin, une des plus influentes critiques féministes de la pornographie.

D'autres pensent que le problème de la pornographie est une question qui divise et dévoie et qui n'a réussi qu'à dévier les énergies féministes vers des luttes internes stériles, paralysant ainsi le mouvement. Quelle que soit leur opinion sur le sujet lui même, ces militantes pensent que les féministes ne devraient pas concentrer leurs efforts sur la question de la censure anti-pornographique. La plupart de celles qui partagent ces vues rejettent également la censure comme réponse adéquate.

Un troisième courant soutient au contraire que le débat sur la pornographie est important car il pose des questions significatives concernant le plaisir, les préférences sexuelles, l'identité et les rôles sexuels, la sexualité et sa place dans nos cultures. Questions qui devraient être à son avis au centre des préoccupations féministes. Non seulement quelques-unes de ces féministes s'opposent à toute censure, mais elles défendent une grande partie de la pornographie contre ses détracteurs féministes.

Nous publions ci-après deux articles qui permettent de saisir quelques aspects de ce débat. Richard Poulin, universitaire et militant canadien, nous a fait parvenir un article fondé sur ses recherches sur l'impact de la pornographie. Nancy Herzig et Rafael Bernabe, universitaires et militants portoricains, ont publié dans la revue américaine *Against the Current* un article contre la censure en la matière. S'il ne s'agit pas d'une polémique directe, les auteurs partent de présuppositions et arrivent à des conclusions divergentes.

La pornographie où l'industrie du fantasme de la domination sexuelle

par
Richard Poulin*

En 1953, naissaient le magazine *Playboy* et la pornographie contemporaine. Depuis, cette industrie et ce commerce du " fantasme sexuel " ont envahi l'ensemble des moyens de communication.

En 1994, à London, ville canadienne du sud de l'Ontario, la police démantelait un important réseau de production pornographique exploitant des écoliers. Ce réseau était dirigé par des enseignants.

En 1998, plusieurs réseaux de vente de photographies pornographiques d'enfants sur Internet sont découverts et poursuivis dans les Cours de justice de différents pays.

Quel est donc le lien entre ces événements apparemment si différents ? Y a-t-il un lien entre des photographies de jeunes femmes fières de poser pour Playboy et l'exploitation sexuelle d'enfants — car, dans ce dernier type de pornographie, on ne peut parler que d'exploitation et d'abus sexuels ; pour les enfants, il n'est jamais question de consentement ! — et quel est ce lien, s'il existe ?

Répondre à une telle question est très difficile. La pornographie est un domaine délicat, sujet aux controverses morales, religieuses et politiques. De plus, les enjeux économiques et sociaux sont imposants. L'industrie légale de la pornographie est multinationale et génère des profits mirobolants, impossibles à chiffrer, tout simplement parce qu'on la connaît très mal. Et, de plus, par définition, l'industrie illégale est encore plus difficile à cerner.

Un phénomène omniprésent et peu étudié

Phénomène social, psychologique et économique complexe, la pornographie est fort peu étudiée aujourd'hui malgré son omniprésence dans nos sociétés. Comme si elle n'était qu'un événement relevant du privé, sans impact social notable. Par exemple, il n'existe pratiquement pas de recherches sur la main-d'œuvre qui travaille dans cette industrie. Pourtant, des milliers de personnes, avant tout des femmes et des enfants, sont utilisées quotidiennement dans cette industrie du fantasme sexuel. Si certaines y œuvrent volontairement, combien y sont forcées ? C'est évidemment le cas de la pornographie qui abuse des enfants ? Mais comment comprendre la " sexploitation volontaire " des femmes ? Malgré des causes économiques, lesquelles pèsent toujours d'un poids important dans nos sociétés, il n'en reste pas moins que de nombreuses femmes vivant dans des conditions économiques très précaires refusent de travailler pour cette industrie. Quels sont donc les facteurs individuels et sociaux qui permettent à certaines femmes d'y œuvrer ? Sur ce sujet, nos connaissances sont très limitées.

Il existe un certain nombre d'écrits d'universitaires et de journalistes sur la pornographie. Mais ceux-ci sont plutôt descriptifs (1) ou historiques (2). Et, en général, ils ne s'intéressent qu'à la question de la censure (3). Un grand nombre d'entre eux posent de mauvaises questions parce qu'ils ne restent qu'à la superficie des choses. Certaines interpellations comme « *Affirmer que la pornographie est une forme de littérature haineuse explique mal pourquoi des milliers de femmes semblent disposées à la propager* » (4), auraient pu être vérifiées, si l'auteur s'était donné la peine de sortir de son bureau et avait interviewé des femmes travaillant dans ce domaine. Mais lorsqu'il est question de pornographie, le discours semble toujours plus essentiel que la recherche (5).

Si au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, les féministes nord-améri-

* Richard Poulin, professeur de sociologie à l'Université d'Ottawa, a publié notamment *Le sexe spectacle, consommation, main-d'œuvre et pornographie*, Vents d'Ouest & Vermillon, 1994, *Les fondements du marxisme, anthologie*, Vents d'Ouest, 1997 et, en collaboration avec Pierre Salama, *L'insoutenable misère du monde, économie et sociologie de la pauvreté*, Vents d'Ouest 1998.

1. Voir, par exemple, Serge Garde, *L'industrie du sexe*, Paris, Messidor, 1987 ; Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Porno Business*, Paris Fayard, 1987.

2. Voir, entre autres, Walther Kendrick, *The Secret Museum. Pornography in Modern Culture*, New York Vicking, 1987.

3. Entre autres, Varda Burstyn (ed.), *Women against Censorship*, Vancouverr & Toronto, Douglas & McIntyre, 1985 ; David Copp and Susan Wendell (ed.), *Pornography and Censorship*, Buffalo, Prometheus Book, 1983 ; Catherine Itzin (ed.), *Pornography. Women Violence and Civil Liberties, a Radical New View*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

4. Bernard Arcand, *Le jaguar et le tamanoir, vers le degré zéro de la pornographie*, Montréal, Boréal, 1991.

5. Cela est encore plus (suite au verso.....)

caines ont pu tenter, souvent avec succès, de révolutionner les perspectives d'analyses sur la pornographie (6), peu de leurs réflexions toutefois ont été accompagnées de recherches sur le terrain. Elles aussi ont consacré une bonne partie de leurs efforts à la question législative (7) afin de réglementer la diffusion de la pornographie.

Qu'un phénomène social aussi prégnant et ramifié ne suscite presque pas d'intérêt chez les chercheurs laisse pantois. Pourtant, cela n'a pas toujours été le cas.

A la fin des années soixante, des commissions d'enquête gouvernementales sur la pornographie et l'obscénité ont conclu que la pornographie était inoffensive. Le rapport de la Commission américaine (8) est encore considéré comme l'une des seules références fiables quant aux effets de la consommation de pornographie. Un grand nombre de livres universitaires d'introduction à la sociologie produits en Amérique du Nord s'appuient toujours sur ces enquêtes. Selon certains, la pornographie n'aurait que des effets bénéfiques : elle servirait à protéger les femmes des agressions sexuelles mâles et, même, permettrait une plus grande harmonie sexuelle dans le couple ! Or, les méthodes de recherche utilisées par les chercheurs appointés par la Commission américaine ont été, depuis, largement critiquées et déconsidérées par les spécialistes (9). Il a été prouvé que des chercheurs de la Commission ont même supprimé certaines découvertes qui tendaient à démontrer des liens entre consommation de pornographie et violence sexuelle. Mais surtout, les présupposés guidant les recherches prétendaient, entre autres, que les femmes étaient moins stimulées sexuellement par la pornographie que les hommes à cause de leurs « *inhibitions sociales et culturelles* ». De façon tendancieuse, ils ne tenaient pas compte des messages livrés par ce matériel sexuel. Ce n'est pas sans raison que les femmes en consomment peu ! Elles s'y sentent agressées.

Banalisation du viol

Au cours des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, des psychologues, lors d'expériences en laboratoire, ont montré que la consommation de pornographie banalisait, chez les sujets exposés, le viol et stimulait l'agression (10). Une enquête réalisée à San Francisco, en 1978, avec un échantillon représentatif de la population féminine, estimait que 10 % des femmes avaient été « *indisposées par des hommes qui, ayant lu quelque chose dans un média pornographique, ont essayé de les amener à faire ce qu'ils avaient vu* » (11). Ce pourcentage est une estimation minimale puisque de très nombreuses femmes peuvent ignorer que leur partenaire consomme de la pornographie. Selon la moitié des délinquants sexuels que j'ai interviewés, la pornographie a joué un rôle précis dans leurs crimes. Une étude californienne du même type révélait que 57 % des délinquants sexuels interrogés ont pratiqué sur leurs victimes des actes vus dans des films pornographiques (12). Enfin, en France, l'anthropologue Daniel Welzer-Lang (13) a tiré des conclusions similaires à la suite de son enquête auprès d'hommes accusés de viol.

Lorsque, au Canada, il y a eu la tenue d'une enquête importante sur la pornographie et la prostitution (14), aucune véritable recherche n'a été commandée sur les effets de la consommation de la pornographie. Il va de soi, surtout avec l'explosion incroyable du marché pornographique, qu'il est nécessaire d'examiner sérieusement les effets de consommation. Malgré toutes les difficultés méthodologiques que suppose une telle recherche, parce que la pornographie évolue sans cesse et exploite toute nouvelle technologie en développement, il me semble vital que la société puisse débattre de ce phénomène armée de recherches scientifiquement fondées, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Plusieurs méthodes de recherche pourraient être envisagées par une équipe multidisciplinaire si, bien sûr, des chercheurs montraient un réel intérêt pour une telle recherche. Et c'est là, à mon avis, que réside le principal obstacle pour réaliser une telle recherche : la très grande majorité des chercheurs écrit sur la pornographie, mais ne fait pas de recherches à son propos.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la pornographie n'est pas qu'une question de consommation. Les images pornographiques mises en vente sont réalisées à partir d'êtres humains qui en vivent, qui en souffrent et qui, pour certains, en meurent. La pornographie, c'est donc aussi une question de production. Là, nos connaissances sont également déficientes. Que sait-on des femmes, des hommes et des enfants qui sont utilisés comme main-d'oeuvre ? Que connaît-on des gens qui produisent la pornographie ? Bref, sur la pornographie, on ne sait pratiquement rien.

Les recherches se sont concentrées historiquement sur un seul et même aspect du problème. Elles tentent de voir s'il y a des effets marquants chez les consommateurs de pornographie, lesquels pourraient entraîner l'exercice d'une forme de contrainte sexuelle. A ce sujet, mon hypothèse de travail (confortée par de nombreuses interviews d'hommes), s'appuyant sur les théories de " l'apprentissage vicariant " et des " processus cognitifs ", est que la pornographie participe à l'élaboration des fantasmes. Elle influence donc une partie des consommateurs, mais pas au même degré. Certains voudront réaliser leurs fantasmes, d'autres non. Certains passeront à l'acte, d'autres non. Au-delà de ce problème fondamental, ce texte se consacre à la main-d'oeuvre qui travaille pour cette industrie et, surtout, aux messages de la pornographie. A ce propos, je tenterai de répondre à la question : « *Quel plaisir ont les hommes à consommer des images du sexe plutôt que le sexe lui-même ?* »

« Scorie du réel »

La pornographie est essentiellement consommée par les hommes. Au Canada, ils représentent 80 % des consommateurs de films, 90 % des clients des spectacles de nus et 95 % des acheteurs de magazines. Lorsqu'il y a consommation féminine, c'est, en général, à la suite d'une demande masculine. Même un magazine comme Playgirl, produit prétendument pour les femmes, est consommé à 85 % pour cent par des hommes. Environ trois hommes sur cinq utilisent régulièrement du matériel pornographique (15).

Qu'est-ce qui, socialement, peut expliquer un usage aussi massif de produits relevant du fantasme ? Mais de quels fantasmes est-il question ? Du point de vue des consommateurs, dans la pornographie, le corps nu se refuse comme sexe. Ils peuvent le voir, l'imaginer, l'écouter, mais ils ne peuvent le toucher. Le corps en représentation mime la sensualité et sexualise l'image. Toutefois, du point de vue des producteurs, notamment de ceux qui exploitent des enfants, le corps pornographique est réel ; il peut subir exaction et viol.

évident pour les deux jeunes journalistes qui défendent la thèse « *libertaire post-moderne* » (selon les termes d'Andréa Martinez, " *La pornographie sans frontières* ", Carrefour, 19-1, 1997, p. 72.), Nathalie Collard et Pascale Navarro, *Interdit aux femmes, le féminisme et la censure de la pornographie*, Montréal, Boréal, 1996. Une charge contre le féminisme " orthodoxe " auquel est opposée la liberté d'expression de la pornographie. La charge est tellement virulente que les deux auteures sentent la nécessité d'avertir les lecteurs par ces termes : « *Nous ne sommes pas payées par l'industrie du sexe pour prendre sa défense.* » (p. 15)

6. A ce sujet, la littérature est très importante. Nous ne citerons que quelques titres : Micheline Carrier, *La pornographie, base idéologique de l'oppression des femmes*, Québec, Apostrophe, 1983 ; Andrea Dworkin, *Pornograpy : Men Possessing Women*, New York, Perigree, 1981 ; Susan Griffin, *Pornography and Silence. Culture's Revenge Against Nature*, New York & Toronto, Harper Colophon Books, 1981 ; Laura Lederer (dir.), *L'envers de la nuit, les femmes contre la pornographie*, Montréal, Remue-ménage, 1983. Nous avons contribué au débat en *publiant La violence pornographique, la virilité démasquée*, avec la collaboration de Cécile Coderre, Hull, Asticou, 1986 ; *La violence pornographique, industrie du fantasme et réalités*, Yens-sur-Morges, Cabedita, 1993 ; *Le sexe spectacle, consommation, main-d'oeuvre et pornographie*, Hull/Ottawa, Vents d'Ouest et Vermillon, 1994.

7. Voir Marie-Hélène Côte, " *Des stratégies et des luttes contre la pornogra-*

Consommer de la pornographie, c'est bien plus que regarder. C'est aussi ressentir de l'excitation sexuelle. La pornographie qui " marche " est celle qui fait " marcher " La pornographie ne tient pas sa capacité d'envoûtement à la seule présence d'images, mais aussi à leur structuration par un code narratif particulier, à leur organisation spécifique. Il s'agit ici de décrypter ce code pour comprendre la " complicité " du consommateur avec le produit.

Dans la pornographie, on voit " tout ". Mais ce " tout " n'est que « *scorie du réel* » (16). L'hyperréalité de la production pornographique, l'hypervision en gros plan des organes génitaux, la promiscuité du regard et la fascination du détail ont pour fonction la restitution intégrale du réel, mais d'un réel qui expurge l'humanité, qui mécanise l'acte sexuel. C'est l'absence spectaculaire de tendresse et d'amour. Le corps pornographique féminin est déshumanisé et infantilisé : il est Jeannot lapin (Bunny) pour Playboy et animal favori (pet) pour Penthouse. Le corps enfantin, qu'il soit féminin ou masculin, est, lui, féminisé. La pornographie hétérosexuelle utilise les jeunes garçons comme un succédané des femmes. Selon Florence Rush, ces jeunes partagent avec les femmes un statut de « *mineur* » et un « *même genre féminin* » (17).

Au moins soixante mille Canadiens auraient été utilisés dans leur jeunesse comme modèle pornographique (18). L'industrie du sexe se servirait chaque année, aux États-Unis, d'un million et demi de jeunes de moins de seize ans (19). Avec les nouvelles technologies (vidéocassettes, entre autres) la possibilité de produire une pornographie-maison en exploitant des enfants s'est accrue. De plus en plus de cas d'abus sexuel liés à de telles pratiques sont relevés par des travailleurs sociaux et des policiers.

Fantasmes masculins

Le modèle qui se fait photographier pour Playboy ou pour Penthouse est consentant et, en général, majeur. Il est là de son plein gré. Il est " heureux " d'étaler " ses charmes ". Il provoque un désir sexuel et cela seul suffit pour l'homme qui se masturbe en fantasmant sur cette photographie. Mais de quel désir sexuel parle-t-on ? Pour le saisir, il faut approfondir l'image du corps de cette femme en la comparant avec celle d'un homme dans la même situation dans un magazine similaire, en l'occurrence Playgirl.

Le corps dénudé de l'homme n'y est pas découpé de la même façon. Jamais, il n'est montré sans la tête. Sur toutes les photos, son intégrité, c'est-à-dire le lien entre son corps et sa tête, est sauvegardée. Tandis que pour la femme, la tête disparaît au profit de gros plans de certains organes sexuels. En outre, l'érection est bannie. On s'ingénie au contraire à mouiller toutes les lèvres du corps féminin afin de bien montrer l'excitation. Il s'agit d'imposer l'image que son corps la domine, qu'elle est en quelque sorte une bête sexuelle dont les instincts sont incontrôlables (d'où aussi tout le langage faisant appel à l'animalité pour la décrire et pour nommer certains de ses attributs physiques). De plus, l'homme ne perd pas son

identité ; il ne se détermine pas essentiellement par son corps, mais aussi par son travail. L'un est un sportif bien connu, l'autre un acteur. Dans ces cas, Playgirl ne montre jamais le pénis, cela serait sans doute " dégradant " pour ces hommes. Seuls les inconnus montrent leur organe au repos. Mais eux aussi, ils ne sont pas déterminés par leurs seules caractéristiques charnelles. L'homme est toujours plus qu'un corps !

La définition de la pornographie proposée par *Playboy* (20) et acceptée par la télévision payante canadienne, *First Choice* est : « *Un pénis à 45°* » A contrario, on peut comprendre que, pour la télévision payante, l'exploitation visuelle du corps féminin n'est jamais pornographique (mais simplement " érotique ") !

Les films pornographiques procèdent toujours selon le même schéma : les scènes se terminent lorsque l'homme éjacule sur sa partenaire. La jouissance masculine structure le tout et doit être mise en évidence. Les femmes y célèbrent auto-érotiquement leur corps, tandis que les hommes se masturbent pour maintenir leur érection. Leurs gestes se caractérisent par l'efficacité mécanique.

Par définition — et l'auto-érotisme féminin en est une preuve — les femmes ne sont bonnes qu'à baiser et elles ne pensent qu'à ça ! Ce ne sont que des êtres sexuels. Elles sont offertes — regards aguichants, poses suggestives, lèvres humides et entrouvertes — aux mâles, ces vrais hommes qui sauront les dominer. Elles sont à conquérir et à soumettre. Les femmes existent non seulement pour le plaisir des hommes, mais sont aussi les êtres qui permettent aux hommes de prouver leur virilité. Enfin, les hommes doivent apprendre à se défendre d'elles. Dans l'imaginaire pornographique, ne sont-elles pas des « *dévoreuses d'hommes* » ? Pour se protéger d'elles, ils devront les discipliner. Le discours pornographique assure que la femme « *a horreur des mauviettes* » (*Lui*). Rares seront donc les femmes qui trouveront un intérêt à s'exciter sexuellement en consommant de la pornographie, car les fantasmes pornographiques sont des fantasmes masculins.

Aliénation des femmes & jouissance des hommes

Si la sexualité explicite, hyperréelle et mécanique cristallise le discours pornographique, celui-ci n'est pas qu'un discours sur la sexualité. Les rapports sociaux entre les sexes en sont ses fondements. Ce discours laisse intègre l'homme, même l'homme chosifié, tandis qu'il découpe le corps, souvent en l'étêtant, de la femme tout en l'amplifiant, et le ravale à une animalité sexuelle. Il sacralise le corps féminin pour mieux le profaner. Ce corps se fige dans la détermination génitale. La question « *pourquoi les hommes consomment-ils de la pornographie ?* » commence à être saisie dans l'une de ses expressions. Outre le plaisir sexuel solitaire, la chosification ou la déshumanisation du corps pornographique a pour effet de conférer aux hommes consommateurs une supériorité humaine sur les femmes ravalées à l'animalité. Dans certains cas, notamment dans

phie ", *Cahiers du socialisme*, n° 16, 1984, p. 146-161.

8. Commission présidentielle US sur l'obscénité et la pornographie, *L'obscénité et la pornographie*, extraits du rapport, Paris, UGE, 10/18, 1971.

9. Diana Russell, *La pornographie et la violence, les recherches récentes*, dans Laura Lederer, op. cit.

10. Voir, entre autres, S. Feschbach et N. Malamuth, " *Sex and Agression : Proving the Link* ", *Psychology Today*, november 1978 ; E. Donnerstein, " *Pornography and Violence Against Women : Experimental Studies* ", *Annals New York Academy of Sciences*, 1980.

11. Cf. la 3e partie de mon ouvrage, *La violence...*, op. cit., p. 107-150.

12. Idem, p. 123.

13. Daniel Welzer-Lang, *Le viol au masculin*, Paris, L'Harmattan, 1988.

14. Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution, *Rapport du comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution*, Ottawa, Centre d'édition du gouvernement du Canada, 2 volumes, 1985.

15. Cf. *La violence...* op. cit. A la suite d'une recherche sur le WEB, Andréa Martinez (op. cit., p. 83) assure que le cyberporno est d'abord et avant tout « *une affaire d'hommes* ».

16. Jean Beaudrillard, *Les stratégies fatales*, Paris, Grasset, 1983, p. 64.

17. Florence Rush, *Le secret le mieux gardé, l'exploitation sexuelle des enfants*, Paris, Denoel/Gonthier, 1983.

18. Selon le Comité sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et

celui des bars de danseuses nues, l'homme ne peut même pas se masturber (21). Son plaisir n'est pas physique. Ce qui est jouissif ici, c'est l'aliénation des femmes ; c'est aussi le fait que ces corps sont là volontairement. C'est une preuve que les femmes sont soumises à leur sexe.

La pornographie fonctionne comme le racisme. Les êtres infériorisés sont perçus comme des êtres de nature auxquels sont opposés les êtres de culture, les êtres " civilisés ". Les êtres de nature sont, par définition, des dépravés sexuels. L'anatomie est leur destin. Là aussi, les comparaisons avec les animaux sont légion : ainsi, le Noir est considéré, au sens physique et psychique du terme, comme un étalon. La femme, elle, est devenue un " animal familier " ou " de compagnie ". Si on aime bien cet animal, il faut néanmoins le dresser pour qu'il obéisse.

Le corps pornographique se transforme pour amplifier ses attributs sexuels (tatouage, chirurgie plastique, body percing, etc.). Peu de modèles pornographiques ne subissent pas de telles transformations. Les seins deviennent énormes et durs. Ils sont remplis de silicone pour occuper l'espace. Les uns après les autres, les modèles pornographiques tendent à transformer cette partie du corps comme si, autrement, ils n'attireraient plus le désir (c'est le cas d'une très grande majorité des danseuses nues). Les corps sont modifiés afin de satisfaire une " idée " de ce que ces corps devraient être. L'artifice gonfle le corps, lui donnant une dimension symbolique plus vaste. C'est la fusion totale avec l'objet. Ce corps est définitivement voué à la sexualité. Artificiellement construit, il incarne les processus de séduction et en matérialise les stigmates. Par de telles métamorphoses physiques, il n'y a pas qu'amplification de certaines parties du corps, il y a aussi amplification de la conscience du corps.

Corps dépersonnalisés

Ces corps s'autovénèrent. Ils pensent représenter la femme par excellence, celle qui déclenche chez l'homme le désir, celle qui existe comme femme dans sa féminité, par son corps. Mais comment expliquer cette exagération ? Comment comprendre que certaines femmes trouvent dans l'activité pornographique une valorisation tandis que la majorité des femmes refuse cette occupation ?

Ce qui fait défaut au corps pornographique consentant, justement parce qu'il est un corps, c'est l'intégrité de la personnalité et du corps. C'est aussi sa principale qualité aux yeux des hommes. Les modèles pornographiques pourraient être définis comme des personnes qui distinguent leur corps du reste de leur personnalité. D'où la possibilité d'en faire commerce. Ce fut vraisemblablement, l'une des façons pour eux de survivre à l'inceste ou aux sévices sexuels subis au cours de leur jeunesse. La très grande majorité des danseuses nues que j'ai interviewées a été victime d'abus sexuels. Une autre étude non publiée d'un sexologue montréalais (22) prétend que c'est la totalité des danseuses qu'il a interrogées qui ont subi des violences sexuelles dans leur jeunesse. Leur milieu familial s'est donc avéré, sur le plan moral et affectif, gravement carencé, violent et exploiteur sexuellement. En quelque sorte, ces jeunes femmes, dont le corps a été, à cause d'un parent masculin, la source de leurs ennuis, l'utilisent désormais comme moyen de gratification. Les hommes ne payent que pour le voir ! Mais chez le client, au-delà de la convoitise, le regard enveloppant ces corps n'est pas comparable aux autres regards. Il y a un a priori moral, le sentiment que ces femmes ne sont qu'ordures. C'est le corps servile et vil. C'est une chair vidée de son âme ; ce n'est qu'un corps justement. Et il est la preuve vivante que le sexe féminin est malade de son sexe. Le client jouit de cette situation.

Le corps de la femme (ou le corps féminisé des enfants, y compris celui des garçons) est, dans le discours pornographique l'élément cristallisant le fantasme. Même dans la pornographie homosexuelle, il y a féminisation et infantilisation d'un des corps masculins pour bien marquer l'enjeu sexuel (23). Et cet enjeu implique la violence. Régulièrement, on peut lire dans les magazines des passages comme celui-ci : *« Lorsque je baise une femme, j'aime y aller de toutes mes forces pour lui prouver qu'elle a un homme entre les jambes. »* Cet extrait de *Penthouse*, magazine pornographique dit " érotique ", qui a le plus grand tirage — il est diffusé tous les mois à cinq millions d'exemplaires — montre que violence et sexe sont quasiment inséparables pour cette industrie. Pour glorifier la virilité, la pornographie réfère sans cesse à la brutalité et à l'agressivité des hommes. Puisque la virilité n'est jamais assurée, il faut sans cesse la manifester. Le viol est l'une des manifestations les plus usuelles. Après le viol, la femme découvre la " véritable " jouissance sexuelle : *« Maintenant qu'on lui a retiré son bâillon, elle hurle de plaisir. »* (*Club*) La femme et l'enfant non consentants au début du viol le deviennent nécessairement après parce qu'ils découvrent le « vrai plaisir sexuel ».

Selon les études psychologiques du début des années quatre-vingt (24), les sujets exposés à de telles scènes étaient désensibilisés face au viol et la moitié d'entre eux avouaient qu'ils violeraient s'ils étaient certains de ne pas être arrêtés. Avec un groupe mixte, j'ai visionné à l'université où je travaille un film pornographique dans lequel il y avait trois viols de ce type. Aucun des étudiants n'a remarqué qu'il y avait viol, tandis que les étudiantes les ont immédiatement repérés. L'idée que le viol va devenir agréable pour la personne qui le subit — une des idées de base de la pornographie — était partagée par mes étudiants qui ont accepté les prémisses de ce film.

Dans la pornographie, non seulement peut-on parler de banalisation de la violence sexuelle, mais encore, on peut se risquer à qualifier ce matériel sexuel de propagande en faveur du viol.

Une industrie qui exalte la domination sexuelle

Jusqu'ici, j'ai évité de définir la pornographie, préférant examiner la réalité du matériel sexuel disponible à tous. Pour le sens commun, la pornographie se distingue de l'érotisme en étant plus vulgaire. Pourtant, la pornographie touche tous les genres, toutes les catégories, comme toute marchandise fabriquée pour un marché segmenté selon les moyens des consommateurs et les goûts particuliers des différentes strates sociales. Bref, il ne s'agit pas de définir la pornographie à partir de critères artistiques. Si une pornographie est plus esthétique, il n'en reste pas moins que son message est identique à celle qui est plus crue. La pornographie est une industrie (il n'y a donc pas confusion ici avec une œuvre d'art, produit singulier d'une création, ce qui exige une totale liberté pour l'artiste) de la représentation " génitalisée " de la sexualité qui

des jeunes, *Infractions sexuelles à l'égard des enfants*, Ottawa, Centre d'édition du gouvernement du Canada, 2 volumes, 1984.

19. Florence Rush, op. cit. ; voir aussi A. W. Burgess (ed.), *Child Pornography and Sex Rings*, Toronto, Lexington Books, 1984 et Shirley O'Brien, *Child Pornography*, Newporth Beach, Kendall-Hunt, 1983.

20. Voir *La violence pornographique, la virilité démasquée*, op. cit., p. 40.

21. Cela change désormais très rapidement. Au Quebec comme en Ontario, les bars de danseuses nues permettent les danses à 10 $, c'est-à-dire des *" danses "* ou le client peut tripoter les danseuses. De plus, de nombreux bars ont érigé des isoloirs ou le client et la danseuse s'isolent et peuvent procéder non seulement à des attouchements, mais aussi à certains actes sexuels. Entre la pornographie et la prostitution, la marge disparaît. Voir à ce sujet, *Le sexe spectacle*, op. cit.

22. Étude communiquée à l'auteur pour évaluation scientifique.

23. Voir François Moreau, *" Pornographie et mouvement gai "*, *Cahiers du socialisme*, n° 16, 1984, p. 73-88.

24. Neil M. Malamuth et Edward Donnerstein, *Pornography and Sexual Agression*, Orlando, Academic Press, 1984.

25. Voir à ce propos, *Critiques socialistes*, n° 6, Ottawa, 1989. Le thème du numéro : *" L'amour aux temps du chlamydia "* Les auteurs tentaient de tirer un bilan de la " révolution sexuelle ".

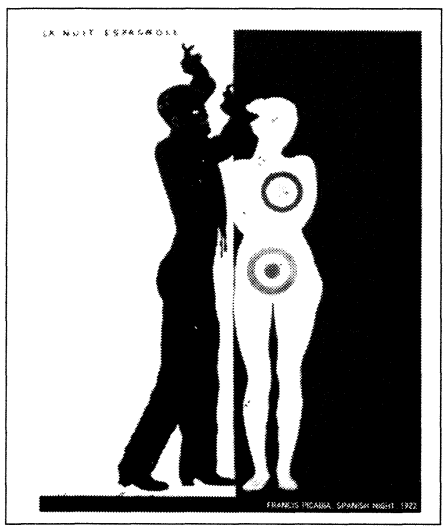
exalte la domination sexuelle d'un être humain sur un autre. Tout matériel sexuellement explicite n'est pas nécessairement pornographique, pas plus que ne l'est automatiquement tout matériel comprenant des représentations de sévices et de dégradations dans un contexte sexuel. Des livres ou des films peuvent comporter des scènes de viol, et s'ils montrent les répercussions réelles de l'agression sur la victime, ils ne relèvent pas de la pornographie, mais du simple réalisme. Contrairement à la pornographie, ils n'endossent pas ces sévices.

Le contraire d'une libération sexuelle

Les images pornographiques mises en vente sont réalisées à partir d'êtres humains qui en souffrent, qui en vivent et qui, pour certains, en meurent. Les rapports sexuels de domination structurent la pornographie et sa consommation. Cette forme de sexualité traduit, à l'aube du XXIe siècle, les paradoxes d'une libération sexuelle des plus équivoques (25). Si les scènes de nudité et d'accouplements sexuels envahissent les moyens de communication, de toute évidence, ces images ne participent pas à une libération sexuelle, mais plutôt à l'enfermement de la sexualité dans des rapports de sujétion.

La pornographie est une industrie à la poursuite de fantasmes et de névroses. Aussi longtemps que ce marché sexuel sera florissant, des trafiquants en tout genre s'ingénieront à l'alimenter de chair fraîche, car là où il y a d'énormes bénéfices disparaissent les sentiments humains. La métamorphose des fantasmes sexuels en transactions commerciales ne laisse pas de place à la philanthropie.

La pornographie morcelle les corps pour les remodeler selon les désirs masculins. Les corps-objets mis en relief sont un symbole consacrant la " supériorité morale " des consommateurs. Complices, les hommes y trouvent leur compte et l'industrie son profit. ■



Le droit de décider

par
Nancy Herzig et Rafael Bernabe*

Avant d'ajouter à la liste déjà longue des malentendus, essayons, au moins, de cerner ce qui n'est pas le sujet de ce débat. Il ne porte pas sur l'usage de la violence contre les femmes, ni sur la coercition exercée à leur égard pour les obliger à participer à la production de la pornographie. Tous les participants au débat sont opposés à une telle coercition. Nous considérons tous que de telles pressions, tout comme la violence exercée contre les femmes, sont inacceptables et devraient être bannies. Malgré nos profondes divergences, nous partageons cette vision commune et... importante.

Alors où est le véritable débat ? Pour certains féministes la pornographie est en elle-même, une forme de coercition et de violence à l'égard des femmes et il faut donc s'y opposer et même, si nécessaire, la déclarer illégale ou la censurer.

D'autres rejettent cette équation. Elles et ils expliquent que bien que les femmes doivent assurément s'opposer à la violence et à la coercition dans ce domaine comme dans d'autres sphères sociales, elles ne doivent pas faire campagne pour la censure , ni même contre la pornographie en tant que telle. Tout en s'opposant à toute forme de participation forcée des femmes à la production pornographique et en cherchant à transformer les conditions qui peuvent pousser les femmes vers l'industrie de la pornographie, contre leur gré, ces militantes et militants rejettent l'idée que la participation des femmes à la pornographie soit toujours le résultat de la coercition ou de la violence.

Mais une sexualité plus libre et plus riche ne peut se développer à travers une législation d'experts, même d'experts féministes ou socialistes. Une telle nouvelle sexualité, plus libre, n'existe d'ailleurs nulle part dans l'idée ou le programme d'une quelconque avant-garde féministe ou socialiste. Elle ne pourra exister que dans la mesure où les hommes et les femmes se verront garantir leur droit à explorer, dans le consentement, c'est-à-dire à construire et reconstruire, leur sexualité. Personne ne peut se vanter de savoir quel sera le résultat d'un tel processus.

Ce processus consiste en partie à défendre le droit de tous, et certainement celui des femmes, de dénoncer et critiquer tout ce qu'ils considèrent comme offensant ou dégradant. Mais bien sûr, toute critique spécifique se heurtera à des vues ou des appréciations divergentes. Il est parfaitement irréaliste de penser, par exemple, que les femmes tombent ou tomberont toujours d'accord sur ce qui est dégradant ou sexiste dans les représentations sexuelles. Ce que certaines femmes considèrent comme dégradant, d'autres peuvent le trouver très excitant et libérateur. En d'autres termes, on ne peut censurer des images sexistes ou dégradantes sans imposer les conceptions spécifiques et particulières d'un individu ou d'un groupe sur le type de représentations, d'activité, position ou pratique qui sont dégradantes et celles qui ne le sont pas : quel type de sexualité est correct et quel autre ne l'est pas.

C'est là le problème que posent les tentatives récurrentes de séparer " la pornographie " (sexiste, dégradante, etc.) de " l'érotisme " (non-sexiste, etc.). Il n'y a et il n'y aura que peu de consensus sur les critères permettant de les distinguer l'un de l'autre et encore moins sur la façon de classer telle ou telle œuvre en particulier.

" Big sister " sait mieux...?

Les féministes favorables à la censure soulignent que le fait que de nombreuses femmes aiment et défendent la pornographie ne peut être un argument valide contre la censure. Ces femmes, à l'évidence, ont internalisé la subordination, expliquent-elles. C'est là, argumentent-elles, la fonction même et le résultat de la pornographie : elle rend normale la dégradation des femmes aux yeux mêmes de nombreuses femmes. Pour les féministes anti-pornographie, l'usage de la pornographie par des femmes est un argument en faveur et non en défaveur de la censure ! Ce raisonnement pose un problème de fond : il néglige ce que les femmes ont à dire sur elles-mêmes. Il leur dénie le droit et la capacité de choisir pour elles-mêmes. Il vise à imposer, à travers la censure, ce que d'autres (les féministes anti-pornographie) ont choisi comme le meilleur pour elles.

En tant que socialistes nous devons rejeter cette approches substitutiste. Le principe d'autodétermination et de consentement est la clé d'une sexualité plus libre. Personne ne doit être obligé de s'engager dans une activité sexuelle contre sa volonté, mais aucun adulte ne devrait être pénalisé pour avoir, de manière consentante, engagé des pratiques sexuelles auxquelles d'autres peuvent trouver à redire.

Bien sûr, tous les libéraux ennemis de la censure et les libertaires partageront cette opinion. Mais en tant que socialistes, nous

* Nancy Herzig et Rafael Bernabe, militants marxistes, enseignent à l'université de San Juan (Porto Rico).

nous devons d'aller plus loin. Le droit des femmes de choisir quelle sorte de relations sexuelles elles veulent avoir ne dépend pas simplement de l'absence de censure ou d'autres restrictions, telles que les lois sur la sodomie. Cela exige aussi la présence de certaines conditions matérielles, comme un revenu garanti, un logement, la santé, des gardes de jour pour les enfants et un emploi. Faute de telles conditions, beaucoup de femmes seront contraintes ou poussées à des relations sexuelles, des rencontres ou des pratiques non désirées.

C'est là le point faible des critiques féministes libérales (Pally, McElroy, Tisdale et, dans une moindre mesure, Strossen). Elles s'opposent à la censure au nom de l'option d'un " laissez-faire " qui, sous couvert de rejeter la " victimisation ", fait souvent le jeu du mythe du " self made man/woman " (celui/celle qui s'est fait/faite seule). Au contraire, nous devons nous opposer à la censure tout en luttant pour tous les avantages sociaux dont les femmes ont besoin pour s'épanouir comme individus libres.

Une position pas si libérale que ça

Il est tout à fait possible de s'opposer à la censure sans défendre la pornographie. En effet, beaucoup de libéraux (au sens anglo-saxon du terme) s'opposent à la censure de la pornographie, non parce qu'ils la considèrent comme une valeur, ni parce qu'ils pensent que l'accès à la pornographie soit un droit important, mais parce qu'une législation censurant la pornographie menacerait des œuvres valables ou pourrait limiter des libertés qui sont autrement importantes. Cette façon de voir acceptant les arguments selon lesquels la pornographie est sexiste et ordurière, manque totalement de valeur libératrice, mais elle considère que la possibilité d'émergence d'un tel matériel dégradant est le prix à payer pour le droit à la liberté d'expression. En bref, la circulation du matériel pornographique serait un moindre mal, comparé aux dangers implicites de la censure.

C'est un point de vue assez tentant car il intègre beaucoup des critiques des féministes anti-pornographie, tout en s'opposant à la censure. Mais cela reste une option problématique. Après tout, qu'est-ce qui différencie la pornographie d'autres formes de représentations ? Pourquoi lui appliquer, tout spécialement, un si dur traitement ? Pourquoi est-elle reléguée à un rang aussi bas dans nos cultures ? Est-ce parce qu'elle est souvent sexiste ? Pas vraiment car c'est aussi le cas de la plupart des représentations prestigieuses de notre culture, des œuvres littéraires aux feuilletons télévisés. Est-ce parce que les femmes ou les hommes peuvent être harcelés, exploités dans le processus de production de la pornographie ? Mais, bien que les conditions varient d'un pays à l'autre, on peut dire que c'est vrai de la plupart des activités en système capitaliste, depuis le bureau jusqu'à l'atelier clandestin. Ou bien est-ce que la pornographie transforme en marchandises des aspects de la culture humaine ? Mais c'est ce que le capitalisme fait de tous nos besoins et passions.

Pas de censure, de la critique !

La pornographie est du registre du sexuel. C'est une représentation qui cherche à nous exciter sexuellement. C'est cela sa spécificité et non pas le sexisme, qu'elle partage avec le reste de notre culture. Et c'est pourquoi la droite l'a en horreur. Et c'est précisément cette caractéristique sexuelle de

la pornographie qui en fait un des aspects légitimes de notre culture. Si sexe et plaisir sexuel sont des valeurs pour notre humanité, alors les effets attendus de la pornographie, l'excitation sexuelle, sont au moins aussi légitimes et valables que les effets tels que rire, larmes, tension, relaxation, indignation ou plaisir esthétique générés par les films, les photos et les écrits non sexuels.

Nous critiquons ce que nous considérons comme irrecevable dans toutes les autres formes de représentations, mais nous ne demandons pas leur suppression. Sauf à considérer l'excitation sexuelle comme d'essence diabolique, notre attitude envers la pornographie ne doit pas être différente. De même, le fait que le capital transforme les loisirs en marchandises ne nous amène pas à défendre l'extension de la journée de travail, mais plutôt à défendre notre temps libre contre les empiétements du capital. Si le capital, pour ses raisons propres a élargi l'espace public propice à la circulation des représentations sexuelles (réifiées), notre but ne doit pas être de clore cet espace, mais de le défendre contre les censeurs, tout en luttant pour le sortir de l'aliénation (comme marchandise, condition de production, etc.) et de la subordination aux besoins du capital et aux impératifs du marché.

Il est vrai que les représentations qui cherchent à créer l'excitation sexuelle sont injurieuses, mais notre objectif doit être de défier cette situation. La piètre estime dans laquelle elles sont tenues n'est pas due au sexisme, que nous nous devons de critiquer, mais au statut de légitimité précaire de la sexualité elle-même. C'est dans la peur, la honte et la culpabilité que nous (surtout les femmes) sommes toujours éduqués à aborder les choses du sexe. La sexualité reste le royaume de la saleté, du péché, des pulsions immorales et honteuses. Après tout, selon nos lois contre l'obscénité (celles des États-Unis et de Porto Rico), « la valeur artistique, religieuse et littéraire » peut éviter à une œuvre l'interdiction pour obscénité (quelle que soit la gravité de l'offense publique). Il n'en va pas de même pour la valeur sexuelle. La loi ne reconnaît pas l'existence d'une telle valeur. Le contenu sexuellement excitant est, en lui-même, considéré comme sans valeur, de second ordre, sans identité, étranger apatride qui ne peut être naturalisé et faire partie de notre culture qu'à condition de s'unir à quelque valeur « *plus haute* ».

C'est là un autre problème posé par la distinction pornographie/érotisme, au delà de la vanité de l'exercice. Pourquoi devrions nous même essayer d'isoler le matériel explicitement sexuel que nous considérons comme sexiste et en faire une catégorie à part (la pornographie) si nous ne faisons pas de même pour les drames, comédies, etc. non sexuels, même lorsque nous critiquons leur sexisme ? Par cette distinction nous ne ferions, répétons-le, que traiter de façon particulière certaines représentations, non parce qu'elles sont sexistes, mais parce qu'elles sont sexuelles. En d'autres termes, en débattant avec les censeurs de droite nous avons découvert l'impossibilité de différencier pornographie et érotisme sans entraîner des préjugés anti-sexe dans notre lutte contre le sexisme. Défendre la pornographie nous aide à combattre ces préjugés tout en luttant contre le sexisme. ■

Une tragédie que les États-Unis pouvaient empêcher...

par Noam Chomsky*

(...) Le *New York Times* du 15 septembre dernier publiait un article signé d'un historien spécialiste de l'Indonésie, John Roosa, qui figurait parmi les observateurs officiels lors du vote. Il souligne que les atrocités auxquelles nous assistons aujourd'hui étaient tout à fait prévisibles et donc aisément évitables, que les États-Unis auraient pu les empêcher mais ont choisi de ne pas le faire. Le gouvernement Clinton s'est contenté de gagner du temps, a refusé d'aborder le problème et insisté sur le fait que la responsabilité reposait sur l'armée indonésienne qui commet ces atrocités. Les États-Unis continuent à gagner du temps, même après avoir été contraints par la pression nationale et internationale, en particulier par les Australiens, d'oser un geste timide. Entre-temps, près de la moitié de la population a été déplacée et des milliers de gens meurent de faim ou se font tuer. (...) Si les États-Unis et leurs alliés veulent que les atrocités s'arrêtent, elles s'arrêteront. A l'heure où nous parlons, des centaines de milliers de gens meurent de faim, cachés dans les montagnes. L'aviation militaire américaine largue-t-elle de la nourriture ? Si elle a la capacité de détruire tous les ponts de Novi Sad, en Yougoslavie, elle est bien entendu en mesure d'acheminer de la nourriture. (...) Les atrocités commises au cours de cette seule années 1999 au Timor oriental dépassent largement le niveau des atrocités commises au Kosovo avant les bombardements de l'OTAN (2 000 personnes tuées). L'Église évalue entre 3 000 et 5 000 le nombre de personnes tués au Timor oriental au cours des seuls mois précédant le référendum. Et il y en a eu beaucoup plus depuis.(...)

C'est la même histoire qu'il y a vingt ans. Lorsque les atrocités atteignirent un degré extrême en 1977-1978, l'administration Carter envoya des armes à Suharto. A cette époque, le nombre de morts s'élevait à environ 200 000. L'Église tenta d'alerter l'opinion mondiale mais personne ne prêta véritablement attention au problème.

En septembre 1978, l'armée indonésienne se sentit assez sûre d'elle pour autoriser quelques visiteurs étrangers à pénétrer sur le territoire du Timor. Les ambassadeurs des pays occidentaux vinrent ainsi de Djakarta et furent confrontés à une épouvantable catastrophe humanitaire. Ce qui se passa par la suite fut décrit par l'un des plus grands spécialistes mondiaux de l'histoire de l'Indonésie, Benedict Anderson, lors de sa déposition devant l'ONU. Il rapporta que, depuis neuf mois, l'ambassadeur américain Masters retardait l'envoi d'aide humanitaire, attendant que les généraux indonésiens donnent leur « feu vert » aux États-Unis.

A cette époque, il s'agissait d'un massacre de très grande envergure, où périt peut-être un tiers de la population. Aujourd'hui, nous assistons simplement à la destruction de ce qui restait...

L'Indonésie au centre de la politique américaine

(...) L'Indonésie a été le centre de la politique américaine dans cette région du monde depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est en effet, de loin, le pays le plus riche, avec une population importante et d'énormes ressources naturelles. Le fait que la situation soit aussi désastreuse aujourd'hui découle en partie de raisons internes : énormes problèmes de corruption, de violence et de terreur. Mais elle est également le reflet de la politique américaine depuis la Seconde Guerre mondiale.

En 1958, sous le mandat d'Eisenhower, les États-Unis mirent à exécution leur plus vaste opération clandestine d'après guerre, avec pour objectif de démanteler l'Indonésie, de la détruire et de la priver des îles abritant la majeure partie de ses ressources naturelles. Ils échouèrent et décidèrent par la suite de soutenir l'armée indonésienne. Ceci conduisit au putsch de Suharto en 1965, lors duquel des centaines de milliers de gens furent massacrés en l'espace de deux mois.

L'événement déclencha une grande euphorie dans les pays occidentaux. Un commentateur du *New York Times* parlait alors d'une *« lueur d'espoir en Asie »*. L'événement fut effectivement accueilli comme un succès. Des centaines de milliers de gens, pour la plupart des paysans sans terre, furent massacrés par les brutales forces militaires bénéficiant de l'aide et du soutien américains. Washington s'attribua ouvertement le mérite de cette action et ouvrit le pays aux exportations occidentales. C'est la raison principale pour laquelle les États-Unis et les pays occidentaux en général continuèrent à soutenir le statu quo jusqu'à ce que leur favori, le général Suharto, perde le contrôle.

Vingt ans d'atrocités

C'est également pourquoi ils soutinrent l'invasion du Timor oriental et les atrocités qui l'accompagnèrent (...) en décembre 1975, juste après la visite de Henry Kissinger et du président Ford à Djakarta. Nous savons aujourd'hui, grâce à des documents secrets, qu'ils étaient parfaitement au courant de la mise en œuvre de cette invasion.

Le Conseil de sécurité ordonna à l'Indonésie de se retirer immédiatement mais ne fut pas entendu. Et les raisons de cet échec furent expliquées avec une grande franchise devant l'ONU par l'ambassadeur Daniel Patrick Moynihan : *« Le département d'État désirait que les Nations unies soient totalement inefficaces, quelles que soient les mesures qu'elles prendraient. Cette tâche m'incomba et je crois pouvoir dire que je l'ai menée à bien. »*

Parallèlement, les États-Unis furent incités à déclarer un embargo de six mois sur la vente de bombes à cause de la nature des atrocités commises, mais ils augmentèrent dans le même temps secrètement leurs livraisons d'armes.

En 1978, au moment où les atrocités atteignaient réellement le niveau d'un génocide, la Grande-Bretagne et la France se joignirent aux États-Unis, avec armes et soutien diplomatique. Le ministre français des Affaires étrangères se rendit à Djakarta et assura au gouvernement indonésien que la France lui offrirait son aide militaire et le soutiendrait face aux critiques dans les forums internationaux.

Un an plus tard, l'Australie fut le seul pays à reconnaître de jure l'annexion du Timor oriental. Peu après, elle entamait des négociations avec l'Indonésie en vue de régler la question de l'exploitation des champs de pétrole du Timor oriental. En 1989, un traité fut signé. En 1991, un grand massacre eut lieu à Dili et fut annoncé publiquement. Les Indonésiens commirent l'erreur de quasiment tuer deux journalistes américains, et cela attira quelque peu l'attention. Mais quelques semaines plus tard, les compagnies pétrolières commencèrent à exploiter le pétrole du Timor, comme le prévoyait le traité australo-indonésien. Et les choses continuent. La complicité a été décisive et cruciale ; et si l'opinion publique n'en est pas informée, c'est par choix. (...)

* Nous reproduisons ici des extraits d'une interview de Noam Chomsky (linguiste américain de réputation mondiale, connu également pour son engagement progressiste) réalisée par Dijana Sulik, Weronika Zarachowicz et Prsilla Pizzato et publiée par le quotidien bruxellois *Le Soir* du 20 septembre 1999. Le titre, les intertitres et l'ordre de présentation des extraits n'engagent que le rédacteur d'*Inprecor*.

DOCUMENTS

Déclaration de José Ramos Horta (CNRT)

J'en appelle aujourd'hui à tous les groupes de solidarité du monde pour qu'ils arrêtent de brûler le drapeau indonésien (ou de profaner les symboles propres à l'Indonésie, ou encore d'attaquer ses propriétés, sous quelque forme que ce soit), comme forme de protestation contre le Gouvernement indonésien et les outrages commis par les militaires contre le peuple du Timor-Oriental. À mesure que la force internationale entre au Timor oriental, il est important que nous démontrions le plus grand respect à l'égard du peuple indonésien. Le Mouvement Démocrate Indonésien, par exemple, s'est fortement mobilisé pour la défense des droits de l'homme au Timor oriental, et ce, depuis le début. Nous devrions plutôt concentrer toutes nos énergies pour que le retrait des forces armées indonésiennes (militaires, police, services secrets et forces spéciales) soit réellement effectif. Nous devons avoir du respect pour le peuple indonésien.

J'en appelle également à tous les

DOCUMENTS

Indonésiens pour qu'ils respectent les personnes et les symboles des nations qui participent à la force internationale et je leur demande de ne pas attaquer les propriétés et de ne pas profaner les symboles nationaux des autres.

J'aimerais profiter de cette opportunité pour exprimer mes profonds remerciements à toutes les personnes solidaires à travers le monde, aux nombreuses et excellentes organisations et coalitions de solidarité — en d'autres termes, les masses populaires — sans lesquelles les récents changements de politiques américaine, anglaise et australienne relatives à l'Indonésie n'auraient pas eu lieu. Ces changements ont été cruciaux pour faire pression sur l'Indonésie afin que celle-ci autorise l'entrée d'une force internationale pour arrêter le massacre.

Et puis, j'aimerais aussi demander votre vigilance pendant les mois et les semaines à venir, pour mettre fin à la violence une fois pour toutes, et pour que le Timor-Oriental ait droit à une transition pacifique et juste. Merci.

le 20 septembre 1999
José Ramos Horta*

Déclaration du PRD indonésien

L'administration Habibie a été finalement contrainte de céder devant la pression internationale et d'autoriser l'entrée des forces internationales de maintien de la paix au Timor oriental. Bien qu'il soit trop tard, le PRD considère que leur présence est une action positive en vue de garantir la sécurité et la paix au Timor oriental, ainsi que pour assurer le respect du résultat du vote en faveur de l'indépendance. Ce vote ne doit pas être manipulé, annulé ni nié par les milices pro-intégration, appuyées et soutenues par la police et par les Forces armées indonésiennes (TNI). Considérant que l'envoi des forces internationales de maintien de la paix était urgent, le PRD soutient fermement leur présence.

Le PRD se prononce pour un retrait immédiat de tout le personnel militaire indonésien et pour le désarmement des milices pro-intégration. La présence des TNI et l'application de la loi martiale au Timor oriental par l'administration Habibie n'y ont pas maintenu la sécurité et la paix. La présence des TNI, légalisée par la loi martiale, a conduit au contraire à accroître le nombre des victimes et a permis la destruction totale des bâtiments, des maisons et même des églises. Beaucoup de religieux ont été tués par l'armée, la police et les milices. Il est clair alors que l'application de la loi martiale ne pourra jamais résoudre le problème, parce que la source principale de la violence et des assassinats dans l'est du Timor et en Indonésie c'est l'armée elle même.

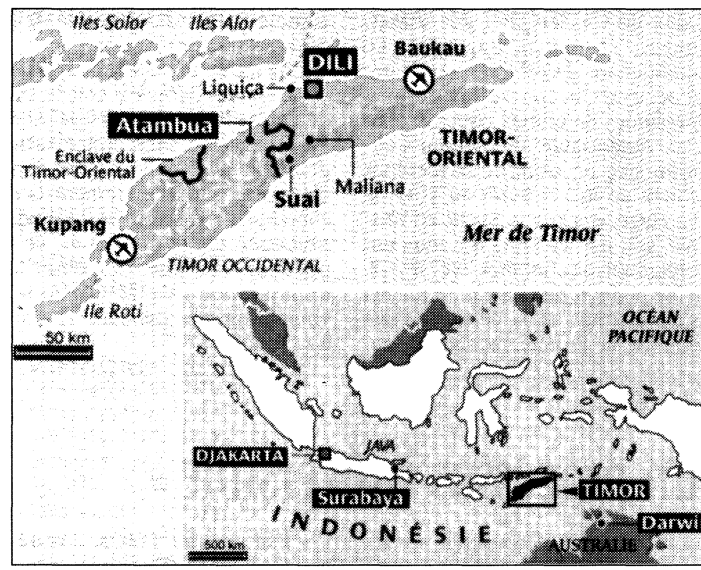
Ces assassinats renforcent notre conviction que la présence de l'armée dans la vie politique et sociale ne peut qu'être source d'oppression, de violence, de pauvreté ainsi que de destruction totale de la démocratie, des droits de l'homme et de la dignité humaine. L'armée est responsable de l'invasion du Timor oriental et de deux décennies de massacres pour préserver la colonisation. Elle ne pouvait pas et ne voulait pas accepter le résultat du vote du 30 août. C'est pourquoi elle n'a pas désarmé les milices pro-Djakarta et a soutenu l'opération de destruction totale du Timor oriental. C'est une autre preuve que la brutalité des militaires indonésiens est comparable à la brutalité des Nazis pendant la seconde guerre mondiale.

Pendant que l'armée organisait le génocide dans l'est du Timor, elle tentait de limiter les droits de l'homme et la démocratie en Indonésie par la loi sur la sûreté et la sécurité nationale (RUU PKB). Ce n'est qu'une autre forme de la loi martiale No.23/Prp/1959 appliquée par le régime Sukarno en 1959. Les demandes du peuple indonésien et des étudiants pour refuser cette loi sont correctes et doivent être soutenues. Au vu du cas du Timor, nous considérons que l'administration Habibie n'a aucune légitimité pour appliquer les lois répressives. Si nous permettons l'application du RUU PKB, nous serons responsables de l'annihilation totale de notre peuple.

Le peuple uni abolira la double fonction de l'armée ! Le peuple uni rejette le RUU PKB !

Djakarta, le 13 Septembre 1999

Le comité central du PRD**
Faisol Riza Chair
Ida Nasim Mh



Déclaration du Parti socialiste de Timor (PST)

La délégation du PST à Djakarta, en considérant :

1. Que l'accord du 5 mai déléguant à l'Indonésie la sécurité au Timor oriental a poussé le peuple timorais au bord de l'extermination ;

2. Que le gouvernement et l'appareil de sécurité indonésiens n'ont pas fait face à leurs responsabilités selon l'attente de la communauté internationale ;

3. Que la présence de l'armée et de la police indonésiennes aggrave la situation mettant en danger la vie de civils de plus en plus nombreux ;

4. Que l'armée et la police ont abusé de leur autorité et se sont rangées du côté des milices pour mener une politique de massacres et de terre brûlée ;

5. Que l'état d'urgence déclaré par le gouvernement indonésien n'est qu'une mesure cosmétique visant à isoler le peuple timorais dans son propre pays, dans le but d'organiser un autre référendum sous la supervision de l'ASEAN et non de l'ONU ;

6. Que les réfugiés, et notamment les Timorais favorables à l'indépendance, qui sont en train de traverser la frontière, ne le font pas volontairement, mais y sont obligés par l'armée et la police indonésiennes sans être protégés par personne ;

déclare au nom du Comité central du parti :

1. Refuser la présence au Timor oriental des militaires indonésiens qui sont responsables de tous les massacres et de la destruction totale du pays et de son peuple ;

2. Exiger que la responsabilité de la sécurité soit retirée à l'armée et à la police indonésiennes, qui sont en train de se venger des pertes qu'elles prétendent avoir subies ;

3. Condamner l'attitude antidémocratique des forces favorables à l'autonomie soutenues par l'armée et la police indonésiennes ;

4. Condamner toutes les formes d'assassinat et de destruction systématiques contre le peuple timorais perpétrées par l'armée, la police et les milices indonésiennes ;

5. Condamner toutes les formes de violence à l'égard des Timorais pour les forcer à quitter leur patrie ;

6. Condamner les actions de vengeance de l'armée, de la police et des milices indonésiennes après leur défaite au référendum ;

et exige :

1. Que l'ONU et la communauté internationale prennent des mesures fermes, rapides et efficaces pour obliger l'Indonésie à retirer ses forces armées et sa police et dissoudre les milices ;

2. Que des sanctions économiques et diplomatiques soient adoptées contre l'Indonésie si la violence et les massacres continuent ;

3. Que soit concrétisé l'ultimatum de l'ONU sur l'envoi d'une force internationale de paix puisque les 48 heures se sont écoulées sans aucune amélioration de la situation ;

---

* José Ramos Horta, prix Nobel de la paix 1996, est dirigeant du Conseil national de résistance du Timor-Oriental (CNRT).

** Le Partai Rakyat Demokratik (Parti démocratique du peuple) est une organisation de la gauche radicale indonésienne. Cf. *Inprecor* n° 425 de juin 1998.

4. Que le gouvernement portugais, signataire de la déclaration du 5 mai, soit tenu responsable des dangers et des destructions dont le peuple timorais a souffert ;

5. Que le Portugal utilise tous les moyens diplomatiques pour convaincre les pays de l'OTAN à obliger l'Indonésie, son armée et sa police de se retirer du Timor oriental ;

6. Que toutes les ONG humanitaires sous les auspices de l'ONU assistent pleinement les réfugiés timorais et rendent possible leur retour au pays.

Djakarta, le 9 septembre 1999
Délégation du Parti socialiste du Timor à Djakarta
Antonio Lopes, président

Déclaration du Front national indonésien pour le combat des travailleurs

Présenté comme une voie pour résoudre la crise vieille de 24 ans au Timor oriental, le référendum a eu lieu. Ses résultats montrent que le peuple du Timor rejette l'autonomie spéciale octroyée par le gouvernement indonésien et a choisi d'être une nation libre.

Le peuple du Timor lutte pour la liberté depuis plusieurs siècles, contre le colonialisme portugais d'abord puis contre le gouvernement militariste indonésien, au prix d'immenses sacrifices. Depuis 1975 l'invasion militaire indonésienne a provoqué plus de 200 000 morts et d'innombrables violations des droits de l'homme. La réponse de la communauté internationale aux actes militaires de l'Indonésie dépendait des intérêts de chaque pays dans la guerre froide.

Après le référendum et le début des massacres en série des indépendantistes, du personnel de l'ONU et des journalistes par les milices pro-intégration (soutenues par la police et l'armée indonésiennes), la communauté internationale a encore pris position sur le problème du Timor oriental. Elle a condamné le gouvernement indonésien comme incapable d'assurer la sécurité sur le territoire.

La condamnation et la pression internationale sont venues d'Australie, de son gouvernement et des appels au boycott des produits indonésiens lancés par des syndicats australiens. Le drapeau indonésien a même été brûlé lors d'une manifestation devant un consulat indonésien. En réponse à cela certains ont brûlé le drapeau australien et occupé l'ambassade australienne en Indonésie.

Ces actions témoignent du bas niveau de compréhension de l'histoire de la lutte au Timor oriental et des tentatives de transformer le conflit issu des massacres au Timor en un conflit entre les deux pays. Pour répondre à la situation survenue depuis le référendum , le Front national indonésien pour le combat des travailleurs (FNBPI) déclare :

* Les résultats du scrutin au Timor oriental sont le reflet des aspirations de peuple à déterminer son sort ;

* Nous condamnons les actes antidémocratiques commis par les forces armées (TNI) et la police indonésienne (POLRI) ;

* Nous condamnons les meurtres et les destructions perpétrés par les TNI et la POLRI contre les civils innocents du Timor oriental ;

* Nous condamnons tous les actes de violence des TNI et de la POLRI qui ont conduit les Timorais hors de leur propre pays .

Le FNPBI exige en conséquence :

* Le retrait immédiat des TNI et de la POLRI du Timor oriental ;

* La dissolution des milices qui sont soutenues et armées par les TNI et la POLRI ;

* La formation et l'entrée de forces internationales de maintien de la paix au Timor oriental ;

* Que toutes les forces s'engagent à respecter les résultats du scrutin qui est un reflet des aspirations des Timorais ;

* L'arrêt de tout soutien du gouvernement indonésien aux milices ;

* L'arrêt de l'envoi de forces de sécurité indonésiennes au Timor oriental.

Nous déclarons notre soutien plein pour toutes les grèves et actions de solidarité conduites par des syndicats à travers le monde.

Nous appelons la communauté internationale, et surtout les travailleurs, à maintenir la pression sur le gouvernement indonésien par des grèves/actions industrielles, des sanctions économiques et d'autres formes de pression.

Djakarta, le 11 Septembre 1999

Front national indonésien pour le combat des travailleurs
Dita Indah Sari, présidente
Ilham Syah, secrétaire général

(suite de la page 52)

Pourtant la présence de l'armée indonésienne au Timor-Oriental est toujours, selon les lois internationales, illégale. Il faudra attendre deux semaines pour que, avec l'accord du gouvernement indonésien, les premiers détachements d'une force de paix internationale menée par l'Australie débarquent à Dili. Pour constater que la ville a été vidée de sa population et largement dévastée. Et que les milices pro-indonésiennes et l'armée indonésienne y règnent toujours en maître.

Respect du choix populaire

Le droit à l'autodétermination du peuple timorais a été foulé aux pieds avec la complicité des principales puissances impérialistes. Maintenant la décision des Timorais doit être respectée sans le moindre délai. L'armée et la police indonésiennes doivent quitter Timor-Oriental. Les milices doivent être dissoutes et désarmées. Les populations timoraises déportées doivent être rapatriées chez elles. Les dirigeants indépendantistes timorais — et en premier lieu Xanana Gusmão — doivent être libérés et pourvoir revenir dans leur pays.

Si la présence d'une force internationale est nécessaire pour atteindre ces buts et si tel est l'avis de la résistance indépendantiste timoraise (qui l'a réclamé) on ne saurait s'y opposer. Mais il ne faut pas se leurrer : la présence de la Force internationale pour le Timor-Oriental (Interfet) conduite par les militaires australiens (5) ne constitue en rien une garantie de la libération du Timor-Oriental. Et cela même si l'envoi de cette force doit beaucoup à la pression de l'opinion publique internationale, bouleversée par les massacres et solidaire du peuple timorais.

S'il est question de respecter la volonté populaire, l'Interfet doit se soumettre au Conseil national de la résistance timoraise (CNRT) et reconnaître que la guérilla du FALINTIL (6) est la seule force armée légitime pour assurer la sécurité sur le territoire du Timor-Oriental. De même l'accord passé entre l'Australie et la dictature indonésienne en ce qui concerne l'exploitation des ressources pétrolières timoraises doit être considéré comme nul et non avenu et les richesses minérales confisquées doivent être restituées au Timor-Oriental. ■

5. Interfet (8 000 soldats dont 4 500 australiens) est dirigé par le général australien Peter Cosgrove, 52 ans, qui s'est illustré, en 1974, en tant que chef d'une patrouille militaire australienne engagée au Viêt-nam. Rappelons encore que l'Australie fut le seul pays a reconnaître de jure l'annexion du Timor-Oriental par l'Indonésie…

6. Forces de Libération Nationale du Timor Est, créées en 1975 en tant que branche armée du FRETILIN, elles mènent la résistance armée contre l'envahisseur indonésien. Dès 1983, selon un rapport de l'Administrateur Apostolique de Dili, Mgr da Costa Lopes, ces forces « se confondaient totalement avec la population qui était devenue parfaitement solidaire de son action » (mentionné par G. Defert, op. cit.).

Pour l'indépendance du Timor-Oriental !

« *Ils sont venus trop tard, bien trop tard, après tous ces morts. Notre pays est détruit.* » Cité par l'envoyé spécial du *Monde* (1), le Timorais anonyme résume le bilan encore provisoire de l'hypocrisie des puissances occidentales dont la population du Timor-Oriental continue de faire les frais.

par
Jan Malewski

25 ans d'hypocrisie impérialiste

Car la tragédie timoraise symbolise la politique impérialiste au cours des dernières décennies. Rappelons les faits. Lorsqu'en avril 1974 la dictature portugaise s'effondre, la lutte pour l'indépendance menée au Timor-Oriental fait partie des causes qui l'ont affaiblie et qui ont préparé le terrain à la poussée révolutionnaire dans la métropole. Tout en tentant de se dégager du bourbier colonial, le pouvoir portugais manœuvre et tente de mettre en selle l'Union Démocratique du Timor (UDT) pour faire contrepoids au radicalisme du FRETILIN (2). En 1975 l'UDT se tourne vers la dictature indonésienne et rompt l'alliance avec le FRETILIN. Premiers affrontements et 3 000 morts. En novembre 1975 le FRETILIN vainqueur proclame l'indépendance. En décembre l'armée indonésienne envahit le territoire et massacre 60 000 personnes. A l'ONU des larmes de crocodile sont versées, dans les coulisses l'armée indonésienne peut se prévaloir du soutien à peine voilé des États-Unis et des puissances européennes. Seul prix de l'hypocrisie occidentale : l'annexion du Timor-Oriental par Suharto en 1976 ne sera pas reconnue (à l'exception notable de l'Australie en 1979, qui en profite pour signer un accord de partage des exploitations pétrolières est-timoraises avec l'Indonésie). Mais alors que l'armée indonésienne se livre à des massacres en cascade et liquide un quart au moins de la population du Timor-Oriental (3), les États-Unis, la Grande Bretagne et la France poursuivent les livraisons d'armes à la dictature. En même temps le président américain Jimmy Carter se drape dans le manteau de défenseur des droits de l'homme, proclamés « l'âme de notre politique étrangère ». La chape de plomb s'abat sur l'île, les généraux indonésiens s'emparent de ses richesses, les manifestations populaires font l'objet de mitraillages, comme en 1991 lorsque plusieurs centaines de personnes rassemblées au cimetière Santa Cruz à Dili sont assassinées.

Massacre annoncé

La chute de Suharto en 1998 et le ramollissement de la dictature indonésienne (4) remettent à l'ordre du jour la question du Timor-Oriental. En mai 1999 sous les auspices de l'ONU, un accord est signé par le Portugal et l'Indonésie prévoyant l'organisation d'un référendum pour permettre à la population de choisir entre l'autonomie octroyée par le pouvoir indonésien et l'indépendance. C'est à l'armée indonésienne — responsable de centaines de milliers de morts — qu'est confiée la tâche d'assurer la sécurité du vote, alors que les observateurs internationaux vérifient sa régularité. Le 30 août 1999 78,5 % des 800 000 Timorais orientaux se prononcent en faveur de l'indépendance. L'annonce du résultat, le 4 septembre, déclenche la terreur. Sous la protection de l'armée indonésienne, des milices anti-indépendantistes (constituées par les troupes spéciales Kopassus) se livrent au massacre. On annonce 20 000 morts en quelques jours, entre 120 000 et 200 000 Timorais sont déportés hors de leur pays par l'armée et la police, des dizaines de milliers d'autres fuient dans les montagnes. Un mouvement de solidarité internationale, reprenant la demande de la résistance timoraise d'une intervention de l'ONU, se développe de par le monde, particulièrement fort en Australie et au Portugal. Si prompt d'habitude à envoyer ses bombardiers, le gouvernement américain joue la montre. (suite p. 51)

1. *Le Monde* du 22 septembre 1999.
2. Front Révolutionnaire pour l'Indépendance du Timor Est est issu de l'Association social-démocrate timoraise, formée au printemps 1974 (une semaine après l'apparition du premier parti timorais, l'Union démocratique timoraise, qui misait sur le statu quo social et l'autonomie dans le cadre du colonialisme portugais) par des jeunes intellectuels catholiques radicalisés et marxistes. C'est en s'implantant dans les campagnes et en y pratiquant l'alphabétisation que le FRETILIN deviendra l'organisation dominante dans la colonie portugaise.
3. En 1975 la population du Timor avoisinait 700 000 personnes ; en 1981 les autorités indonésiennes prétendaient en avoir recensé 567 000 alors que le recensement effectué parallèlement par l'Église catholique n'en mentionnait que 425 000. Gabriel Defert écrit à ce sujet : « A trop parler de « génocide », le terme s'est progressivement galvaudé, mais s'il n'y avait pas dans le cas présent de volonté délibérée d'exterminer les Timorais, force est de constater que la politique menée par Jakarta a eu des conséquences analogues. » (G. Defert, *Timor Est, le génocide oublié*, l'Harmattan, Paris 1992)
4. cf. G. Buster, *Indonésie : vers une dictature ramollie*, *Inprecor* n° 425 de juin 1998.